

**The New York Times**

Chaque mardi, retrouvez  
un supplément spécial de 4 pages  
avec les meilleurs articles et éditoriaux  
du «New York Times», en anglais.

**DELPHINE  
BATHO**  
**L'écologie,  
«un effort  
de guerre»**

PAGES 12-13

RMN. GRAND PALAIS. P. MIGEAT


**Beaubourg  
en quête de  
son œuvre  
totem**

PAGES 24-26

**Libération**
**DELPHINE HORVILLEUR**  
**«CE N'EST PAS AUX  
JUIFS DE LUTTER,  
MAIS À TOUS»**

- Après les dégradations et insultes de ces derniers jours, des marches sont organisées ce mardi dans toute la France
- Pénaliser l'antisionisme ? L'initiative LREM qui divise
- Les réactions de la rabbin Delphine Horvilleur et du philosophe Raphaël Glucksmann **PAGES 2-7**

LÉA CRESPI PASCO

M 00135 - 219 - F : 2,00 €

**ÉDITORIAL**Par  
**LAURENT JOFFRIN****Le retour  
de la peste**

Cette fois, les habituelles indignations ne suffisent plus. Bien sûr, il faut dénoncer, stigmatiser, manifester. Bien sûr il faut sonner l'alarme quand on constate la terrible résurgence, après deux ans d'accalmie, des actes antisémites en France. Bien sûr, il faut répéter, comme nous l'avons fait lundi, que les insultes proférées contre Alain Finkielkraut sont insupportables et que les opinions du philosophe, quoi qu'on en pense par ailleurs, n'ont rien à voir là-dedans : ce n'est pas par goût de la joute intellectuelle que des manifestants se sont attaqués à lui, mais bien en raison de sa qualité de Français juif, ce qui signe l'agression raciste. L'inquiétude supplémentaire vient d'un phénomène plus insidieux que la persistance – déjà honteuse – de réflexes antisémites en France : elle vient de l'abaissement des défenses immunitaires de la société et d'une partie de la scène politique face à ce retour de l'immémoriale peste. Comment comprendre que des leaders à gauche de la gauche soient si lents à condamner ces agressions, quand au contraire une Clémentine Autain a réagi immédiatement ? Comment comprendre qu'un Thomas Guénolé, candidat aux européennes, cherche, par la bande, à rendre la victime responsable de son sort et refuse de « *le plaindre* » ? Comment comprendre qu'une partie de la gauche radicale tresse des couronnes à une Houria Bouteldja, quand son livre, sur ces questions, souffre pour le moins d'ambiguïté ? Même interrogation avec le mouvement des gilets jaunes. Citée par *le Monde*, une manifestante prononce une phrase terrible : « *Quand ils chantent la que-nelle, on ne dit rien, au nom de la tolérance.* » Est-elle représentative, qui est ce « *on* » dont elle parle et quelle est cette « *tolérance* » à l'intolérable ? On ne sait, mais dans ce mouvement où personne ne représente personne, ce qui autorise tout le monde à dire n'importe quoi, on n'entend guère de condamnation des dérapages antisémites. Ce qui revient à les promouvoir au rang d'opinion comme les autres. Comme si, quand on est contre « *le système* », il devenait tout naturel d'attaquer aussi les juifs, qu'une tradition meurtrière assimile à la classe dominante. Cette perte de mémoire débouche sur une perte de repères, sur un relativisme byzantin, sur une répudiation de l'universalisme, seul rempart solide contre racisme et antisémitisme. Peut-être, au-delà d'actes que la justice doit rapidement sanctionner, est-ce le principal motif d'angoisse pour tous les défenseurs d'une République ouverte et fraternelle. ♦

# Antisémitisme

## Contre la haine, la quête de l'union

Après les croix gammées sur un portrait de Simone Veil et la dégradation du mémorial d'Ilan Halimi, les insultes visant Alain Finkielkraut, samedi, en marge du défilé des gilets jaunes confirment la résurgence de la haine antijuive. Des marches de solidarité et de tolérance sont organisées mardi dans toute la France.

Par  
**DOMINIQUE ALBERTINI**

**P**euvent-ils faire du refus de l'antisémitisme « *l'affaire de la nation tout entière* » ? Alors que se multiplient les actes antijuifs, une quinzaine de partis appellent à se rassembler ce mardi à 19 heures, place de la République à Paris, pour dénoncer la « *banalisation de la haine* ». Un consensus contrarié par les accusations de « *complainte* » visant La France insoumise et par la proposition controversée de certains députés sur la pénalisation de l'antisionisme (*lire ci-contre*). Lancé le 14 février par le Parti socialiste, cet appel fait suite à une alarmante série de faits antisémites : abattage des arbres commémorant la mort d'Ilan Halimi, jeune juif enlevé et torturé par le « *gang des barbares* » en 2006, à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne) ; découverte à Paris de croix gammées recouvrant des portraits de Simone Veil ; annonce dans la foulée d'une hausse de 74% des actes antisémites recensés en 2018... Intervenu après la publication de l'appel, la prise à partie de l'académicien Alain Finkielkraut, samedi à Paris, a nourri l'indignation politique. Reconnu au passage d'un défilé de gilets jaunes, il a été traité par plusieurs d'entre eux de « *sioniste de merde* » et violemment invité à « *rentrer chez [lui] en Israël* ».

Pour Olivier Faure, premier secrétaire du PS, « *les symboles, ça compte. On se donne trop souvent bonne conscience à coups de tweets. Il y a de jeunes générations qui n'ont pas encore eu l'occasion de se mobiliser sur la question de l'antisémitisme* ». Du PCF à LREM, en passant par LR et EE-LV, la quasi-totalité des grands partis se sont joints à l'événement, ainsi qu'une « *délégation de musulmans français* ». D'abord absente des mouvements organisateurs (*lire page 5*), LFI a depuis rejoint la liste des participants. Contrairement au Rassemblement national, qui n'a pas été sollicité par le Parti socialiste.

**«MARQUER LES ESPRITS»**

Principal contingent à l'Assemblée nationale, les députés LREM ont été priés d'être massivement présents. Le Premier ministre, Edouard Philippe, et plusieurs membres du gouvernement devraient aussi se joindre à la marche, tout comme l'ex-président François Hollande. Emmanuel Macron n'a en revan-

che « *pas prévu* » de prendre part au défilé, a fait savoir l'Elysée lundi, sans indiquer la raison de son absence, tout en précisant que le Président s'exprimerait mercredi soir devant le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), à l'occasion de son dîner annuel. « *Il y reviendra sur l'actualité que nous connaissons* », ajoute l'Elysée, rappelant que le chef de l'Etat a apporté par téléphone son

soutien à Alain Finkielkraut. L'absence annoncée du chef de l'Etat a été déplorée par le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau, comme par Olivier Faure, qui estime que la place du Président « *est au milieu des Français qui disent ça suffit* ». Le premier secrétaire du PS prend pour référence la manifestation du 14 mai 1990 qui avait rassemblé, après la profanation du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse), une vaste foule en présence de François Mitterrand. « *Il faut marquer les esprits*, insiste Faure. *Si c'est un échec, ce sera la démonstration que le sujet ne mobilise plus. Ce serait grave.* »

D'autres grandes manifestations avaient suivi la mort d'Ilan Halimi et celle, le 28 mars 2018, de Mireille Knoll, une octogénaire juive assassinée à son domicile. Deux rassemblements marqués par des controverses sur la présence de certains responsables politiques. Alors président du Mouvement pour la France et accusé de racisme par une partie du défilé, Philippe de Villiers s'était vu écarter du carré de tête lors de l'hommage à Ilan Halimi en février 2006.

L'an dernier, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon avaient, eux, été pris à partie durant la marche blanche en mémoire de Mireille Knoll, accusés l'un et l'autre par le Crif de « *véhiculer la haine* ». Attaqué par le camp présidentiel, le chef de file de LFI a de nouveau dû se défendre lundi de toute indulgence après avoir vu, dans l'affaire Fin-

**DÉCRYPTAGE**





# Pénaliser l'antisémitisme: députés en terrain miné

**Un groupe d'élus entend renforcer la loi en assimilant la critique d'Israël à de l'antisémitisme. Une proposition qui divise.**

nie, ndlr] sans être accusé d'antisémitisme, fait valoir le patron des députés socialistes, Olivier Faure. De toute façon, si on enlève le masque antisémite des antisémites, ils trouveront d'autres drapeaux à brandir que la question palestinienne.»

**D**evant la résurgence des actes antisémites et après l'agression d'Alain Finkelkraut, passage en revue de ce que permet la loi et sur le projet controversé d'un député LREM, qui souhaite pénaliser l'antisémitisme.

## Que prévoit actuellement la loi ?

Dans le cadre de l'affaire Finkelkraut, une enquête a été ouverte pour injure publique à caractère raciste. La loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 la définit comme toute expression visant à dénigrer «une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée». Les faits sont passibles d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Le droit prévoit également la répression d'autres délits tels que la diffamation raciale, la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale. Quant à la loi dite «Gayssot», elle vient sanctionner la négation de faits qualifiés de crimes contre l'humanité, comme la Shoah.

## Entre antisémitisme et antisémitisme, la faille politique ?

La notion d'antisémitisme a fait une entrée fracassante sur la scène politique en 2009, quand Dieudonné a lancé une liste antisémite aux européennes. Le secrétaire général de l'Elysée de l'époque, Claude Guéant, avancera l'idée d'interdire cette liste, la qualifiant d'antisémite. Elle terminera sous la barre des 2% en Ile-de-France. Mais dans le discours soralo-dieudonnien, et pour les complotistes, le terme «sioniste» se substitue durablement à celui de «juif» et l'antisémitisme devient prétexte à une critique générale des juifs. Si l'antisémitisme recouvre la haine des juifs en tant que groupe ethnique et religieux, l'antisémitisme a évolué dans le temps. Il consistait à nier le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, mais tend aujourd'hui à prendre d'autres formes et à être utilisé pour dénoncer notamment l'extension du territoire d'Israël. «On peut critiquer la colonisation [du gouvernement israélien en Cisjorda-

## Que veut faire le groupe parlementaire d'études sur l'antisémitisme ?

Selon son président, le député LREM de Paris Sylvain Maillard, il s'agit d'une initiative législative visant à faire de l'antisémitisme un délit au même titre que l'antisémitisme. «Dire "je hais Israël", ça veut dire "je hais les juifs". C'est l'arcane de la fabrication de l'antisémitisme», explique ce dernier. A l'entendre, il serait donc impossible de critiquer Israël, ce qui relève pourtant d'une opinion. D'où la levée de boucliers jusque dans les rangs du groupe d'études. Delphine Batho s'oppose à ce projet : «Le principe même du nouvel antisémitisme est de louvoyer avec les mots et de jouer avec la dialectique, une loi de plus ne résoudra rien.» La direction du groupe LREM parle d'une «initiative personnelle» de Maillard et l'intéressé prend bien soin de préciser qu'il a le soutien des vice-présidents de son groupe, dont le député franco-israélien Meyer Habib. S'il dit travailler sur cette idée depuis plusieurs semaines, elle n'a été dévoilée qu'après l'affaire Finkelkraut. Et le flou règne sur la forme : proposition de loi ou résolution non contraignante ? Verdict ce mardi après-midi, à la veille du discours d'Emmanuel Macron au dîner annuel du Crif, ce qui ne saurait être un hasard de calendrier.

## Existe-t-il une lacune dans le droit français ?

«Il n'y a pas de vide juridique, réfute-t-on à la chancellerie. L'arsenal actuel permet d'embrasser tout type de cas de figure et de réprimer tout fait grave.» Des insultes comme «barre-toi, sale sioniste de merde» proférées samedi à l'encontre d'Alain Finkelkraut tombent par exemple sous le coup de la loi sanctionnant l'injure publique. Un ancien magistrat commente : «Je pense qu'on pourrait même envisager la circonstance aggravante raciste en considérant "l'appartenance ou non à une ethnie ou à une nation".» La garde des Sceaux se montre prudente : «Il faut faire attention à ce que l'on veut condamner», a dit Nicole Belloubet sur France 2, mais cela «mérite un débat au Parlement».

**LAURE BRETTON**  
et **JULIE BRAFMAN**

kielkraut, une «instrumentalisation de l'antisémitisme». Il doit participer ce mardi à un des rassemblements organisés à travers le pays. Lequel ? Lundi, son entourage gardait le secret pour raisons de sécurité.

## RENFORCER LA PRÉVENTION

Le RN organisera quant à lui son propre hommage. Accusant ses adversaires de mollesse face à l'antisémitisme islamiste, le parti d'extrême droite s'est lui-même vu reprocher la présence, dans l'entourage de Marine Le Pen, de personnalités soupçonnées d'antisémitisme. Comme le directeur adjoint de sa campagne européenne, Philippe Vardon, désigné lundi comme «ancien adepte de chants et

saluts néonazis» par le patron de LREM, Stanislas Guerini.

Réclamées par le Crif, des «mesures concrètes» suivront-elles le rassemblement ? L'excuse a présenté il y a moins d'un an un nouveau plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il prévoit notamment de renforcer le contrôle des réseaux sociaux et la prévention en milieu scolaire. Lundi, le député LREM Sylvain Maillard a cependant proposé de «pénaliser l'antisémitisme» au même titre que l'antisémitisme. Un projet accueilli avec réserve au gouvernement et dans la majorité, qualifié dans la foulée de simple «initiative personnelle» par la hiérarchie macroniste. ◆

**Rassemblement contre l'antisémitisme, lundi soir, à Avignon.**

PHOTO  
ARNOLD  
JEROCKI





Des gilets jaunes faisant des quenelles, le 5 janvier, sur les Champs-Élysées.  
PHOTO DENIS ALLARD

# Les gilets jaunes, étouffés par la gangrène antisémite

**Très mobilisés, les adeptes d'Alain Soral ou de Dieudonné sont de plus en plus présents dans les défilés, au grand dam des manifestants défendant leur pouvoir d'achat.**

**A**ntisémitisme, le mouvement des gilets jaunes? Plutôt gangrené par des militants antisémites, propageant leurs idées à la faveur des défilés chaque week-end depuis trois mois. Bien qu'il soit né de revendications sociales et qu'il regroupe des manifestants n'arrivant pas à boucler leurs fins de mois, chaque samedi a été l'occasion d'actes graves ciblant la communauté juive. Sans que l'on puisse les attribuer aux gilets jaunes en général, mais sans qu'on puisse non plus les attribuer à d'autres. Parce que «le fait que l'horizontalité

prime, que le mouvement n'ait ni cortège constitué ni service d'ordre est une porte ouverte à tout le monde, explique le politologue Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités de la Fondation Jean-Jaurès. Cela comprend des groupuscules qui, s'ils ne se montraient pas dans les manifestations, resteraient totalement inconnus.»

## LES QUENELLES DU SACRÉ-CŒUR

Quand il y a des manifestations massives et régulières à Paris, «ces

gens-là sautent sur l'occasion». Avant l'agression d'Alain Finkielkraut samedi aux cris de «barre-toi, sale sioniste de merde. Rentre chez toi en Israël», l'antisémitisme dans les cortèges, cela a donné ces cinq hommes vus au croisement de deux artères parisiennes le 24 novembre chantant «Manu, la sens-tu, qui se glisse dans ton cul, la quenelle?», un geste subversif inventé par le polémiste antisémite Dieudonné. Le premier de la bande enchaînera deux saluts nazis. C'est la présence, ce jour-là dans le cortège, du militant négationniste Hervé Ryssen, un adorateur de Robert Faurisson. Ou celle, la semaine suivante, d'Yvan Benedetti, ancien du Front national (aujourd'hui Rassemblement national). L'homme dirige le Parti nationaliste français,

qui s'est ouvertement déclaré par le passé «antisémite, antisémite, antijuif».

Ce sont aussi ces inscriptions, lues au dos du gilet fluo d'un manifestant sur les Champs-Élysées début décembre: une pyramide franc-maçonnique et des étoiles de David barrées au stylo avec le texte «Omnia sunt judeum» («ils sont tous juifs»).

Ou encore cet homme, éruptant devant une télévision étrangère, que les «Rothschild ne sont pas les bienvenus en France» avec, sur sa poitrine, un logo ananas, en référence à la chanson *Shoah ananas* devenue l'un des hymnes officieux du dieudonnisme.

C'est également cette banderole, déroulée le 18 décembre au matin, sur un rond-point dans les environs de Lyon, où l'on pouvait lire «Macron=Drachi=Attali=Banques=Médias=Sion».

Pour le grand public, l'antisémitisme latent de certains manifestants apparaît au grand jour à Paris, le 22 décembre, quand un groupe de gilets jaunes se met à faire des quenelles devant le Sacré-Cœur, à Montmartre. D'autres reproduiront la scène le 12 janvier sur le parking Séraucourt, à Bourges.

C'est enfin ce texte, photographié lors de «l'acte IX» des gilets jaunes sur une barrière de chantier d'une

grande avenue parisienne: «Macron, démission, en prison, pute à juifs, pendaison.»

De son côté, l'ancien humoriste Dieudonné a mis en vente sur son site des gilets fluo marqués d'un ananas avec dans le dos le texte: «Macron la sens-tu la quenelle?» «Quand Ryssen se retrouve en gilet jaune en une de Paris Match, c'est inespéré pour lui, estime Jean-Yves Camus. Alors il revient. Fatalement. Benedetti, c'est pareil, depuis le début des manifestations, on ne parle que de lui», alors que son groupuscule ne pèse rien du tout.

## IL FAUT DISSOCIER LES CONS DES AUTRES...

L'enjeu pour les gilets jaunes revient à condamner à chaque fois les agissements qui nuisent à l'image de leur mouvement. Ce qui prend le pas sur leurs revendications et ce qui est extrêmement compliqué en raison du «mode organisationnel où l'expression populaire passe sans filtre, et qu'il n'y a aucun leader ni porte-parole pour parler en leur nom, puisqu'ils en rejettent l'idée», souligne le politologue. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains gilets jaunes cherchent à relancer les blocages des ronds-points en province, considérant ces opérations moins sujettes à infiltration. Mais aussi moins marquantes mé-





Alain Finkielkraut, samedi, juste après son agression. PHOTO DENIS ALLARD



Entre Invalides et place d'Italie, le 19 janvier, lors de «l'acte X». PHOTO BOBY

# Finkielkraut: retour sur un moment de violence pure

L'agression du philosophe, samedi à Paris, est symptomatique d'une parole antisémite libérée.

«**R**entre à Tel-Aviv», «Barre-toi, sale sioniste de merde», «Sale enculé»... Les insultes pleuvent. Il est un peu plus de 15 heures samedi, lorsqu'Alain Finkielkraut sort d'un taxi rue Campagne-Première, dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. C'est le quatorzième week-end de mobilisation des gilets jaunes. S'apprêtant à rentrer chez lui, l'académicien observe la manifestation boulevard du Montparnasse. Soudain, il se fait violemment invectiver. Dans cette portion un peu en marge du défilé, les gilets jaunes ne sont pas encadrés par les forces de l'ordre. Aux «taisez-vous» que lui lancent certains –souvenir d'une édition électrique de l'émission *Ce soir ou (jamais!)*– succèdent les insultes: «Islamophobe de merde», «Facho»... Tandis qu'on entend crier «Nous sommes le peuple» ou «Palestine».

«**Effet de meute**». Présent sur place, Denis Allard, photographe à *Libération*, décrit une

scène qui n'a pas duré plus de deux minutes: «Un homme s'est mis à l'injurier, d'autres se sont ajoutés. Cela a créé un effet de meute.» Face à eux, le philosophe, accompagné de sa femme, l'avocate Sylvie Topaloff, semble dépassé. «Qu'est ce qu'ils disent?» demande-t-il. Très vite, des policiers forment un cordon pour le protéger. «J'étais pas là depuis une minute que j'ai été pris à partie par des manifestants de manière très violente», a témoigné l'intéressé sur LCI. Evoquant «une violence pogromiste», en référence aux pillages et massacres dirigés contre la communauté juive. L'insulte «sale juif» a-t-elle été prononcée? Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, l'a affirmé, mais l'essayiste a déclaré ne pas l'avoir entendue clairement. La question divise sur les réseaux, enregistrements à l'appui. Toujours est-il que c'est bien comme juif qu'Alain Finkielkraut a été visé. Ces insultes s'inscrivent dans un contexte préoccupant: en un an, les actes antisémites ont grimpé de 74 %, selon les derniers chiffres de l'Intérieur. Et ces dernières semaines, tags et gestes antijuifs se sont multipliés. Si le philosophe a choisi de ne pas porter plainte, le parquet de Paris a ouvert une enquête dimanche pour «injure publique

en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion». Elle a été confiée à la Brigade de répression de la délinquance contre la personne.

**Mouvance islamiste.** Extrêmement choquante, la scène a été amplement filmée. On aperçoit nettement plusieurs hommes agonir Finkielkraut. «Nous avons demandé à nos services de travailler sur le visage de ces individus», a fait savoir sur BFMTV le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez. «Un suspect, reconnu comme le principal auteur des injures, a été identifié par nos services», a annoncé Christophe Castaner. Sur les images, un homme se démarque. Barbe rousse et foulard similaire à un keffieh, il vocifère: «La France, elle est à nous! Espèce de raciste, espèce de haineux. T'es un haineux et tu vas mourir. Tu vas aller en enfer.» Il serait connu des services pour avoir évolué au sein de la mouvance islamiste radicale en 2014, d'après le *Parisien*, mais n'a jamais été suivi au titre du Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste. Contacté par *Libération*, le parquet de Paris s'est refusé à tout commentaire.

**CHARLES DELOUCHE**  
et **CHLOÉ PILORGET-REZZOUK**

## La solidarité tardive de La France insoumise

Après des condamnations parfois minimales, le parti mélenchoniste craint d'être pris à partie mardi, comme lors du défilé de mars 2018.

Une histoire qui se répète: Jean-Luc Mélenchon se retrouve au centre des regards à la veille d'un rassemblement contre l'antisémitisme. Plusieurs figures politiques lui reprochent sa réaction tardive après l'agression d'Alain Finkielkraut, samedi à Paris, par une poignée de gilets jaunes. La manière crée aussi le débat. «Conscient de l'instrumentalisation de l'antisémitisme, je crois aussi qu'il ne faut jamais laisser passer le racisme», a-t-il fini par tweeter dimanche soir. Le chef de La France insoumise (LFI) souligne qu'il y avait autour de l'académicien des manifestants qui voulaient le «défendre et s'opposer à l'attaque» et se «range» personnellement du côté des défenseurs de Finkielkraut. Insuffisant pour beaucoup, qui attendaient une condamnation plus ferme.

«**Tentative d'instrumentalisation**». La sortie de Thomas Guénolé n'a rien arrangé. Le politologue et candidat sur la liste LFI aux euro-

péennes a tapoté sur Twitter samedi: «Cela fait des années qu'Alain Finkielkraut répand la haine en France. Contre les jeunes de banlieue. Contre les musulmans. Contre l'Education nationale. Etc. L'insulter, comme insulter quiconque, est condamnable. Mais le plaindre, certainement pas.» Tollé sur les réseaux sociaux et dans la vraie vie. Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux: «Face à l'antisémitisme, avoir le moindre doute, la moindre ambiguïté, c'est insupportable.» Agnès Buzyn, ministre de la Santé: «C'est un naufrage Mélenchon, je pense que son parti couvre des choses intolérables.»

LFI tente de se faire entendre et de se défendre. Manuel Bompard, numéro 2 sur la liste européenne: «Le niveau d'insultes et de tensions est irresponsable. Nous avons toujours combattu le racisme et l'antisémitisme, toujours et sans ambiguïté.» Selon cette tête pensante du mouvement, c'est une «tentative d'instrumentalisation politique» contre les gilets jaunes et LFI: «Inacceptable.» Lundi, le mouvement a reçu des insultes et des menaces. Lorsqu'on interroge Bompard sur Guénolé, il prend un peu ses distances: «Il condamne l'agression, mais c'est vrai qu'il manque de compassion pour la victime.» Si l'on regarde d'un peu plus près, la polémique est née avant l'agression de Finkielkraut. La se-

maine passée, lorsque les socialistes ont annoncé le rassemblement parisien contre l'antisémitisme, le logo LFI ne figurait pas sur le visuel. Le mouvement s'est fâché, affirmant ne pas avoir été invité. Patron du PS, Olivier Faure a expliqué avoir envoyé un message à Jean-Luc Mélenchon via Telegram: «Vous verrez qu'il l'a reçu et lu à 15h06 mardi. Sans y répondre. Mais il n'y a aucune exclusive, bien au contraire.» Une grande cour de récréation.

«**Humiliés**». Ce mardi matin, LFI organise une conférence de presse à l'Assemblée pour revenir sur les différentes polémiques. Et le soir, de nombreux leaders du mouvement seront dans la rue. Pas sans craintes, car ils n'oublient pas un épisode récent: en mars 2018, Mélenchon et les siens avaient été pris à partie lors de l'hommage à Mireille Knoll, cette rescapée de la Shoah poignardée chez elle. Insultes, bousculade et exfiltration. «Nous avons été humiliés sous le regard de tout le gouvernement et personne n'a bougé», se souvient Alexis Corbière. Le député LFI de Seine-Saint-Denis craint que l'épisode ne se répète à cause d'une «polémique irresponsable». Il demande aux organisateurs du rassemblement de garantir une sécurité «sûre» afin d'éviter que cela «prenne d'autres proportions».

**RACHID LAÏRECHE**

diatiquement. A Paris, un effet loupe joue depuis quelques semaines. «Moins il y a de manifestants, plus les antisémites sont visibles», estime Jean-Yves Camus.

Dimanche, un coordinateur des gilets jaunes de Seine-et-Marne expliquait à *Libération* à quel point l'altercation visant Alain Finkielkraut discréditerait le mouvement pour longtemps: «Il faut dissocier les cons des autres mais la question de l'image et du message est extrêmement importante, et là ça va être dur de remonter la pente.» Surtout si les actes antisémites continuaient à se multiplier en marge des défilés. Là encore, il y a un hic. Le mouvement des gilets jaunes, qui rejette le «système» en général, agrège des citoyens en rupture de ban avec la presse traditionnelle et qui s'informent en grande partie sur Facebook. Ce qui les rend plus perméables aux informations trompeuses, aux thèses complotistes, et donc antisémites.

«Quand le discours c'est que l'oligarchie est partout et gouverne, il y a une porosité inévitable, explique Jean-Yves Camus. Il s'agit du fantasme du juif cosmopolite, apatride et riche, qui tient le monde dans ses mains, le pouvoir médiatique, financier et politique. On est dans un schéma vieux comme le monde.»

**TRISTAN BERTELOOT**



# Delphine Horvilleur

## «Beaucoup pensent que la question de l'antisémitisme ne les concerne pas vraiment»

**Pour la rabbin, auteure de «Réflexions sur la question antisémite» et voix qui compte chez les juifs de France, la réponse à la haine antijuive ne peut pas venir des pouvoirs publics: c'est une responsabilité individuelle et collective qui ne doit pas tomber d'en haut.**

Elle est une des rares femmes rabbin en France, et aussi une essayiste. Delphine Horvilleur exerce à la synagogue du Mouvement libéral juif de France (MLJF), dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Et elle est une voix qui compte en matière de lutte contre l'antisémitisme, puisqu'elle a publié en janvier *Réflexions sur la question antisémite* (Grasset). Il nous a paru utile de l'entendre après les agressions caractérisées de ces derniers jours.

**Libération vous avait interviewée début janvier à l'occasion de la publication de votre dernier livre. Depuis, il y a eu ces tags et ces agressions antisémites, dont celle contre Alain Finkielkraut...**

Les vidéos haineuses tournent en boucle. L'une d'entre elles, aussi choquante que l'agression d'Alain Finkielkraut, a donné lieu à moins de commentaires, c'est l'événement

d'Ingrid Levavasseur d'un cortège aux cris de «*enlève ton gilet, sale juive!*» On l'entend bien: le mot «juif» est devenu quelque chose comme un «mot de passe», un mot qui n'a plus grand-chose à voir avec l'identité de l'insulté. Vous pouvez très bien ne pas l'être mais «justifier» son emploi quand vous êtes haï. L'antisémitisme dit toujours quelque chose de celui qui



FREDÉRIC STUCIN / PASCO

INTERVIEW

l'énonce, le tolère ou le relativise, bien plus que de celui à qui il s'adresse. **Est-ce que vous irez manifester mardi?**

Oui, bien sûr. En espérant que les mots d'ordre

soient clairs. Ce rassemblement n'est pas une «manifestation pour les juifs», mais la conscience collective de ce que l'antisémitisme dit de nous, du piétinement des promesses républicaines. Il est très compliqué d'arriver à

dégager cette parole sans nourrir un effet paradoxal. La République doit lutter contre l'antisémitisme et le dénoncer mais, simultanément, le discours antisémite se nourrit de la rhétorique du «deux poids, deux mesures» et de cette idée obscène que les juifs auraient un «traitement de faveur». Bref, la haine antijuive se nourrit paradoxalement de la défense des juifs.

**Quelle est la solution?**

Il n'y a pas de «solution» mais une urgence d'un relais de parole et de conscience très fort. Ce n'est pas aux juifs de lutter, mais à tous ceux qui savent combien cette menace est en fait dirigée à travers eux contre tous. Vous connaissez cette célèbre blague juive: quelqu'un raconte qu'un parc a été interdit aux juifs et aux coiffeurs et là, un autre demande: «Ah bon, mais pourquoi aux coiffeurs?» Beaucoup pensent que la question de

**Le mot «juif» est devenu quelque chose comme un «mot de passe», un mot qui n'a plus grand-chose à voir avec l'identité de l'insulté.**

**Vous pouvez très bien ne pas l'être mais «justifier» son emploi quand vous êtes haï.**

## Au lieu de débattre, ils préfèrent l'anathème et la dénonciation

**Selon la philosophe, l'antisémitisme qui s'est exprimé contre Alain Finkielkraut n'est plus «celui des marges», il est celui de ceux qui refusent les cadres de la République.**

Cela ne fait plus mystère et depuis ce week-end sans doute encore moins qu'avant: ceux qui attaquent la République et la démocratie s'en prennent d'abord aux juifs. L'agression dont a été victime samedi le philosophe Alain Finkielkraut et l'injonction qui lui a été faite de retourner «chez lui», «en Palestine», a non seulement confirmé l'existence d'un antisémitisme toléré depuis trop longtemps en France, mais en a révélé le ressort le plus intime, ramassé dans la violence des anathèmes et des postures. Plus encore que la haine et la violence dont ce-

lui-ci est porteur, ce qui frappe est le vocabulaire employé. Dans la désignation de l'autre, de l'étranger, dans les mots de celui qu'on exècre et qu'on désigne comme le responsable du mal-être social des catégories susceptibles de se réunir sous le drapeau des gilets jaunes, on retrouve toute l'ambivalence de l'antisémitisme moderne

émergé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle autour de l'affaire Dreyfus. Là où l'antijudaïsme désignait dans l'ennemi celui qui s'avérait inassimilable, l'étranger par excellence en raison de ses mœurs et de son refus de la conversion au christianisme, l'anti-

sémitisme a substitué l'image d'un juif au contraire si bien intégré qu'il en devient d'autant plus dangereux dans la mesure où il est désormais impossible de l'identifier. L'antisionisme qui s'est développé à partir des années 70, sur l'échec du discours marxiste et tiers-mondiste, a identifié la critique du capitalisme et les attaques proférées à l'encontre des Etats-Unis et de leur allié Israël. La mondialisation servirait un seul et même projet: celui d'un pouvoir mondial instrumentalisé aux mains des juifs. La montée de l'extrême droite et la crise des banlieues y a ajouté le motif, bien connu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de la dénonciation des élites et du savoir. Enfin, la théorie du complot réactive depuis le 11 septembre 2001 sous des formes à peine inédites, le *Protocole des sages de Sion*, faux grossier du début du XX<sup>e</sup> siècle dont on trouve différentes versions dans l'ensemble des pays européens. Or l'antisémitisme dont on parle ici n'est plus celui des marges ou des banlieues; il n'est plus celui des mouvements fondamentalistes. Ce que nous avons découvert en boucle sur nos écrans ce week-end c'est cette

TRIBUNE



●●● l'antisémitisme ne les concerne pas vraiment. Or, à travers la place des juifs dans la nation se raconte un morceau de l'histoire de France: l'engagement de la République à faire de la place à l'autre et à n'être confisquée par personne. L'antisémitisme remet toujours cela en question en criant: «La France (d'hier ou de demain), c'est nous.»

### **Vous pensez que les gilets jaunes renforcent le discours antisémite ?**

Dans ce moment de contestation, un espace politique est créé et il «oblige» ceux qui s'y trouvent d'une manière particulière à une vigilance à laquelle on n'a malheureusement pas assez assisté. Quand on évoque une «culpabilité des riches», un «complot» des puissants ou des «élites», la vigilance s'impose d'autant plus que ces mots ont une résonance particulière dans l'histoire. Voilà pourquoi attendre des pouvoirs publics l'extinction de cette haine est absurde. C'est un travail de longue haleine. Il relève d'une responsabilité individuelle et collective qui ne tombera pas d'en haut.

### **Un texte de loi envisage de pénaliser l'antisionisme, n'est-ce pas dangereux ?**

Quand quelqu'un se définit comme antisioniste, il faut aussitôt stopper la conversa-

tion et lui demander de clarifier ses propos. Est-ce que cela signifie qu'il condamne la politique d'un gouvernement israélien ? Dans ce cas, pourquoi utiliser ce mot ? Nie-t-il la légitimité d'Israël à exister ? Interroge-t-il ses frontières ? L'antisionisme est devenu un nom de code que précisément on n'interroge plus, comme si un vernis d'antiracisme lui offrait une moralité inaccusable. Mais quand certains y abritent incontestablement leur antisémitisme, ceux qui le revendiquent ont maintenant la responsabilité de l'expliquer... ou de se taire.

### **Vous vous attendez à voir beaucoup de monde place de la République ?**

Je l'espère. J'avais invité des gilets jaunes ces dernières semaines à dénoncer sans ambiguïté l'antisémitisme et à dire: «Pas en mon nom.» Je sais que certains seront là demain pour le faire, avec ou sans gilet. Peut-être qu'un tel rendez-vous républicain appellerait à le retirer ce soir-là, comme on efface les sigles de partis, pour nous souvenir ensemble de ces promesses démocratiques qui fondent la possibilité d'un avenir commun.

Recueilli par  
**ALEXANDRA  
SCHWARTZBROD**

**LIBÉ.FR**

### **A retrouver sur notre site, l'interview de Haïm Korsia, le grand rabbin de France :**

«Seule la République peut nous sauver de tout cela. J'attends quelque chose de l'ordre d'un grand sursaut national. Je suis rabbin, je connais les textes. Tant que Caïn et Abel se parlent, tout va bien. Dès que le dialogue cesse, Caïn tue Abel. La violence vient toujours quand il n'y a plus de débat. Il faut remettre du respect dans le débat.»

●●● réalité, désormais effrayante, que l'antisémitisme existe bien plus largement dans la société. Faut-il s'étonner alors que le mouvement des gilets jaunes y trouve une de ses expressions privilégiées ? Elle illustre l'impuissance où il est aujourd'hui de trouver un nouveau souffle, son refus de se structurer, celui de porter un discours qui s'inscrive dans le cadre d'une République qui – il faut quand même le rappeler –, a amplement démontré depuis 1945 son engagement en faveur de la solidarité sociale. Car, au moment même où Alain Finkielkraut était insulté dans les rues de Paris, Ingrid Levavasseur se trouvait mise au ban du mouvement dont elle avait été à ses débuts la flamboyante porte-parole. Que lui reprochent ceux qui l'ont ainsi exclue ? Sans doute d'avoir voulu inscrire les revendications qu'ils partageaient, il y a quelques semaines à peine, dans un cadre démocratique. De prétendre les porter au-delà des ronds-points dans les urnes, voire jusque dans les travées du Parlement européen. De considérer les institutions comme un lieu légitime et approprié de débats. De

décider en fin de compte de mener son action dans un cadre légal. Mais n'est-ce pas le principe de la démocratie et plus encore le fondement des droits de l'homme et du citoyen ? Ceux au nom desquels précisément les juifs accédèrent à l'égalité civile dans la France de la Révolution. Reconnaitre que si chacun est légitime à exprimer son opinion, cette expression doit prendre les formes d'un débat ordonné implique un respect mutuel. Car il existe un droit républicain, tout comme il existe des insti-

Par  
**PERRINE  
SIMON-NAHUM**



Philosophe, directrice de recherches au CNRS, professeure à l'Ecole normale supérieure (ENS).

# Raphaël Glucksmann

## «Sans corps intermédiaires, les tabous sautent»

**L'essayiste, cofondateur du mouvement Place publique, voit dans la violence qui s'exprime ces temps-ci un inquiétant déplacement du virtuel des réseaux sociaux vers la réalité.**

«L'attaque antisémite à l'encontre d'Alain Finkielkraut, samedi, est d'une gravité extrême. Elle s'ajoute à d'autres faits alarmants. La libération de la haine que l'on notait sur les réseaux sociaux se déplace dans la rue. Le virtuel devient physique. Le mouvement des gilets jaunes est-il délégitimé dans son ensemble par de tels actes ? Je ne pense pas. Les causes de la colère sociale demeurent et tous les gilets jaunes ne peuvent être résumés aux violences et aux actes antisémites. On vit un moment "campiste" qui met souvent la pensée hors jeu. D'une part, ceux qui soulignent l'importance du mouvement ont tendance à minorer les actes antisémites. A l'inverse, certains tentent de réduire le mouvement social à ces manifestations violentes et détestables. C'est une erreur grave dans les deux cas.

«Le fait qu'un mouvement social soit à ce point pollué par les antisémites est largement lié à l'absence de cadre et à la crise des corps intermédiaires, les syndicats et les partis politiques. On aurait tort de prendre l'absence des organisations syndicales et politiques comme une simple émancipation, un phénomène positif en soi.

Syndicats et partis permettent d'installer des tabous, des règles, des principes de vie en société sur lesquels on ne peut revenir. Sans cadre institutionnel, sans corps intermédiaire, les tabous sautent, il n'y a plus de structure pour permettre de canaliser la colère, et la démocratie entre en crise. Comment donner une dimension politique, et non raciste et antisémite, à la colère sociale sans syndicat, ni leader, ni programme ?

«Il est extrêmement important de vite rétablir ces tabous culturels. C'est pour cela qu'on se mobilise contre les actes antisémites mardi. Ce n'est pas pour discréditer le mouvement des gilets jaunes ou la colère sociale, mais pour rétablir des règles de bases dans l'espace public.

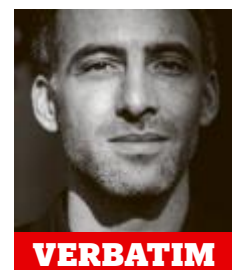
«Il y a toujours eu une tentation, à gauche, de dire que la lutte contre l'antisémitisme ou contre le racisme ne doit pas heurter la prédominance de la grille d'analyse sociale et donc de la stratégie classe contre classe. On retrouve cette fracture depuis le mouvement des gilets jaunes parce qu'on a un mouvement social d'ampleur qui n'était prévu par personne. Une partie de la gauche voit à juste titre cette colère sociale comme un moment important dans son histoire. Enfin, se dit-on, le peuple qu'on n'entendait plus est dans la rue. Elle rechigne donc parfois à critiquer les débordements qui parasitent le mouvement. C'est dangereux, car cela ouvre les vannes.

«Je ne pense pas que l'antisémitisme ou le racisme puissent disparaître d'une société. Toute société a spontanément besoin de bouc émissaires et de coupables. Au XX<sup>e</sup> siècle, le problème de la haine des juifs n'a pas été vaincu parce qu'on a arrêté d'être antisémites spontanément mais parce que des tabous ont été installés et que la Shoah a exclu ensuite l'antisémitisme du débat public de manière – pensait-on – irrévocable. Jusqu'au moment où les tabous culturels s'effacent et les vieux démons ressurgissent, souvent de façon disparate. Mais

il est possible de canaliser ces pulsions. Ce qui suppose une intolérance profonde à l'égard de l'intolérance. Et donc une réaction simple, nette, claire. Derrière le vocable antisioniste, il y a souvent une signification antisémite. En revanche, je

suis dubitatif sur le fait de déclarer illégal l'antisionisme. L'exclusion du débat public a priori par la loi d'une opinion politique me semble impossible. Difficile de définir précisément ce qu'est l'antisionisme d'ailleurs. L'antisémitisme, lui, n'est pas une opinion, c'est un délit. C'est à nous de montrer que chez Soral, Dieudonné et tant d'autres, la prétention à être antisioniste révèle un antisémitisme ultravirulent. Pas d'enclencher la machine à interdire les opinions politiques qui nous heurtent.»

Recueilli par  
**SIMON BLIN**



**VERBATIM**

BOBY

tutions républicaines. Or c'est cela que les franges les plus violentes des gilets jaunes foulent aux pieds semaine après semaine. Pire encore, ce que révèle leur connivence avec l'antisémitisme, c'est à l'opposé du désir de créer du lien, leur incapacité à le faire. En témoigne l'énoncé des revendications auquel se limitent leurs interventions médiatiques, superposition de récits de vie, dénonçant des injustices personnelles sans jamais songer à s'élever au niveau d'un collectif. En cela, ils sont l'exact reflet des réseaux sociaux, qui annonçaient l'avènement d'une parole accueillante et pluraliste pour donner naissance en réalité à une normativité inconnue jusqu'ici, celle du groupe des pairs, configuré sur l'immédiateté d'affects et sans qu'aucun filtre légal ou moral ne vienne y mettre un frein ou créer une médiation. La parole ne peut se développer dans un espace vierge de toute procédure. Elle doit pour se faire entendre s'organiser, suivre des règles dont le philosophe Jürgen Habermas a montré qu'elles sont la base d'une démocratie procédurale. Ce déni de parole qui anime les plus

extrémistes est en réalité un refus de débattre, l'impossibilité dans laquelle ils se placent d'entendre l'autre, d'engager la discussion avec lui. Quant aux antisémites de tout bord, s'ils trouvent un relais aussi favorable chez les gilets jaunes, c'est qu'eux-mêmes n'ont eu de cesse de refuser tout débat et d'y substituer l'anathème, la dénonciation. Il faut ici revenir à la figure d'Alain Finkielkraut et à ce qu'il symbolise : l'alliance d'un judaïsme et d'un républicanisme qui trouve notamment dans la référence à l'universel les armes contre un nouvel antitotalitarisme, celui qui prétend assigner les juifs, mais aussi bientôt tous les autres, à un essentialisme de mauvais aloi. Un point commun caractérise en effet les détracteurs des juifs sous des drapeaux politiques différents : la référence au juif dans le débat public comme porteur de l'universel. Ne nous y trompons pas. La collusion entre la révolte sociale et l'antisémitisme trouve ici des accents qui s'enracinent directement dans l'histoire politique et intellectuelle française. C'est contre elle qu'il faut défendre la République. ♦



# TURQUIE Vers l'Afrique et au-delà

Par  
**JÉRÉMIE BERLIOUX**  
Correspondant à Istanbul

Ce sont deux minarets étonnants de la présence turque sur le continent africain. Djibouti doit inaugurer ce mois-ci la plus grande mosquée d'Afrique de l'Est, entièrement financée par la Turquie et construite dans le plus pur style ottoman. Un cadeau d'Ankara à Djibouti, un moyen de gagner les cœurs et les esprits. Voilà une quinzaine d'années que la Turquie s'est engagée dans une rapide expansion en Afrique. Et Ankara ne fait pas qu'y construire des mosquées. Depuis 2005, Recep Tayyip Erdogan a effectué près de 40 visites dans 26 pays du continent. «*Les intérêts turcs en Afrique sont devenus stratégiques et l'Union africaine a aussi fait de la Turquie un partenaire stratégique*», explique Sedat Ahmet Aybar, professeur à l'université Aydin d'Istanbul. En une vingtaine d'années, les échanges économiques sont passés de 100 millions de dollars à 20 milliards (17,7 milliards d'euros) en 2018, tirés par la demande en biens de consommation des nouvelles classes moyennes africaines et les appétits de la Turquie en matières premières (pétrole, gaz, minerais notamment). «*A ce stade de son développement, la Turquie ne peut pas ignorer les opportunités et bénéfices que le continent a à offrir*», poursuit Aybar. Bien que loin derrière la Chine ou la France, la Turquie, 17<sup>e</sup> puissance économique mondiale, s'impose doucement comme un acteur incontournable sur le continent. Certaines de ses entreprises ont obtenu des contrats majeurs, comme la gestion de l'aéroport international de Dakar. Le gouvernement turc se mobilise pour investir dans l'agriculture, la création de petites et moyennes entreprises et certains services, comme la santé et la sécurité. Preuve que cet investissement n'est pas qu'opportunisme, Ankara organise régulièrement des sommets Turquie-Afrique, sur le modèle de ceux organisés par la France ou la Chine.

## Approche originale

En se basant notamment sur les écoles du mouvement Gülen, attirant par leur bonne qualité les élites locales, des entrepreneurs turcs,

Commerce, défense, coopération... Ces dernières années, la présence turque sur le continent africain s'est fortement développée. Ankara édifie un «soft power» présenté comme plus équitable que celui des pays occidentaux et moins rigoriste que celui de l'Arabie Saoudite.

## ANALYSE

dont beaucoup appartenaient à l'association güleniste Tukson, ont multiplié les investissements avec le soutien d'Ankara. Depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016, le gouvernement turc traque les adeptes de ce mouvement accusé d'avoir fomenté le putsch. Avec le concours des autorités locales, il a repris en main ces institutions en les transférant vers la fondation Maarif, créée spécialement à cet effet. La Turquie cultive sa différence en promouvant une stratégie «gagnant-gagnant» et brocarde les anciennes puissances coloniales. Pour Burhanettin Duran, coordinateur

**«La Turquie n'a pas les moyens financiers de l'Arabie Saoudite ou des Emirats. Si elle joue intelligemment ses cartes, elle peut néanmoins s'ancrer dans la région.»**

**Marc Lavergne**  
chercheur, spécialiste  
de l'Afrique de l'Est

du Seta, un think tank proche du pouvoir, le tournant de la Turquie vers l'Afrique participe de la transformation du pays en une nouvelle puissance. Longtemps concentré sur sa proximité avec l'Union européenne, l'Etat turc cherche de nouveaux partenaires. «*De ce point de vue, la critique du colonialisme par Ankara et son activisme pour une coopération équitable en Afrique, où elle est en concurrence avec les Etats-Unis, la Chine et les pays européens, n'est pas qu'un geste tactique, estime-t-il. C'est une étape vers une nouvelle identité.*»

La Turquie se targue de cultiver une approche originale envers l'Afrique. «*L'engagement économique, politique et humanitaire turc est moins conditionné que celui de l'Union européenne. Et la Turquie est bien moins agressive que la Chine du point de vue économique*», souligne Sinan Ülgen, directeur du centre d'études économiques et des relations internationales d'Istanbul. «*Et les échanges économiques avec certains pays, comme le Soudan ou la Somalie, les aident à renforcer leur économie. En retour, ça aide la Turquie à renforcer sa stature à l'échelle globale*», ajoute Sedat Ahmet Aybar.

Le gouvernement turc n'hésite cependant pas à s'allier avec des régimes autoritaires, notamment celui d'Omar el-Béchir, le dictateur soudanais. Malgré un mandat d'arrêt de

la Cour pénale internationale, ce dernier a été invité à plusieurs reprises à des événements de prestige en Turquie, comme lors de l'inauguration en grande pompe du nouvel aéroport d'Istanbul en octobre. La Turquie soigne malgré tout sa réputation. A destination des pays musulmans, elle vante une approche de la question religieuse moins intransigeante et radicale que le wahhabisme saoudien, autre acteur influent du continent. L'Etat turc finance la construction de mosquées et d'écoles coraniques à travers son ministère des Affaires religieuses, le Diyanet. Des bourses sont aussi proposées pour venir étudier la théologie en Turquie.

## Acte symbolique

Par ailleurs, Ankara mobilise son agence de développement, Tika, qui possède 20 bureaux à travers le continent, et la Fondation pour l'aide humanitaire (IHH). En Somalie, la Turquie a investi massivement alors que le reste de la communauté internationale a déserté le pays. Ankara a reconstruit l'aéroport de Mogadiscio, des écoles, des hôpitaux et entraîne l'armée somalienne. «*C'est devenu une vitrine dans le domaine humanitaire*», explique Sinan Ülgen, qui assure que «*la Turquie y promeut l'image d'une puissance régionale aux ambitions humanitaires internationales*».

Mais cet investissement inquiète certains pays, notamment dans la Corne de l'Afrique. En décembre 2017, Ankara a obtenu du Soudan un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans à Suakin, sur la mer Rouge, en face du port saoudien de Djedda. L'îlot fut une riche possession ottomane et le port d'embarquement des pèlerins du Sahel vers La Mecque jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'accord, d'un montant de 4 milliards de dollars (fournis par le Qatar), prévoit la restauration de l'île, ainsi que le développement du port attendant. L'annonce a été accueillie avec froideur par l'Egypte, les Emirats arabes unis et l'Arabie Saoudite, pour qui la mer Rouge est une chasse gardée, qui craignent de voir leurs adversaires turcs et qataris s'y installer militairement. Riyad s'inquiète de la présence turque en Afrique, où elle investit également. En échange d'une promesse d'investissement de plusieurs milliards de dollars, l'Arabie Saoudite a par

Inauguration d'une base turque à

exemple obtenu l'envoi par le Soudan de miliciens pour soutenir sa guerre au Yémen en 2015. De même, en 2017, Riyad, alors en pleine crise avec le Qatar, a obtenu de six pays africains qu'ils rompent leurs relations avec Doha. Pour Ankara, l'accord de Suakin marque le retour de la Turquie dans une région qu'elle a longtemps dominée et qui est aujourd'hui disputée par les puissances régionales. «*La Turquie se pose en challenger. Elle n'a pas les moyens financiers de l'Arabie Saoudite ou des Emirats. Si elle joue intelligemment ses cartes et utilise les erreurs des autres, elle peut néanmoins s'ancrer dans la région*», résume Marc Lavergne, chercheur spécialisé dans la Corne de l'Afrique. «*En s'installant en face de La Mecque, la Turquie signifie aussi son opposition à la domination des Saoudiens et du wahhabisme sur les lieux saints.*»







Mogadiscio, en Somalie, en septembre 2017. PHOTO FEISAL OMAR. REUTERS

# Erdogan se projette dans l'espace

**La création en décembre de la TUA, première agence spatiale turque, s'inscrit dans un objectif de renforcement d'une industrie de défense autosuffisante.**

La Turquie a les yeux rivés vers les étoiles. Depuis que le président Recep Tayyip Erdogan a créé la première agence spatiale du pays, la TUA, en décembre, les milieux scientifiques et les industries de défense s'agitent. L'institution doit donner un coup d'accélérateur à la recherche turque et aura donc pour mission de développer des technologies liées au lancement de fusées et à l'exploration de l'espace. «Cela fait vingt ans que nous en parlons, voilà enfin que ce rêve devient réalité. Ce projet sera une bannière pour représenter

la Turquie dans le monde», s'enthousiasmait récemment Mustafa Varank, le ministre des Sciences, de l'Industrie et de la Technologie. Les détails juridiques et le budget ne sont pas encore connus, mais la TUA devra coordonner les travaux de plusieurs instituts industriels, dont Roketsan, un important fabricant de missiles, et Türksat, une organisation semi-publique de conception de satellites. «L'industrie aérospatiale turque a accompli des progrès significatifs ces quinze dernières années», explique Arda Mevlutoglu, spécialiste des questions de défense. La Turquie, dont les ambitions mondiales ne sont pas un secret et dont les relations avec les Etats-Unis et l'Europe se sont détériorées, a fait du développement d'une industrie de défense nationale et autosuffisante une priorité. «Les technologies spatiales vont permettre au pays de s'étendre dans une toute nouvelle dimension», veut ainsi

croire Mustafa Varank. La Turquie a déjà réussi à développer ses propres satellites, comme Rasat (un outil scientifique d'observation de la terre) et Göktürk-1 (reconnaissance optique à des fins de renseignement militaire), lancé début décembre par Arianespace. «Une agence dédiée est vitale pour coordonner et développer des projets dans le domaine spatial. Elle pourrait aussi jouer le rôle d'aiguilleur entre les secteurs civils et militaires», souligne Arda Mevlutoglu.

La création de la TUA ouvre par ailleurs des portes en matière de coopération scientifique avec d'autres pays, mais également des débouchés commerciaux, qui pourraient aller de la fourniture de services de recherche et de test à la vente de satellites, ou encore, à plus long terme, à des lancements de fusées si le pays venait à se doter d'un pas de tir. Enfin, cette agence spatiale pourrait contribuer à ju-

guler la fuite des cerveaux à laquelle le pays est confronté. Selon l'Institut statistique de Turquie, 113 000 Turcs ont émigré en 2018, dont beaucoup de diplômés, attirés par des salaires plus élevés, des opportunités de carrière ou par un climat politique moins liberticide. «La Turquie a déjà un capital humain limité dans le domaine spatial et ce capital est amputé par cet exode», s'alarme Arda Mevlutoglu. Selon lui, l'une des missions fondamentales de l'agence sera de créer un environnement attractif pour des chercheurs et ingénieurs.

La Turquie n'est cependant pas près de rivaliser avec les poids lourds du secteur. Le budget 2019 du ministère des Sciences turc s'élève à 350 millions d'euros, contre 19 milliards pour la Nasa et presque 6 milliards pour l'Agence spatiale européenne.

**J.Be.** (à Istanbul)





LIBÉ.FR

### Royaume-Uni : démission de sept députés travaillistes

Des députés travaillistes ont annoncé lundi qu'ils démissionnaient du parti d'opposition britannique. Ils reprochent à Jeremy Corbyn (photo), le dirigeant du Labour, de ne pas prendre clairement position sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE et de ne pas réagir avec force aux accusations d'antisémitisme dans le parti. PHOTO REUTERS



Un étudiant allume une bougie à la mémoire des paramilitaires tués jeudi au Cachemire. PHOTO ARUN SANKAR. AFP

# Inde: «On est en train de faire du Cachemire un grand Gaza»

**L'attentat de Pulwama, qui a tué 41 paramilitaires indiens jeudi, a été revendiqué par des islamistes pakistanais. Un tournant sanglant dans la région.**

Par  
**LAURENCE DEFRANOUX**

Dans une Inde qui voue au cricket une ferveur quasi religieuse, le symbole révèle l'ampleur de cette nouvelle crise entre les deux voisins: lundi, le grand portrait d'Imran Khan, ancien champion du monde de la discipline et Premier ministre du Pakistan depuis juillet, qui ornait le restaurant du très chic Cricket Club of India à Bombay, a été re-

couvert d'une bâche blanche. Avec le doublement des taxes sur l'importation des produits pakistanais, c'est la première étape des représailles menées par l'Inde contre son voisin, depuis l'attentat de Pulwama jeudi. Ce jour-là, un convoi de 78 autocars transportant 3000 paramilitaires indiens dans la province indienne du Jammu-et-Cachemire a été percuté par une voiture chargée de 335 kilos d'explosifs. L'attaque a fait au moins 41 morts et a été revendiquée par le Jaish-e-Mohammed (JeM), un groupe terroriste islamiste basé au Pakistan qui compte une cinquantaine de combattants au Cachemire indien.

Les deux puissances nucléaires se disputent depuis 1947 et la partition de l'Empire

britannique la région himalayenne du Cachemire, peuplée en majorité de musulmans. Depuis 1989, la partie indienne, le Jammu-et-Cachemire, est le théâtre d'une guérilla indépendantiste menée avec la bénédiction d'Islamabad. Mais l'attentat de Pulwama marque un tournant de trois décennies de conflit. D'une part par le nombre de victimes et l'émotion générée, mais aussi par le fait que le kamikaze soit un Cachemirien et non un Pakistanais. «Les attentats-suicides à la voiture bélier sont très rares dans la région, et une telle quantité d'explosifs ne peut pas venir du Pakistan, elle n'aurait jamais pu franchir la Ligne de contrôle [ligne de démarcation très surveillée, ndlr], explique Christophe Jaffrelot, chercheur au Ceri-Sciences-Po. Si

l'on en croit ses parents, le terroriste a rejoint le Jaish-e-Mohammed il y a un an, poussé dans les bras des terroristes par les humiliations subies de la part des forces de l'ordre indiennes. On est devant une "indianisation" de l'action terroriste. Cela ne dédouane pas le Pakistan qui les forme, mais cela relativise la responsabilité des forces étrangères. Et surtout cela pose la question de la gestion de la zone par le BJP, le parti au pouvoir depuis quatre ans.»

**Pression.** Depuis le début de la rébellion, le Jammu-et-Cachemire et ses 13 millions d'habitants ont été mis sous surveillance étroite des forces de l'ordre indiennes, au point de devenir la région la plus militarisée au monde avec 500 000 à 700 000 soldats présents. Et un enfer pour ses habi-

tants, particulièrement les jeunes, considérés comme des terroristes en puissance, bien que la région n'abriterait «que» 250 à 300 terroristes. En trente ans, le conflit aurait fait 70 000 victimes, et un nombre incalculable de blessés. Depuis 2014 et l'arrivée au pouvoir du nationaliste hindou Narendra Modi, qui s'affiche comme l'homme fort de l'Inde, la pression s'est faite plus intense. En juin, après la publication d'un rapport des Nations unies, le Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme avait dénoncé «l'impunité chronique pour les violations commises par les forces de sécurité» au Cachemire et «les souffrances indicibles de millions de personnes». New Delhi, qui s'obstine depuis toujours à refuser toute offre de médiation en arguant d'une «affaire in-

terne», a rejeté le rapport, et est resté sourd aux propositions de négociations du Premier ministre, Imran Khan. Ce qui explique peut-être le silence de la communauté internationale après l'attaque de Pulwama jeudi.

**Colère.** En 2016, la mort d'un leader rebelle de 21 ans, Burhan Wani, suivie de manifestations réprimées dans le sang et de la mort de 145 civils, avait nourri un nouvel esprit de révolte chez les jeunes Cachemiris. Une colère récupérée par les groupes terroristes islamistes pakistanais, le JeM et le Lashkar-e-Taiba (LeT), responsable des attentats de Bombay de 2008, qui avaient fait 166 victimes. «Tous deux sont proches du pouvoir pakistanais et des services secrets. Pour un coût modeste, l'armée pakistanaise obtient un avantage immense à éviter tout rapprochement susceptible d'aboutir à des pourparlers de paix entre les deux pays. Cela lui permet de maintenir son prestige, de justifier la présence d'une si grande armée qui pèse sur 30% à 40% du budget du pays, alors que l'économie est dans un état lamentable et le déficit chronique», reprend le chercheur du Ceri.

Côté indien, à quelques semaines des élections générales, l'attaque de Pulwama pourrait être l'occasion de remobiliser la nation indienne derrière le Premier ministre, qui doit faire face au chômage des jeunes et l'aggravation des inégalités. Dans un climat favorable à l'islamophobie, attisé par des médias et des élus ultranationalistes, une véritable chasse à l'homme a été lancée à travers le pays ce week-end contre les Indiens originaires du Cachemire, des marchands ont dû fermer boutique, des jeunes ont été molestés, et deux universités ont annoncé qu'elles n'accueilleraient plus d'étudiants cachemiris. «On assiste à une rage incroyable, qui alimente la spirale infernale. Les Cachemiris vont se sentir encore moins des citoyens indiens. On est en train de faire du Cachemire un grand Gaza, et de créer un problème qui va durer des siècles», conclut Christophe Jaffrelot. ♦





### «Le changement climatique pourrait conduire à une hausse d'infections au VIH»

Publiée dans la revue *Plos One*, une nouvelle étude examine les conséquences du changement climatique sur l'épidémie du VIH, en particulier en Afrique australe. Son auteure, l'épidémiologiste américaine Andrea Low, a répondu aux questions de *Libération*. Tous les jours, retrouvez sur notre site la chronique «Fil vert». PHOTO AFP

# 1370 milliards

**C'est, en dollars (soit 1212 milliards d'euros), la quantité record de dividendes versés aux actionnaires dans le monde en 2018.** Ce chiffre, tiré d'une étude réalisée par la société Janus Henderson Investors, représente une hausse de 9,3% par rapport à l'an dernier. Elle note que si l'Europe n'est pas le continent qui a versé le plus de dividendes, les neuf dixièmes des sociétés européennes ont maintenu ou augmenté cette distribution aux actionnaires. «*La France est le principal payeur de dividendes en Europe*, ajoute-t-elle, *et les dividendes sous-jacents du pays ont augmenté de 7,5% pour atteindre 63,1 milliards de dollars.*» A l'image du continent, neuf compagnies hexagonales sur dix étudiées ont augmenté leurs dividendes. La société estime que le poids des dividendes versés devrait encore augmenter en 2019.

## En Israël, le groupe de Visegrad se réunira sans la Pologne

C'est Nétanyahou lui-même qui a ravivé la polémique. Interrogé jeudi sur les limites de sa *realpolitik* mémorielle, le Premier ministre israélien déclare que, oui, «des Polonais ont collaboré avec les nazis». Une déclaration en marge du sommet sur le Moyen-Orient organisé à Varsovie, surnommé «la Saint-Valentin anti-iranienne», où s'était exhibé l'axe arabe anti-Téhéran, marquant une nouvelle étape dans la normalisation des relations israéliennes avec les pays du Golfe. Quarante-huit heures après ce succès, Nétanyahou a pourtant vu lundi son hôte polonais annuler sa participation au sommet du groupe



Nétanyahou, le 8 janvier à Tel-Aviv. PHOTO REUTERS

de Visegrad, censé se dérouler dès lundi soir à Jérusalem. En cause, les remarques «racistes» (dixit Varsovie) d'Yisrael Katz, nouveau chef de la diplomatie israélienne, qui a accusé dimanche les Polonais d'être congénitalement antisémites. Un

énorme couac devenu un camouflet cinglant pour Nétanyahou. Le dirigeant israélien avait fait du dépaysement de cette réunion du quartet est-européen (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) dans «sa» capitale le point d'orgue

d'une stratégie d'affaiblissement de l'Union européenne, jugée trop critique envers Israël. A l'origine du déraillement, la loi passée il y a un an par les ultra-conservateurs au pouvoir en Pologne, qui entend criminaliser toute parole publique contredisant le discours officiel selon lequel les Polonais ne furent que des victimes et jamais des bourreaux. Une véritable réécriture de l'Holocauste intolérable pour Katz. Ce revers ne devrait cependant pas compromettre les relations entre l'Etat hébreu et le groupe de Visegrad, aux intérêts bien compris.

**GUILLAUME GENDRON**  
(à Tel-Aviv)

## Australie: des pirates au Parlement

L'Australie a accusé lundi un «agent étatique sophistiqué» d'être responsable d'un piratage du système informatique du Parlement qui a également visé plusieurs partis politiques, à quelques mois d'élections nationales. Les enquêteurs se sont rendu compte que «les réseaux de certains partis politiques – le Parti libéral, le Parti travailliste et le Parti national – avaient aussi été touchés», a expliqué le Premier ministre, Scott Morrison. L'incident a obligé les utilisateurs du réseau du Parlement à modifier leur mot de passe et à prendre d'autres mesures urgentes en réponse. Certains médias ont avancé une potentielle implication de la Chine, bien qu'aucune source officielle n'ait à ce stade pointé le doigt vers Pékin. Les experts en informatique relèvent qu'il faut beaucoup de temps et de travail pour déterminer les responsables d'un piratage informatique. «Il est beaucoup trop tôt pour le dire», a par exemple déclaré Fergus

Hanson, expert en cybersécurité à l'Institut de politique stratégique. Il a cependant observé qu'il y avait «un ou deux acteurs» capables d'une telle attaque, et ajouté qu'il placerait Pékin «au premier rang» de la liste des suspects, mais qu'il «n'exclurait pas» une implication de la Russie. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, a jugé «irresponsable» ce genre de spéculation, dénonçant une tentative pour «salir» la Chine. Il a exhorté les médias à «cesser d'utiliser les prétendus piratages informatiques pour discréditer la Chine et à cesser de compromettre les intérêts chinois et les relations bilatérales de la Chine avec les pays concernés». Cette dernière et l'Australie ont de nombreux contentieux en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles, des sujets de souveraineté maritime, ou encore le recours à des entreprises technologiques soutenues par Pékin. (avec AFP)

## «La France peut faire une proposition au Conseil de sécurité pour notre protection: elle peut proposer une force internationale entre nous [les Kurdes] et les Turcs, ou protéger notre ciel.»



**ALDAR KHALIL**  
haut responsable kurde syrien

Les Kurdes syriens ont une nouvelle fois exhorté les Européens à ne pas les abandonner une fois le groupe jihadiste Etat islamique (EI) vaincu et à contribuer à la création d'une force internationale dans le Nord-Est syrien face à la Turquie voisine. «Ces pays ont des engagements politiques et moraux» vis-à-vis des Kurdes qui, en combattant l'EI, ont contenu l'expansion de la menace terroriste vers l'Europe, avertit le haut responsable kurde syrien Aldar Khalil dans une interview à l'AFP dimanche soir à Paris: «S'ils ne tiennent pas [ces engagements], ils nous lâchent.» La milice kurde des Unités de protection du peuple domine l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui s'apprête à proclamer la victoire sur le groupe Etat islamique. Mais avec le retrait des troupes américaines annoncé par le président Donald Trump, elle apparaît paradoxalement plus fragile que jamais. Sur le terrain, l'offensive des FDS butait encore lundi sur la résistance d'une poignée de jihadistes jusqu'au-boutistes retranchés dans une poche de moins d'un demi-kilomètre carré dans le village d'Al-Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie.

## Médias Facebook bloque plusieurs pages appartenant à la télé russe RT

La chaîne de télévision russe RT a protesté lundi après le blocage par Facebook de certaines de ses pages, dont l'une comptant plusieurs millions d'abonnés, et ce «sans fournir aucune accusation». Plusieurs d'entre elles, dont la populaire «In the Now», étaient inaccessibles lundi. Facebook a justifié ce blocage par sa politique d'information des utilisateurs sur les origines de certains contenus. Le réseau précise avoir lancé une mise à jour pour les pages qui ont des audiences «importantes», allant leur demander d'inclure des informations sur les principaux pays à partir desquels ces pages sont gérées «avant de revenir sur la plateforme».

## Espagne Le nord du pays frappé par 50 incendies

Plus de 700 personnes luttèrent dimanche soir contre une cinquantaine d'incendies, dont certains seraient d'origine criminelle, dans le nord de l'Espagne. Quarante-huit feux étaient toujours actifs en fin de journée. Depuis que les premiers foyers se sont déclarés jeudi dans cette région montagneuse, aucun blessé «n'est à déplorer et la majorité des incendies ont lieu dans des zones inaccessibles et ne mettent pas en danger la population ou les infrastructures», selon le gouvernement régional. Deux personnes ont été arrêtées.

## Egypte Amnesty demande la libération d'un avocat arborant un gilet jaune

L'ONG Amnesty International a réclamé que l'avocat égyptien Mohamed Ramadan, arrêté en décembre à Alexandrie pour avoir publié sur Facebook une image de lui arborant un gilet jaune, soit libéré. Le post était assorti de conseils pour se procurer cet habit contestataire après que le gouvernement égyptien en a restreint la vente. Connu pour sa défense des droits de l'homme, l'avocat avait notamment été interpellé sur des accusations de «menace à la sécurité», d'après sa défense.



Recueilli par  
**CHRISTOPHE ALIX**  
Photo **RÉMY ARTIGES**

**P**résidente du parti Génération Ecologie, ex-ministre de l'Ecologie sous François Hollande, Delphine Batho vient de publier *Ecologie intégrale, le manifeste* (le Rocher), dans lequel elle prône un dépassement des clivages politiques traditionnels, pour faire de l'écologie non plus une force d'appoint mais une alternative à l'ensemble du système politique. Pour la députée des Deux-Sèvres, tant que l'on restera dans une logique «*productiviste*» on ne pourra pas concilier écologie, social et économie, comme le prouvent les reculades de l'exécutif en la matière. **Comment analysez-vous les récentes décisions du gouvernement sur l'écologie ?**

Ce n'est pas une surprise du tout. On voit là les limites d'une politique qui prétendait afficher des ambitions pour l'écologie sans aucune cohérence avec les choix économiques et sociaux. Cette illusion a volé en éclats avec le départ de Nicolas Hulot. La démission du député Matthieu Orphelin du groupe LREM en a été la suite logique. En fait, la nouveauté, s'il y en a une, c'est que le gouvernement ne fait même plus semblant de distiller une dose d'écologie dans sa politique. Il est dans la lignée de ses prédécesseurs, qui disaient : «L'environnement, ça commence à bien faire.»

**Le mouvement des gilets jaunes, qui a abouti à l'abandon de l'augmentation de la taxe carbone, a été le catalyseur de ces contradictions ?**

Face aux gilets jaunes, Emmanuel Macron a fait le choix de sacrifier l'écologie plutôt que de satisfaire les revendications de justice sociale en s'attaquant aux privilèges des plus nantis. Son discours du 27 novembre allait au-delà du seul recul sur la taxe carbone. On pouvait le résumer par la formule «la transition écologique, c'est fini». Depuis, on a vu la capitulation sur le glyphosate, le feu vert à la déclaration d'utilité publique concernant le mégaprojet francilien EuropaCity, la poursuite des procédures pour le projet de mine aurifère de la Montagne d'or en Guyane... Mais ce que le gouvernement a cédé aux gilets jaunes, il va le perdre face à la jeunesse française et européenne qui exige des actes : Macron se trompe d'interprétation sur la contestation actuelle. Il y voit un rejet de l'écologie alors qu'il y a en profondeur une vague culturelle qui ne cesse de progresser, comme le montre par exemple l'augmentation de la consommation de produits bio. Il manque encore à cette vague une expression politique forte.

**Quelle est votre position sur la taxe carbone ?**

Il faut arrêter de réduire l'écologie à une taxe. Une politique économique écologique, c'est d'abord un effort d'investissement comparable à un effort de guerre. Cela passe par la sortie des investissements écologiques du calcul des déficits, et donc de la règle européenne des 3%. Les clauses de flexibilité des traités

# «Qu'est-ce qui est le plus important, le fric ou rester vivants ?»

**INTERVIEW**

A la tête d'une liste verte aux européennes, Delphine Batho tance les capitulations répétées de l'exécutif sur l'écologie et appelle à changer au plus vite de modèle politique et sociétal.

le permettent, à condition que la volonté politique existe. Pour la taxe carbone, on connaît depuis le départ les conditions à satisfaire pour qu'elle soit un outil efficace au service du climat et de la sortie des énergies fossiles : que son produit soit intégralement consacré à l'écologie, qu'elle permette la création d'une sécurité sociale écologique, qu'elle soit concomitante à la mise en place d'un impôt de solidarité écologique sur la fortune et d'une taxe sur le kérosène des avions. Je n'ai pas l'impression que le gouvernement soit ouvert à l'ampleur de ces changements et à cette cohérence sans laquelle la taxe carbone sera éternellement rejetée.

**Selon vous, donc, les quinquennats se suivent mais la logique économique ne change pas ?**

Tous les gouvernements successifs sont restés prisonniers d'une vision productiviste qui ignore les réalités de l'anthropocène. Depuis vingt ans, nos dirigeants répètent en boucle la même fable, à savoir que la croissance peut être bonne et verte, alors que la hausse du PIB est en réalité l'indice de destruction de la nature. Croire que l'on peut faire de l'écologie à la marge des grands choix économiques, c'est devenu une hérésie. Qu'est-ce qui est le plus important, finalement, le fric ou rester vivants ?

**Le grand débat national pourrait-il permettre de relancer les décisions écologiques ?**

Non. Il suffit de regarder comment sont posées les questions, c'est extrêmement révélateur. Après l'intitulé «*Quel est aujourd'hui pour vous le problème le plus concret dans le domaine de l'environnement ?*», on demande de ne choisir qu'une seule réponse entre la pollution, la montée des eaux, les atteintes à la biodiversité et les dérèglements climatiques. C'est une approche absurde et totalement caduque face à la violence des destructions en cours et à leur caractère systémique. L'écologie est présentée comme un coût, un fardeau, et ce serait d'abord aux gens d'évoluer dans leurs comportements. Mais où entend-on parler de la responsabilité du gouvernement et des multinationales dans la destruction du climat et l'extinction des espèces ? On demande à monsieur et madame Tout-le-Monde de porter le chapeau pour protéger l'impunité de ce que j'appelle les «écocriminels».

**Il y a dix jours, l'exécutif a renoncé à inscrire dans la loi la divison par quatre des gaz à effet de serre d'ici 2050, jouant sur le fait que la neutralité carbone pourrait être atteinte par d'autres moyens. Qu'en pensez-vous ?**

En réalité, ce débat est presque sans intérêt. Ce qu'on écrit dans les lois sur ce que la France doit faire en 2050 n'a pas de crédibilité. Ce qui compte désormais, c'est ce que l'on décide chaque jour et chaque seconde. Or la France ne respecte même pas l'accord de Paris de 2015. Nos émissions de CO<sub>2</sub> étaient en hausse en 2017 et le seront encore en 2018. L'exécutif vient d'entériner la révision à la baisse de ses ambitions pour le climat d'ici 2023. Alors imaginez 2050 !

**Certains jugent inapplicable votre projet d'écologie intégrale, qui passe par la mise en place immédiate d'une nouvelle «économie permacirculaire» du recyclage permanent. Que leur répondez-vous ?**

Que c'est le modèle actuel qui n'est pas viable ! Les irréalistes, ce sont ceux qui s'imaginent que le système actuel, amendé à la marge, peut être durable. Qui se persuadent que le prix des matières premières comme le pétrole reflètent la situation de l'économie, alors que c'est un faux prix qui n'inclut pas le coût des catastrophes climatiques. Ces dernières années, on nous a vendu le mythe d'une économie de plus en plus immatérielle comme celle d'un monde artificialisé, libéré de toute contingence. En réalité, ce qui est présenté comme des flux ●●●





Delphine  
Batho, samedi  
à Paris.

●●● immatériels, notamment le numérique, dépend étroitement des matières premières, notamment de métaux rares que l'on est en train d'épuiser et d'une quantité considérable d'énergie pour les stocker et les transporter. Le seul modèle possible est celui qui respecte les limites planétaires. Pas celui qui consommerait trois planètes par an si tout le monde faisait comme la France.

**Vous dites qu'il faut s'unir derrière la bannière écolo mais vous comptez présenter, seule, votre liste aux européennes ?**

Ce sont des élections au scrutin proportionnel à un tour qui permettent d'ouvrir de nouvelles voies, de défendre de nouvelles idées et de nouvelles méthodes. Avec deux groupes parlementaires et des ministres, Europe Ecologie-les Verts a eu sa chance dans le passé, mais ils se définissent d'abord comme un parti de gauche avant d'être écologiste, ce qui les a menés à l'échec. Ils n'ont renouvelé ni les idées ni les pratiques. Un parti vert qui tolère en son sein les violences les plus abjectes à l'égard des femmes, c'est une faute indélébile. L'écoféminisme est pour moi une dimension vraiment cruciale du combat. L'infériorisation des femmes par les hommes et celle de la nature relèvent des mêmes mécanismes de domination.

**Pour vous, nous serions donc proches d'un bouleversement des clivages, qui vont être entièrement redéfinis par la question écologique ?**

L'écologie implique des choix radicaux face à l'accélération spectaculaire des dégradations environnementales qui, maintenant, se voient à l'œil nu. Il ne reste plus que dix à douze ans, prévient le Giec, pour inverser la courbe. Après, il sera trop tard. Nous entrons donc dans une nouvelle période où cette question va structurer en profondeur le débat, avec d'un côté ceux que j'appelle les « terriens » et de l'autre les « destructeurs ». Le risque de crash vers lequel court notre civilisation oblige à une rupture avec l'ancien système partisan. L'écologie intégrale rompt tout aussi bien avec le libéralisme, dans lequel la croissance et l'enrichissement priment sur tout, qu'avec le socialisme redistributif, qui considère que le productivisme est la condition de la réduction des inégalités.

**Ce nouveau clivage est-il avant tout générationnel ?**

La jeunesse est en train de montrer l'exemple, en effet. Elle se mobilise en Belgique, en Suisse, en Suède et ailleurs sous des formes nouvelles et inédites. Il faut croire que les jeunes savent mieux lire les rapports scientifiques que nos gouvernants. Comme le dit si justement la collégienne suédoise Greta Thunberg, qui a lancé le mouvement de grève scolaire pour le climat, puisque les adultes se comportent de manière complètement immature, il va bien falloir que les enfants s'en occupent. La leçon de vérité et de courage, ce sont eux qui vont la donner, et c'est de là que vont venir le renouveau et l'espérance. Beaucoup, j'en fais le pari, vont être très surpris par leur ampleur. ◆

## Carnet

### DÉCÈS

Les membres du conseil d'administration de l'Association des étudiants protestants de Paris (AEPP)

ont la grande tristesse d'annoncer la disparition de

### Pierre ENCREVE

Administrateur engagé et historique de l'association.

Ils partagent l'immense peine de sa famille et l'assurent de leur soutien.  
AEPP 4 rue Titon 75011 PARIS

Les familles Majors, Bouffard, Joste  
Pedro, Gustavo, Hugues, Antoine et tout.e.s ses ami.e.s  
ont la douleur de faire part du décès de

Tony  
Antoine Jay Majors  
10 juin 1961-8 février 2019

Grâce, sourire, amour

Cet avis tient lieu de faire-part  
majorsstephaniej@gmail.com

### M. Tony MAJORS

### SOUVENIRS

Le 19 février 2010

### Gaspard

rejoignait son étoile.  
Elle brille toujours aussi fort.



### Frédéric HUSY

Il y a 7 ans,  
le cancer t'emportait.  
Ta famille, tes amis,  
nous pensons tous à toi.  
Nous ne t'oublierons pas.

### 01 87 39 84 00

carnet-libe@teamedia.fr  
La reproduction de nos petites  
annonces est interdite



# Logement

## Un achat hors-sol

RÉCIT

La métropole de Rennes expérimente le «bail réel solidaire»: sous conditions de ressources, un acheteur peut prendre possession des murs et louer le terrain pendant 99 ans. Un outil antispéculation.

Par  
**SIBYLLE VINCENDON**  
Envoyée spéciale à Rennes  
Photos **THIERRY PASQUET**.  
**SIGNATURES**

Commençons par un problème d'arithmétique (facile): soit un appartement vendu 4430 euros le mètre carré à Rennes. Sachant que le terrain représente 50 % de ce prix, combien vous coûtera ce logement si vous ne payez pas le foncier? Moitié moins cher, cette malice... Mais juste une question: est-il possible d'acheter des murs sans payer le sol qui est en dessous? Depuis l'an dernier, la loi Elan l'autorise et la métropole rennaise a voulu tester la formule. Deux outils permettent cette surprenante dissociation du sol et du bâti. «L'office foncier solidaire» d'abord, organisme qui acquiert le plancher des vaches. Et le «bail réel solidaire» ensuite, que va signer l'acquéreur du logement pour louer le terrain. Le bail porte

sur 99 ans et, dans la métropole bretonne, le loyer est fixé à 15 centimes par mètre carré et par mois. Par exemple: 7,50 euros pour 50 mètres carrés, ça va. L'acheteur n'a plus ensuite qu'à payer l'appartement lui-même. Moitié moins cher, donc. Les malins qui penseraient réaliser l'affaire du siècle et la culbute à la revente vont être déçus: le système a prévu toutes les conditions pour les court-circuiter. Les candidats, choisis sur dossier en commission d'attribution, doivent être éligibles au prêt à taux zéro, autrement dit avoir des revenus moyens. Une fois retenus, s'ils veulent revendre, leur acheteur devra répondre aux mêmes conditions de ressources. A défaut d'en trouver un rentrant dans le cadre, l'office foncier solidaire rachètera. A quel prix? Celui d'origine, augmenté de l'indice de référence des loyers (+1,74 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018). Même règle pour les héritiers: s'ils sont au-dessus des plafonds de ressources, impossible d'occuper l'appartement. Ils doivent le ven-

dre. «Ils n'auront pas le logement mais ils récupéreront le capital», explique-t-on à Rennes Métropole. On n'est pas là pour déshériter les gens. Heureusement parce que dans un pays où la propriété, valeur constitutionnelle depuis la Révolution, est ancrée dans les crânes, le bail réel solidaire bouscule déjà très fort. Sans doute les mentalités évoluent-elles car sitôt ce nouvel instrument juridique disponible, les premières candidatures de Rennais sont arrivées. Emmanuelle Morillon, documentaliste dans un lycée et mère de deux grands enfants, en fait partie. C'est important d'être propriétaire du foncier? «Non, répond-elle. De toute façon, je n'ai pas le choix.» Et le mécanisme antispéculatif? «Il me semble juste. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas la plus-value, c'est d'avoir un logement et pas de loyer à payer quand je serai à la retraite.» Un propos qui résume l'objectif visé par la collectivité. Pour une ville historiquement de gauche comme Rennes, le rapport au marché immo-

bilier n'est pas simple. D'un côté, Sébastien Sémeril, premier adjoint au maire en charge de l'urbanisme, assume un volontarisme en béton: «Une municipalité qui ne tient pas sa ville en matière de logement laisse faire la machine à exclusion», dit-il. La métropole (43 communes) consacre 30 millions d'euros par an à son plan local de l'habitat, refuse de vendre ou de démolir des logements sociaux et fait en sorte que 60 % des logements neufs soient régulés d'une manière ou d'une autre.

### Frustrante

Cette politique fait consensus parmi les maires. «C'est l'antithèse du ruissellement, poursuit l' élu. La collectivité a des outils juridiques pour venir réguler le marché. Le budget du plan local de l'habitat permet d'amortir la crise et à l'inverse, en période de croissance, d'en corriger les effets pervers.» Dans ce contexte, le bail réel solidaire est «un outil qui va permettre d'aider des personnes à accéder à la propriété





**Emmanuelle Morillon et Vivien Charles, candidats au bail réel solidaire à Rennes, début février.**

## UNE MESURE QUI A MIS DU TEMPS À FAIRE SON CHEMIN

L'idée de séparer la propriété du sol et de ce qui est construit dessus avait déjà été glissée par la gauche dans la loi Alur et a été confirmée par la loi Elan de 2018. Aujourd'hui, le ministère du Logement décompte neuf sociétés foncières solidaires créées en France et une vingtaine en préparation. Ville pionnière, Lille a été la première agglomération à s'emparer de cet outil, dès février 2017. Deux programmes de logements neufs contiennent aujourd'hui quinze et dix-sept appartements qui seront vendus sous le régime du bail réel solidaire. A Paris, où le prix des terrains atteint des sommets, la ville a voté le 11 décembre la création d'un office foncier solidaire. Une mesure votée à l'unanimité, tant par Jérôme Dubus, LR et ex-Medef, que par Danielle Simonnet, du Parti de gauche. En supprimant la possibilité de revendre un logement avec une plus-value, le système pourra-t-il endiguer la spéculation ? Les terrains sont tellement chers qu'«en dessous d'1 milliard d'euros de dotation, la foncière aura du mal à fonctionner», soupire un membre de l'exécutif. Le dispositif n'arrive-t-il pas trop tard ? «A Vienne, en Autriche, il n'y a pas de spéculation, poursuit le même. Mais ils ont séparé la propriété du sol et du bâti dès 1930.»

**S.V.**

là où, dans les cinq ans, si on laisse faire, cela deviendra carrément impossible».

Mais d'un autre côté, les élus ne sont pas non plus là pour brider les aspirations légitimes de leurs concitoyens à posséder leur logement. Dans une agglomération dont les deux tiers des 440 000 habitants gagnent moins de 2500 euros par mois et où le mètre carré dans le neuf atteint 4500 euros en moyenne, il ne faut pas compter sur le marché pour répondre à cette demande.

Du coup, depuis 1997, la métropole rennaise a développé «une action très volontariste sur l'accession sociale», explique Nathalie Demeslay, responsable du service habitat à l'agglomération. En clair, la collectivité aide depuis longtemps les gens à acheter, en négociant avec les promoteurs. Comment ? En jouant sur le prix du foncier. Sans entrer dans la subtilité des montages juridiques, on peut décrire un schéma dans lequel la collectivité cède le terrain aux constructeurs avec un gros rabais, à charge pour eux de le répercuter sur le prix

de vente au client. Pour bénéficier de cette opportunité, les candidats doivent répondre à des conditions de ressources et, pendant quelques années, ils ne peuvent théoriquement pas mettre l'appartement sur le marché pour faire une plus-value. Sauf que, dans la réalité, les dérogations accordées lors des divorces, chômage et autres accidents de la vie étant nombreuses, ils le font. Du coup, l'argent public aura certes solvabilisé un ménage pour qu'il accède à la propriété mais il aura aussi contribué à alimenter la spéculation. Paradoxal. Comme le résume Vivien Charles, 26 ans, boucher qui fait lui aussi partie des premiers candidats au bail solidaire, «c'était un peu débile. Les gens faisaient une grosse plus-value et Rennes Métropole se faisait avoir».


Cela étant, jusqu'à la création du bail réel solidaire, le droit de l'accession aidée ne prévoyait que cette formule frustrante. La collectivité finance un logement social, permet à des gens d'en devenir propriétaires et pof,

une revente plus tard, l'appartement bascule dans le parc privé. Désespérant. «Du coup, se souvient Nathalie Demeslay, on avait une approche extrêmement morale dans le choix des bénéficiaires. Il fallait plutôt des familles n'ayant jamais été propriétaires et surtout pas de candidats pour des petits logements parce que c'est le produit le plus spéculatif.» Malgré toutes ces précautions, certains «décrochaient le pompon, d'autres pas», soupire-t-elle.

### Mixité

Avec le bail solidaire, c'est fini. «On sort ce produit d'une logique de marché. C'est vraiment une troisième voie entre le tout-locatif social et le tout-privé.» Une voie durable. Certes, la puissance publique «offre» d'une certaine manière le terrain à l'acheteur, puisque c'est elle qui le paie. Mais la revente étant encadrée, l'appartement ne sortira jamais du parc social. «Nous pérennisons l'effet des aides publiques, se félicite Honoré Puil, vice-président de Rennes Métropole en charge de l'habitat et du

logement. Mieux, cela nous permet de construire un parc d'accession à la propriété pas nécessairement dans le neuf. Nous allons créer un marché de l'occasion.» C'est l'autre révolution du système. Quand les acheteurs d'appartements en bail solidaire revendront et choisiront leur client, même avec des conditions, ces propriétaires d'un nouveau type deviendront des acteurs du parc social. Enfin, et ce n'est pas le moindre de ses mérites, le dispositif favorise la mixité. Avec lui, fini le «prix du quartier», toujours déterminé par celui du foncier, vu que le coût de la construction n'est pas trois fois plus cher quand les clients sont trois fois plus riches. Vivien Charles, qui espère bien que sa candidature au bail réel solidaire sera retenue, s'en réjouit d'avance : «On va se retrouver avec des gens qui auront payé 300 000 euros et nous 180 000.»

Les 29 premiers baux réels de solidarité seront attribués sur le quartier Plaisance, prévu en bord de canal. Coop de construction, le bâtisseur, a déjà reçu 90 candidatures. 





LIBÉ.FR

### Mort de Xavier Barral, éditeur et explorateur de la photographie

Le fondateur des éditions qui portent son nom est mort dans son sommeil à 63 ans, ce week-end. Attentif et apprécié des photographes, il publiait 14 titres par an, nous emmenant sur Mars (*Mars, une exploration photographique* de Francis Rocard et Alfred S. McEwen), dans la grotte Chauvet (*Chauvet-Pont-d'arc, l'inappropriable* de Raphaël Dallaporta) ou sur le mur de béton qui sépare Israël et la Palestine (*Wall* de Josef Koudelka). PHOTO LÉA CRESPI

# Regroupements écoles-collèges: les directeurs ont peur du dégraissage

**Voté lundi, un amendement du projet de loi Blanquer vise à simplifier la direction de plusieurs établissements voisins. Pris de court, les syndicats craignent une entourloupe.**

Par  
**MARIE PIQUEMAL**

Dans le projet de loi «pour une école de la confiance» du ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, un amendement déposé par une députée de la majorité et voté dans un hémicycle presque vide vendredi va permettre de regrouper dans une même structure juridique des écoles et collèges d'un même «*bassin de vie*». Cette disposition, qui n'a pas vraiment été débattue, inquiète.

## D'où sort cet amendement ?

C'est la députée LREM du Val-d'Oise Cécile Rilhas qui a concocté cet amendement après en avoir discuté avec le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer. Cette principale de collège avait en effet été chargée à la fin du printemps 2018 de mener une «mission flash» sur les directeurs d'école. Piliers du fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires, les directeurs cumulent souvent leur métier d'enseignant et les tâches de direction, sans avoir le statut de chef d'établissement.

Son rapport rendu en plein milieu de l'été avait plutôt été bien accueilli par la profession et les syndicats – elle préconisait de créer un vrai statut de directeur. «Jean-Michel Blanquer m'avait alors informée qu'il ouvrait une concertation avec



Manifestation des professeurs et des lycéens contre la réforme de Jean-Michel Blanquer, à Paris le 24 janvier. PHOTO MARIE ROUGE

les partenaires sociaux sur ce sujet. Sans empiéter sur la concertation, il trouvait intéressant que je travaille sur le statut juridique des établissements. Ce que j'ai fait avec cet amendement.»

## Que prévoit exactement le texte ?

Le «AC501» de son petit nom permet de créer des «établissements publics des savoirs fondamentaux», qui regrouperaient «les classes d'un collège et d'une ou plusieurs écoles situées dans le même bassin de vie». Est-ce que cela veut dire que demain toutes les écoles pourraient être toutes absorbées par les collèges? Potentiellement oui. Cécile Rilhas explique: «Au départ, mon arrière-pensée, c'était de viser les

écoles rurales, pour qu'il y ait un seul directeur pour plusieurs petites écoles. Ce qui leur permettrait aussi d'avoir une décharge [accordée qu'à partir d'un certain effectif, ndlr]. Mais à ma grande surprise, même en milieu urbain, des interlocuteurs se sont montrés très intéressés par l'idée, qui a été expérimentée en éducation prioritaire.» Cette nouvelle structure juridique, se réjouit-elle, sera donc ouverte «à tous ceux qui l'estiment utile». Le secrétaire général de SE-Unsa (minoritaire), Stéphane Crochet, bondit de colère: «C'est fou ce décalage, entre ce qu'elle dit et ce qui est écrit dans le texte! A aucun moment il n'est mentionné que l'accord de la communauté éducative est nécessaire.» Réponse de la députée: «J'ai al-

légé le texte au maximum pour ne pas créer des carcans et imposer une paperasse pas possible. Mais bien évidemment, ces établissements ne se créeront pas sans l'accord des acteurs locaux. Ce n'est pas le sens du texte.»

## Pourquoi les inquiétudes sont si vives ?

La méthode d'abord, qui prend de court les syndicats, même s'ils sont en faveur de plus de ponts pédagogiques entre le primaire et le collège. «On a découvert l'amendement au moment du passage en commission il y a quinze jours, se désole Francette Popineau, du Snuipp, le premier syndicat du primaire). Le cabinet du ministre nous a reçus pour la forme, mais en réalité, le

texte n'était plus entre nos mains...» Mais celles des députés. «C'est extrêmement compliqué de les mobiliser. Pour eux, cette loi apparaît surtout comme une somme de petites mesures venant réguler des petits sujets, peste Crochet. Elle n'est pas du tout débattue comme une loi d'orientation importante!»

**«Au départ, [mon but] était qu'il y ait un seul directeur pour plusieurs petites écoles.»**

**Cécile Rilhas** députée LREM du Val-d'Oise

Alors que les conséquences le sont.

Sylvie Plane, professeure émérite de sciences du langage et chroniqueuse à Libé, est tombée de sa chaise quand elle a découvert le texte la semaine dernière. «C'est la mesure qui aura certainement le plus de conséquences concrètes!» A l'écouter, les directeurs d'écoles «se font entourlouper. Ils vont réduire leur nombre pour ensuite donner un statut à quelques-uns d'entre eux. Et encore, ils ne seront qu'un subalterne du principal du collège!» Pour elle, «l'objectif derrière, c'est de faire des économies en changeant d'échelle». Francette Popineau en est aussi convaincue: «A quel moment il parle de projet éducatif avec cette mesure? A aucun moment.»



## Check News.fr Pourquoi la baisse «historique» du chômage semble démentie par Pôle Emploi?

Plusieurs membres de la majorité se sont félicités, le 14 février, d'une baisse historique du chômage, dont la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Il s'agissait en fait du taux de chômage au sens du Bureau international du travail. Le chiffre publié jeudi est quant à lui issu de l'Insee : une donnée à ne pas confondre avec celle des inscrits à Pôle Emploi, beaucoup moins positive. A lire sur CheckNews.fr.

## N'y a-t-il pas une aberration environnementale à faire voyager des tonnes de déchets sur des centaines de kilomètres [car] des territoires ne se sont pas dotés d'infrastructures nécessaires?



**JEAN-LUC MOUDENC**  
maire LR  
de Toulouse

Chaque année, la Corse produit 220 000 tonnes de déchets, dont 163 000 enfouies sur place alors que le reste est trié, l'île ne disposant pas d'incinérateur. L'organisme public qui gère ces déchets sur place a retenu deux offres pour le traitement sur le continent de ses déchets : 20 000 tonnes pourraient être prises en charge à Toulouse par Veolia. Dans un courrier rendu public lundi, le maire de Toulouse a fait valoir que cette solution ne saurait être que «de courte durée» et «assortie d'une obligation de réaliser, sous un délai contraint, les installations nécessaires à l'autosuffisance» de la Corse.

## Paris : après Dati, Lecoq se lance

Et de deux. Après Rachida Dati, maire du VII<sup>e</sup> arrondissement, c'est au tour de celui du VI<sup>e</sup>, Jean-Pierre Lecoq, de se porter candidat à la mairie de Paris sous la bannière du parti Les Républicains. «Si on commence à faire fonctionner la machine à perdre maintenant, qu'est-ce que ce sera quand on approchera de la date des élections?» ironise un élu de la droite parisienne.

Jean-Pierre Lecoq se défend de mener une candidature anti-Dati. «Nous avons eu en décembre une réunion des élus parisiens autour de Laurent Wauquiez. Je lui ai alors dit que pour gagner Paris, il fallait un programme qui traite



des grandes thématiques, des candidatures adaptées à la physionomie de chaque arrondissement et enfin de rassembler LR, les centristes et des gens issus de la société civile, ainsi des En marche descendus de l'Olympe»,

explique à Libération celui qui se définit comme un «catalyseur». «Je suis avant tout candidat pour réunir un ensemble de forces», insiste Lecoq.

Les candidatures de Dati et Lecoq incarnent parfaitement les deux choix stratégiques qui s'offrent à LR pour reconquérir la capitale, passée à gauche en 2001 avec Bertrand Delanoë. D'un côté ceux qui misent sur une large stratégie d'alliances, notamment autour du jeune député d'Agir-Les Constructifs, Pierre-Yves Bournazel, élu dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement. «Ce sera tout l'enjeu de ces élections. Et cette alliance, pour qu'elle soit efficace, il ne faut pas la

faire entre les deux tours mais avant le premier», souligne un élu parisien. De l'autre côté, certains défendent l'idée de ne pas «brouiller encore plus les choses et de ne pas mettre son drapeau dans la poche».

En clair, de mener une campagne offensive contre la maire sortante, Anne Hidalgo, en affichant clairement son statut d'opposant municipal de droite. Exactement ce qu'a commencé à faire Rachida Dati en signant une tribune au canon contre la politique de Hidalgo et en se prévalant du soutien de l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy.

**CHRISTOPHE FORCARI**

## «Parent 1», «parent 2»: vers une solution «d'apaisement»

Calmer le jeu, sans renoncer complètement pour autant : face à la polémique suscitée par l'amendement adopté en première lecture à l'Assemblée nationale la semaine dernière, qui suggérait de faire disparaître les termes «père» et «mère» des formulaires scolaires au bénéfice des mots «parent 1» et «parent 2», la majorité tente de trouver un compromis. Ainsi, la députée LREM de Paris Anne-Christine Lang, corapporteuse du projet de loi pour une «école de la confiance» suggère de faire figurer dans les formulaires les mentions «père-mère/père-mère», que les parents pourraient cocher à leur guise. Une solution «d'apaisement», selon l'élue. Cette nouvelle mouture devrait être examinée lors du retour du texte dans l'hémicycle, d'ici quelques semaines. Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a fait savoir lundi qu'il soutenait ce compromis sur France Info: «Parent 1, parent 2, ce n'est absolument pas l'idéal, puisque ça a l'air d'installer une hiérarchie entre les deux parents.» Au



Blanquer à l'Assemblée, en septembre. G. F. REUTERS

sujet de l'amendement initial, le ministre a dit comprendre son intention et la «respecter». «Je pense que chaque enfant doit se sentir bien à l'école, et c'est pour ça qu'on parle "d'école de la confiance", quelle que soit sa structure familiale», a argué Jean-Michel Blanquer. Et de conclure: «On va travailler sur la bonne formule. Il y [en] a plusieurs qui permettent d'avoir "père" et "mère" tout en permettant à chaque structure familiale d'être respectée.» Idem pour le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, qui a jugé dimanche que cette alternative est la «voie de la raison». La proposition de

remplacer les termes «père» et «mère» avait suscité une forte opposition à droite et parmi les mouvements conservateurs, à l'image de «la Manif pour tous», qui a fustigé un procédé «deshumanisant». A l'inverse, l'association SOS Homophobie avait salué cette mesure, qui constitue une «reconnaissance concrète des familles homoparentales, et une avancée pour tous les enfants et toutes les familles». L'Association des familles homoparentales avait quant à elle salué l'esprit de ce texte, tout en exprimant ses craintes d'une «hiérarchisation» des parents.

**VIRGINIE BALLEST**

## Justice Le film d'Ozon sur l'affaire Preynat-Barbarin autorisé à sortir

Grâce à Dieu, le film de François Ozon, pourra bien sortir en salles mercredi, a tranché lundi le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris. Le film qui a remporté samedi le grand prix du jury à la Berlinale raconte la naissance de l'association de victimes la Parole libérée, fondée par d'anciens scouts lyonnais qui ont dénoncé les agissements du père Bernard Preynat. La défense du prêtre a demandé à ce que le film ne soit pas diffusé avant le procès de ce dernier, mis en examen pour «agressions sexuelles sur mineurs». «La décision très bien motivée reconnaît que le film – avec les avertissements qui l'accompagnent – ne justifie pas les mesures demandées qui menaçaient sa sortie», s'est félicité l'un des avocats du producteur et du distributeur du film. Le juge «considère que le fait d'insérer un carton à la dernière seconde du film indiquant que le père Preynat bénéficie de la présomption d'innocence répond aux exigences de la loi», a regretté l'avocat de Preynat, qui va faire appel. Ce qui n'empêchera pas le film de sortir.

## Presse Accord pour la vente de Mondadori France à Reworld Media

Science & Vie, Closer et Grazia vont bientôt faire partie de la famille Reworld Media. Le groupe de médias, aux méthodes très contestées par les journalistes passés en son sein, a trouvé ce lundi un accord avec l'italien Mondadori pour l'achat de sa filiale française, qui regroupe notamment les magazines cités. Des mois de négociations ont été nécessaires pour trouver un prix à cette transaction : 70 millions d'euros, dont 60 en cash (et le reste en titres Reworld). La signature définitive du deal entérinera la naissance d'un mastodonte qui se profile, avec un chiffre d'affaires annuel de 500 millions d'euros. Au grand dam des 700 salariés de Mondadori France, qui s'opposent à cette vente. Le business model de Reworld? Capitaliser sur la notoriété et l'audience de la marque de presse rachetée à vil prix pour s'en servir ensuite comme support publicitaire.

40

**C'est le nombre de dossiers criminels dans lesquels l'implication de Nordahl Lelandais est examinée**, a annoncé lundi le sous-directeur de la police judiciaire de la gendarmerie nationale, Jean-Philippe Lecouffe. Une cellule baptisée «Ariane» a été créée en janvier 2018 au sein du service central de renseignement criminel de la gendarmerie pour éplucher les quelque 900 dossiers de disparitions non élucidées susceptibles d'avoir un lien avec Nordahl Lelandais. Le trentenaire est pour le moment mis en examen pour le meurtre de la petite Maëlys de Araujo et l'assassinat du caporal Arthur Noyer en 2017.



Par  
**GRÉGORY SCHNEIDER**

Une semaine après le coup d'éclat (victoire 2-0) du Paris-SG à Old Trafford, revoilà les 8<sup>es</sup> de finale allers de Ligue des champions et revoilà un pensionnaire de Ligue 1 sur le pont : l'Olympique lyonnais, qui reçoit ce mardi au Groupama Stadium rien moins que le FC Barcelone de Lionel Messi et Luis Suárez. Grande inspiration du président de l'OL, Jean-Michel Aulas, en exergue de la réception des Catalans : la revanche. *«On en rêve. On a une petite revanche à prendre aussi contre eux parce qu'on s'était fait éliminer de manière très sèche [1-1, 2-5, ndlr] lors de la dernière confrontation.»* Il plaisante : les matchs dont il parle remontent à la saison 2008-2009, autant dire la préhistoire en temps footballistique. Thierry Henry jouait au Barça, Karim Benzema était lyonnais...

S'il avait fallu remonter aux maillots à lacets pour établir une sorte de réciprocité fantasmée entre un club qui n'a plus vu les 8<sup>es</sup> de la compétition reine depuis 2012 et le monstre européen qui se présente, le président lyonnais l'aurait fait sans hésiter. Ces gars-là ne se dégonflent jamais.

### **L'Olympique lyonnais est-il un grand d'Europe ?**

On a un sentiment étrange, un peu fantomatique : l'OL est un grand d'Europe... en surimpression, comme si cette idée flottait dans l'air sans prendre corps. Donc ? Plutôt non. L'une des manières de répondre consiste à ausculter ses éléments clés et à explorer le concept de joueur-star. L'attaquant néerlandais Memphis Depay a quelques atouts : profondément mystique, du moins par périodes, ce qui pousse l'intervieweur à expurger un bon tiers de ce qu'il raconte (tout ce qui commence par *«c'est la volonté de Dieu»*), l'enfant de Moordrecht est le joueur majeur d'une sélection néerlandaise en net regain, capable de dominer cet automne les champions du monde tricolores en Ligue des nations. Mais Memphis Depay n'a pas marqué depuis trois mois. L'entraîneur lyonnais, Bruno Genesio, l'a défendu : *«Memphis a énormément confiance en lui. Je le sens volontaire, avec l'envie d'aider l'équipe. Je ne vois pas de signaux sur le fait qu'il ait le moindre doute sur son niveau par rapport aux derniers mois qu'il reste dans la saison.»* Une posture attentive, qui ne lève pas le voile sur le mystère qui s'attache aux pas d'un attaquant que le staff a parfois choisi de piquer en le mettant sur le banc.

Pour l'autre joueur offensif important, Nabil Fekir, suspendu face au Barça, Genesio utilise une ligne de défense plus protectrice, un privilège que les Rhodaniens ont toujours accordé aux enfants du club : l'international tricolore est tributaire de la qualité collective générale et c'est là que le bât blesse.

C'est court, et sans doute un peu faux. Mais le grand club est là : un soutien raisonné envers ceux qui font gagner les matchs et une communication au pied à coulisse. Puis ce grand club s'évanouit dans le même mouvement : même les attaquants les plus décisifs ont des manques criants, un peu comme ces pièces de porcelaine vendues au rabais parce qu'elles présentent un défaut. Si Depay était si fort, il ne serait pas à Lyon. Et Fekir est sur le marché depuis trois ans sans trouver de point de chute. Un observateur : *«Il n'y a pas de star à l'Olympique lyonnais. Et quand Aulas décide d'en fabriquer une médiatique-ment, c'est qu'il veut la vendre.»*

### **Que vaut l'OL ?**

A l'heure où l'Olympique lyonnais attaque face au FC Barcelone son possible magnum opus, c'est le moment de se souvenir ●●●



# **Lyon-Barcelone**

## **Le charme des faux-semblants**

**DÉCRYPTAGE**

Le club rhodanien, qui affronte les Catalans en 8<sup>e</sup> de finale aller ce mardi soir, montre moins ce qu'il est que ce qu'il croit être. Une manière d'exister qui subjugué malgré ses défauts.



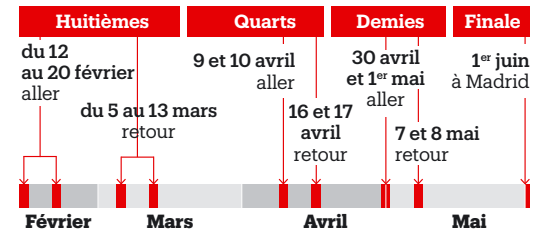


## Les joueurs lyonnais Memphis Depay, Houssem Aouar et Tanguy Ndombélé.

PHOTOS FRED PORCU. FRANCK  
FAUGERE. ALEXIS REAU.  
PRESSE SPORTS

## Huitièmes de finale allers

mardi 12 février	Manchester United <b>0</b> <b>2</b> Paris-SG
mercredi 13 février	AS Rome <b>2</b> <b>1</b> FC Porto
mercredi 13 février	Ajax Amsterdam <b>1</b> <b>2</b> Real Madrid
mercredi 13 février	Tottenham <b>3</b> <b>0</b> Borussia Dortmund
mardi 19 février	Liverpool — Bayern Munich
mardi 19 février	Olympique Lyonnais — FC Barcelone
mercredi 20 février	Schalke 04 — Manchester City
mercredi 20 février	Atlético Madrid — Juventus Turin



## CHOCS EN PERSPECTIVE

Il aura fallu attendre la deuxième semaine des 8<sup>es</sup> de finale de Ligue des champions pour voir quatre prétendants à la victoire finale s'entre-déchirer : finaliste la saison passée, le Liverpool FC accueille le Bayern Munich ce mardi, tandis que la Juventus Turin – que beaucoup considèrent comme le véritable favori de la Ligue des champions 2018-2019 depuis l'arrivée de Cristiano Ronaldo, cet été, dans un effectif déjà très performant – rendra visite le lendemain à l'Atlético Madrid, bête de compétition frustrée par le crash (élimination au premier tour) de la saison passée. Les Reds, entraînés par Jürgen Klopp, ne sont pas apparus bien vaillants au premier tour, payant peut-être le prix de l'obsession dont le championnat anglais fait l'objet. Le Bayern servira de révélateur définitif.

●●● de tous ces matchs disputés depuis trois ans à l'issue desquels Genesio faisait une tête épouvantable, bouillonnant de colère contre des joueurs «à l'attitude honteuse» avec ce mélange très personnel d'impuissance et d'amertume ironique, une façon de dire «ils m'ont bien baisé». A la longue, le coach rhodanien s'est retrouvé avec un procès en légitimité sur les bras : s'il répète toujours la même chose, c'est qu'il est impuissant à changer le cours des événements et il faut qu'il parte.

A force, les supporters lyonnais lui ont mené une guerre larvée, en tribune à grands coups de banderoles et sur les réseaux sociaux. Dans l'ombre, Jean-Michel Aulas laisse dire. Grand ordonnateur de la politique sportive, il ne sait que trop ce qui se trame : tout le monde est tombé dans le panneau. Il a par exemple été décidé cet été que le club attaquerait les quatre compétitions de la saison en cours avec quatre milieux de terrain de moins de 23 ans et pas un de plus : Lucas Tousart (21 ans), Tanguy Ndombélé (22 ans), Houssem Aouar (20 ans) et Pape Cheikh Diop (21 ans). On eut tôt fait d'y voir une mission-suicide.

Seul absent du groupe des champions du monde à avoir intégré depuis l'équipe de France tout en y laissant une empreinte, Ndombélé a récemment confessé après un match une motivation fluctuante, moins aiguë lors des rencontres en retard de Ligue 1 de milieu de semaine – personne ne regarde – que lors des grands soirs européens. C'est humain. Il faut aussi que jeunesse se passe. Mais

ça ne se dit pas. Et encore moins à Lyon, qui vit sur un grand pied : Ndombélé est donc allé faire son petit tour sur le banc de touche le match suivant. La toile de fond et la superstructure de la politique sportive de l'OL, c'est le grand écart entre la nécessité de gagner chaque rencontre – standing oblige – et celle de faire progresser des jeunes joueurs pour les valoriser et faire la bascule sur le marché des transferts.

En octobre, l'Observatoire du football CIES explique que l'OL est, derrière le Real Madrid, le club ayant le plus essaimé de joueurs issus de ses filières de formation dans les cinq championnats européens les plus riches, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre et la France : 35. Un mode industriel qui, forcément, se paie en termes de constance. Mais c'est assumé. Après, quand les étoiles sont alignées, l'équipe est capable de l'emporter sur la pelouse de Manchester City (2-1, en septembre) : c'est le charme un peu canaille de la double confrontation contre Messi et consorts.

### Genesio est-il l'homme de la situation ?

Né à Lyon, formé à Lyon et longtemps (une décennie, entre 1985 et 1995 avec une parenthèse d'une saison à l'OGC Nice) joueur à l'Olympique lyonnais, Genesio a ses fragilités : son algarade nocturne de septembre, qui l'a vu courser un type qui l'avait pris à partie alors qu'il visitait son troisième bar de la soirée, fait un peu désordre pour un homme dont la mission est d'inculquer à Ndombélé

et aux autres les austères beautés du professionnalisme. Après, c'était son anniversaire. Et l'entraîneur lyonnais ne s'est pas caché : «Je regrette d'être sorti, je regrette d'avoir été dans un endroit où je n'aurais pas dû être et d'ailleurs j'ai fait mon mea culpa auprès du club. En revanche, je ne regrette pas ma réaction.» Genesio a un argument de séduction : son honnêteté, et elle lui vaut à la fois des sympathies médiatiques et l'écoute des joueurs. Cet argument passe très au-dessus d'une majorité de supporters lyonnais, mais le foot est un milieu dont Genesio a absorbé les codes.

Par ailleurs, il coche toutes les cases dessinées par Aulas : lyonnais, issu de la formation du club, très dépendant du club qui l'emploie, c'est-à-dire nécessairement corporate... Conscient de cette vulnérabilité, Genesio a pris langue avec le super-agent israélien Pini Zahavi, des fois qu'il lui faudrait changer d'air : son contrat à l'OL s'achève en juin et Aulas gèle pour l'heure une éventuelle prolongation, peut-être pour ne pas se mettre à dos une partie du public. Le 8<sup>e</sup> de finale contre Barcelone peut peser lourd.

### Existe-t-il un «style» lyonnais ?

Petit, plus technique que rapide (d'où la forte proportion de joueurs axiaux), dur au mal et plutôt du genre à mettre des coups le premier plutôt que les rendre : au-delà du savoir-faire d'un centre de formation qui a donné trois joueurs (Samuel Umtiti, Corentin Tolisso et Nabil Fekir) au groupe France sacré en Russie,

sans même parler du cas de Karim Benzema, le club peut faire valoir un esprit.

On confesse avoir été souvent bluffé par la netteté de ce que dégage le club rhodanien en coulisse ; les joueurs, chaussures parfaitement cirées et costume sans un pli, fixent crânement dans le blanc des yeux quand ils répondent aux questions qu'on leur pose, dessinant le canevas d'une assurance à la limite du défi – les embrouilles passées avec les Marseillais, Bastiais et autres Stéphanois ne leur tombent pas dessus par hasard – et la certitude que ceux-là appartiennent à une généalogie, avec un avant et un après.

Parfois, le système rejette les corps étrangers : le joueur Mathieu Valbuena (dont l'action en justice dans l'affaire de la sextape aura plombé la carrière internationale de Benzema, enfant du club) et l'entraîneur Claude Puel, viré pour faute grave, en savent quelque chose. Demeure l'idée que la construction est solide. Un jour qu'il était sifflé par le public du Parc des princes, Zlatan Ibrahimovic avait eu ce mot célèbre : «Mais pourquoi ils m'engueulent ? Avant moi [c'est-à-dire les centaines de millions d'euros investis par la direction qatarie, transformant le Paris-SG en monstre européen, ndlr], ici, il n'y avait rien.» Par bien des côtés, le club de la capitale donne l'impression d'un club aux structures floues et empiriques brusquement investi par d'immenses joueurs : a contrario, l'Olympique lyonnais laisse le sentiment d'un très gros club abritant des joueurs incomplets. A moins, bien sûr, que ceux-là tombent le Barça. ♦



## Répertoire

**repertoire-libe@teamedia.fr**  
01 87 39 84 80

## MUSIQUE

**DISQUAIRE SÉRIEUX  
(20 ANS D'EXPÉRIENCE)  
ACHÈTE DISQUES  
VINYLES 33 TOURS ET  
45 TOURS TOUS  
STYLES MUSICAUX :  
POP ROCK, JAZZ,  
CLASSIQUE, MUSIQUES  
DU MONDE,... AU  
MEILLEUR TARIF +  
MATÉRIEL HI FI HAUT  
DE GAMME.  
RÉPONSE ASSURÉE ET  
DÉPLACEMENT  
POSSIBLE.  
TEL : 06 89 68 71 43**

## Ventes immobilières aux enchères publiques

**ferrari**  
publicite

l'actualité des ventes  
aux enchères publiques  
[www.ferrari.fr](http://www.ferrari.fr)

Formalités des sociétés,  
publicité légale et judiciaire  
avis administratifs  
avis d'enquêtes publiques

**Contact : Agence Ferrari - 7, rue Sainte-Anne  
75001 PARIS [agence@ferrari.fr](mailto:agence@ferrari.fr) - T. 01.42.96.05.50**

**93** Vente aux enchères publiques au TGI de BOBIGNY (93), 173 avenue P.V.  
Couturier Salle 1 - le **MARDI 9 AVRIL 2019 à 13h30 EN UN SEUL LOT**

**à ROMAINVILLE (93) - 5 rue de Paris**

**UN APPARTEMENT de 34,11 m<sup>2</sup>** dans le bât. A, au 2<sup>ème</sup> étage à gche, n°11  
compr. : entrée avec dégagt, wc, Sdb, chbre avec plcrd, séjour, coin cuisine. Droit  
au WC du palier du 2<sup>ème</sup> étage en commun avec le 10<sup>ème</sup> lot. **UNE CAVE** n°6. Droit de  
passage dans les couloirs et esc. desservant ces lots. **Les bien sont occupés.**

**Mise à Prix : 40 000,00 €**

**Consignation pour e.cher.cher :** Chèque de banque à l'ordre de Monsieur le Bâtonnier Sèquestre représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000.€

**Rens. :** **M<sup>e</sup> A. SEVIN**, Avocat Associé au Barreau de la Seine-Saint-Denis, 9 bis Av. de la République à VILLEMOMBLE (93250) - T. 01.48.55.10.88 - **M<sup>e</sup> C. CLAUDE**, avocat au Barreau de PARIS membre de la SELAS CLAUDE & SARKOZY - 52 bid Malesherbes 75008 PARIS T. **01.43.87.73.07**. Au Greffe du JEX du TGI de BOBIGNY ou le cahier des conditions de vente est déposé. Internet : [www.ferrari.fr](http://www.ferrari.fr)

**VISITE SUR PLACE LE : LUNDI 1<sup>er</sup> AVRIL 2019 DE 9H30 À 10H15**

## **Vous voulez passer une annonce dans**

## **Vous avez accès à internet ?**

# Libération

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

**<http://petites-annonces.libération.fr>**



**AIDEZ-NOUS FINANCIÈREMENT, MERCI**

[www.secourspopulaire.fr](http://www.secourspopulaire.fr)   



**ABONNEZ**  
**vous**

## OFFRE INTÉGRALE

**33€**

Par mois<sup>(1)</sup>, soit plus de 35% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque.

Offre à durée libre sans engagement

**ABONNEZ-VOUS À LIBÉRATION**

À découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, service abonnement,  
2 rue du Général Alain de Boissieu 75015 PARIS. Offre réservée aux particuliers.

**AUTLIB18**

**Oui**, je m'abonne à l'offre intégrale Libération. Mon abonnement

intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage<sup>(1)</sup> + l'accès aux services numériques payants de liberation.fr et au journal complet sur iPhone et iPad.

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal | | | | | Ville \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone | | | | | | | | | |

E-mail \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

(obligatoire pour accéder aux services numériques de liberation.fr et à votre espace personnel sur liberation.fr)

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serai prélevé de **33€ par mois** (au lieu de 50,80€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

☐ Carte bancaire N°

Expire le      
mois année

Signature obligatoire :

**Règlement par chèque.** Je paie en une seule fois par **chèque de 391€** pour un an d'abonnement (au lieu de 659,70€, prix au numéro).

**Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur : [www.liberation.fr/abonnement/](http://www.liberation.fr/abonnement/)**

(1) Cette offre est valable jusqu'au **31/12/2019** en France métropolitaine. La livraison est assurée par porteur avant 7H30 dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre. ☐ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à Libération - 4 rue de Mouchy - 60438 NOAILLES cedex. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur <http://bit.ly/LibCGV>



## À LA TÉLÉ CE SOIR

## TF1

**21h00. S.W.A.T..** Série. Aux armes. À charge de revanche.  
**22h50. Blindspot.** Série. Le conspirationniste. Une histoire de famille.

## FRANCE 2

**21h00. Le grand oral.** Divertissement. Qui sera la meilleure oratrice ou le meilleur orateur ? Présenté par Laurent Ruquier. **23h40. Infrarouge.** Documentaire. Je dis donc je suis.

## FRANCE 3

**21h00. La stagiaire.** Série. Premier amour. Populaire. Un étudiant modèle.  
**23h35. Soir 3. 00h10. Votre télé et vous.** Magazine.

## CANAL+

**21h00. La forme de l'eau.** Fantastique. Avec Sally Hawkins, Michael Shannon.  
**23h05. En route pour les Oscars 2019.** Magazine.

## ARTE

**20h50. Corée - La guerre de cent ans.** Documentaire. 1 - Frères ennemis. 2 - Si proches, si loin. **22h45. Pyongyang s'amuse.** Documentaire.

## M6

**21h00. Le sens de l'effort.** Télé-réalité. Épisode 1. **23h05. Le sens de l'effort, que sont devenus les décrocheurs ?**

## FRANCE 4

**21h00. Minuscule, la vallée des fourmis perdues.** Film d'animation. **22h25. La grande récré des animaux.**

## FRANCE 5

**20h50. Déchets électroniques : le grand détournement.** Documentaire. **22h00. Le monde en face débat.**

## PARIS PREMIÈRE

**20h50. Week-end à Zuydcoote.** Film de guerre. Avec Jean-Paul Belmondo. **23h15. L'alpagueur.** Film.

## TMC

**21h00. 90' Enquêtes.** Magazine. Retards, vices cachés et malfaçons : quand les travaux virent au cauchemar. **22h20. 90' Enquêtes.**

## W9

**21h00. Les nouvelles aventures d'Aladin.** Comédie. Avec Kev Adams, Jean-Paul Rouve. **23h05. Les 100 vidéos qui ont fait rire le monde entier - Spéciale ratés de l'amour.**

## NRJ12

**21h00. 16 blocs.** Policier. Avec Bruce Willis, Yassin Bey. **22h55. Lock Out.** Film.

## C8

**21h00. Touche pas à mon Kendji !.** Divertissement. **23h45. Touche pas à mon poste !.** Divertissement.

## TFX

**21h00. Pixels.** Science-fiction. Avec Adam Sandler, Michelle Monaghan. **23h00. Chroniques criminelles.**

## CSTAR

**21h00. Au cœur de l'enquête.** Magazine. Gendarme en zone sensible. **22h00. Au cœur de l'enquête.** Pompiers et SAMU du Nord : course contre la montre pour sauver des vies.

## TF1 SÉRIES FILMS

**21h00. Nikita.** Policier. Avec Anne Parillaud, Tchéky Karyo. **23h05. Borderline.** Téléfilm.

## 6TER

**21h00. La totale.** Comédie. Avec Thierry Lhermitte, Miou-Miou. **23h05. Les rois de la réno.** Magazine. 5 épisodes.

## CHÉRIE 25

**21h00. Snapped : les femmes tueuses.** Magazine. 2 épisodes. **22h50. Snapped : les femmes tueuses.** Magazine.

## RMC STORY

**20h55. Dans quelle France on vit.** Magazine. Agriculteurs : entre doutes et passion. **22h30. À corde tendue.**

## LCP

**20h30. Droit de suite - Le documentaire.** Documentaire. Iuventa. **21h30. Droit de suite - Le débat.** **22h00. On va plus loin.** Magazine.

## Libération

www.liberation.fr  
 2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris  
 tél. : 01 87 25 95 00

## Edité par la SARL Libération

SARL au capital de 15 560 250 €. 2, rue du Général Alain de Boissieu - CS 41717 75741 Paris Cedex 15 RCS Paris : 382.028.199

## Principal actionnaire SFR Presse

## Cogérants Laurent Joffrin, Clément Delpirou

## Directeur de la publication et de la rédaction Laurent Joffrin

## Directeur délégué de la rédaction Paul Quinio

## Directeurs adjoints de la rédaction Stéphanie Aubert, Christophe Israël, Alexandra Schwartzbrod

## Rédacteurs en chef Michel Becquembois (édition), Grégoire Biseau (enquêtes), Christophe Boulard (technique), Sabrina Champenois (société), Guillaume Launay (web)

## Directeur artistique Nicolas Valoteau

## Rédacteurs en chef adjoints Jonathan Bouchet-Petersen (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Gilles Dhers (web), Fabrice Drouzy (spéciaux), Matthieu Ecoiffier (web), Christian Losson (monde), Catherine Mallaval (société), Didier Péron (culture), Sibylle Vincendon (société)

## ABONNEMENTS abonnements.liberation.fr sceabo@liberation.fr tarif abonnement 1 an France métropolitaine : 384€ tél. : 01 55 56 71 40

## PUBLICITÉ Libération Medias 2, rue du Général Alain de Boissieu - 75015 Paris tél. : 01 87 25 85 00

## Petites annonces. Carnet Team Media 10, bd de Grenelle CS 10817 75738 Paris Cedex 15 tél. : 01 87 39 84 00 hpiat@teamedia.fr

## IMPRESSION Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Nantes)

## Imprimé en France Membre de OJD-Diffusion Contrôle. CPPAP : 1120 C 80064. ISSN 0335-1793.



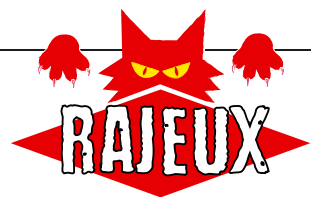
## Origine du papier : France

## Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

## Indicateur d'eutrophisation : P/Tot 0.009 kg/t de papier

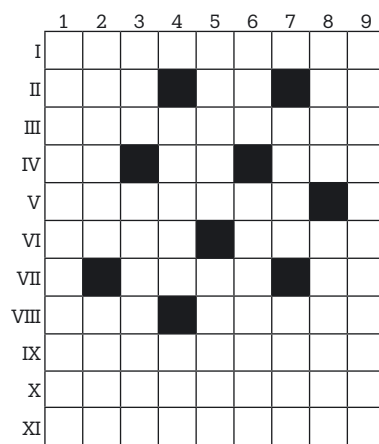
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.

Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr



## ON S'EN GRILLE UNE ?

Par GAËTAN GORON



## Grille n°1146

## VERTICALEMENT

**1.** Sous pression, elle part en fumée **2.** Prit part en premier # Au son, prénom qui passe en ville-prénom **3.** Flûte en roseau # Amour d'Achille **4.** Entailla # De quoi faire une haie **5.** Des épineux bordent cet enclos # Avec taches **6.** Paradis si l'enfer c'est les autres # Fais glisser une pièce de bois sur un bateau **7.** Forme possessive # Là où vous irez si votre visite à Condom ne capote pas **8.** Cité minière # Réglai ma dette **9.** Il est collant

## Solutions de la grille d'hier

**Horizontalement 1.** PET-EN-LAIR. **II.** EV. ORDE. **III.** RACLETTES. **IV.** ÉCLATIONS. **V.** QUATER. **TA.** **VI.** UEFA. ACIS. **VII.** FIEFS. **VIII.** TOULA. PIE. **IX.** ICTÈRE. EU. **X.** OTIS. PRÈS. **XI.** NOSEMIASE.

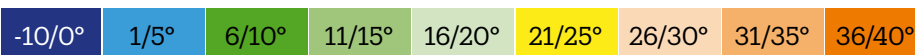
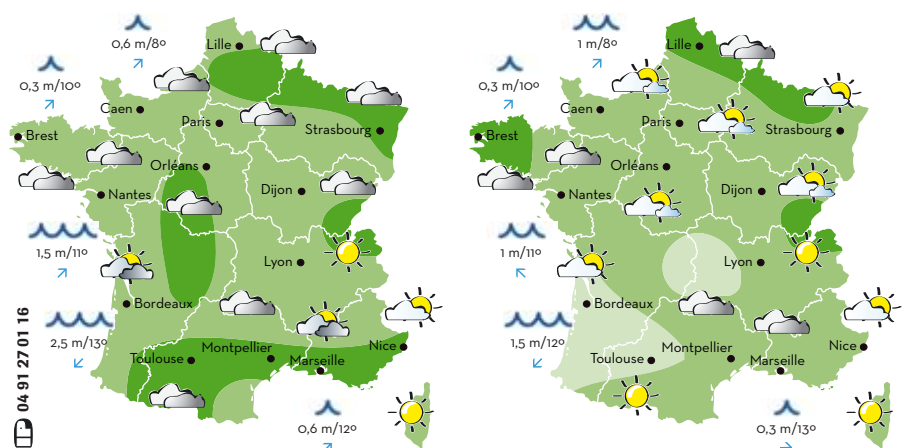
**Verticalement 1.** PÈREQUATION. **2.** ÉVACUE. OCTO. **3.** CLAFOUTIS. **4.** ÉCLATA. LÈSE. **5.** ÉTÉ. FAR. **6.** LOTIRAI. ÉPI. **7.** ARTO. CEP. RA. **8.** IDENTIFIÉES. **9.** RESSASSEUSE.

libemots@gmail.com

## MARDI 19

Le temps est très nuageux en général avec quelques gouttes possibles au nord de la Seine. Le soleil résiste de l'Alsace à Rhône-Alpes.

**L'APRÈS-MIDI** Les nuages restent majoritaires dans le nord de la France avec peut-être 1 ou 2 gouttes. Les éclaircies s'imposeront plus largement dans le Sud.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	6	11	Lyon	2	13	Alger	9	17
Caen	6	12	Bordeaux	8	14	Berlin	5	9
Brest	8	12	Toulouse	7	9	Bruxelles	7	9
Nantes	5	11	Montpellier	7	8	Jérusalem	6	11
Paris	6	13	Marseille	6	9	Londres	4	10
Strasbourg	2	10	Nice	4	10	Madrid	7	14
Dijon	4	11	Ajaccio	10	14	New York	-4	1

## MERCREDI 20

Les nuages bas sont nombreux au nord de la Loire, ainsi que dans le Val de Saône. Ailleurs le ciel est bien dégagé malgré quelques brouillards locaux possibles en plaine ou vallée.

**L'APRÈS-MIDI** Les nuages bas sont parfois tenaces au nord de la Loire alors que le soleil brille généreusement au Sud. Il fait toujours doux pour la saison.

## ON S'EN GRILLE UNE AUTRE ?

Mots croisés,  
 sudoku,  
 échecs...  
 Retrouvez  
 tous nos jeux  
 sur mobile  
 avec RaJeux,  
 la nouvelle  
 appli de  
 Libération



Déjà  
 disponible sur  
 iOS et Android

## SUDOKU 3902 MOYEN

3		7		8	2			
	5			4	1			
9		3	6					
	7		8	1	9			
	6	1	3	5				
1	3	9		8				
			4	7		1		
	8	5		6				
5	1		6		8			

## SUDOKU 3902 DIFFICILE

	2	7	8					9
	3		4			2	8	
		5						3
						8		6
3			7					1
2	9							
4					1			
	1	2			9		4	
6				4	5	9		

## SUDOKU 3901 MOYEN

7	9	2	8	1	3	4	5	6
3	8	5	4	6	9	7	2	1
1	4	6	5	7	2	8	9	3
2	6	1	3	8	5	9	4	7
4	7	8	6	9	1	5	3	2
5	3	9	7	2	4	1	6	8
6	5	3	1	4	7	2	8	9
8	2	7	9	5	6	3	1	4
9	1	4	2	3	8	6	7	5

## SUDOKU 3901 DIFFICILE

4	1	9	5	2	3	6	7	8
2	3	5	6	7	8	9	4	1
6	7	8	1	4	9	2	5	3
7	9	2	8	3	5	4	1	6
3	4	1	2	6	7	8	9	5
5	8	6	4	9	1	3	2	7
8	2	7	3	5	4	1	6	9
9	6	3	7	1	2	5	8	4
1	5	4	9	8	6	7	3	2

Solutions des grilles d'hier



## IDÉES/

# Pour une nouvelle responsabilité des entreprises

**Une loi, en discussion ce mercredi à l'Assemblée, devrait inciter les sociétés à faire de leur engagement social et environnemental un levier stratégique de leur activité.**

Ce mercredi, députés et sénateurs se pencheront de concert sur le projet de loi Pacte, qui devrait aboutir, d'ici à quelques semaines, à l'adoption d'un texte porté par le gouvernement comme le fait d'armes économique du quinquennat. Ce texte entérine une perception nouvelle de la place de l'entreprise au sein de la société en posant la question suivante : « Comment inciter les entreprises à penser leur activité sur d'autres bases qu'économiques ? » L'enjeu n'est pas nouveau. Il est même intégré depuis longtemps à la gestion de nombreuses sociétés.

Pourtant, en supprimant l'article 61 invitant les entreprises à une meilleure intégration des enjeux extra-financiers dans leur activité, et en dépit des suggestions de la commission spéciale, le Sénat a agi à rebours des attentes collectives. Au mieux, cette suppression est un déni de réalité ; au pire, une incapacité à reconnaître l'émergence d'attentes et de contraintes nouvelles. Surtout, elle ne saurait enrayer un mouvement de fond visant à aligner intérêt des sociétés et intérêt général. Dans sa forme initiale, l'article 61 introduit l'obligation pour toute

société d'être « gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité ». Il vise aussi à permettre à toute société de se doter statutairement d'une « raison d'être ». Sans tomber dans le mimétisme anglo-saxon, la France s'inspire ainsi de labels existant chez certains de ses partenaires, à commencer par les Etats-Unis, pour valider l'empreinte sociale des entreprises. Mais l'ambition de cette loi est avant tout d'émettre un signal fort en incitant les entreprises à faire de l'engagement social et environnemental un levier stratégique de leur activité. Et elles ont de plus en plus intérêt à miser sur leur politique « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) comme facteur de compétitivité dans un environnement national, européen et international de plus en plus régulé sur ces questions. Dans un autre domaine, c'est d'ailleurs le pari qu'ont réussi certaines entreprises s'agissant de la protection des données personnelles : celles qui ont su anticiper la réglementation européenne (RGPD) ont aujourd'hui une longueur d'avance sur leurs concurrents. Sur le fond, cet article englobait trois objectifs dans l'intérêt des entreprises. Premièrement, la neutralisation du risque « réputationnel » induit par des externalités négatives auxquelles la société civile se montre de plus en plus sensible. Deuxièmement, l'anticipation d'un durcissement des règles en matière de RSE qui, comme l'anticorruption, pourrait être encouragée par des institutions internationales telles que l'OCDE, voire s'imposer au travers de la législation d'Etats friands d'extraterritorialité. Troisièmement, l'élaboration d'un avantage concurrentiel qui permettrait aux entreprises françaises, pour certaines déjà portées vers les investissements à fort impact social (*impact investing*), d'être à la pointe de ce qu'il serait convenu d'appeler demain une « conformité RSE ». La lutte anticorruption, telle qu'elle existe depuis le *Foreign Corrupt Practices Act* américain ou plus récemment la loi Sapin II en France, offre un modèle intéressant de procédures et de dispositifs internes contraignant pour les entreprises. On pourrait imaginer que des dispositifs similaires soient reproduits sur le terrain de la RSE, notamment en matière d'évaluation des risques, de contrôle, d'enquête et d'alerte internes et externes. C'est d'ailleurs en partie l'objet de la loi « devoir de vigilance », votée en 2017, dont le champ d'application demeure néanmoins restreint. Plus qu'un outil de communication et de réputation, trop souvent cosmétique, de telles procédures garantiraient la crédibilité et l'efficacité des politiques RSE. Dans un premier temps, c'est sans doute au niveau européen qu'il s'agira d'harmoniser les critères pertinents de cette conformité dont la France,

avec ce premier signal, pourrait devenir un moteur. Beaucoup pointeront le coût direct de nouvelles contraintes sans mesurer, à terme, le coût différé de l'absence de politique RSE effective dans un univers où conformité et compétitivité se jouent aussi sur ce terrain. Mais cette logique – le Sénat l'a utilement relevé – ne suffira pas à apaiser les entreprises qui redoutent à raison l'effet d'une telle réforme sur leur modèle économique. C'est ici que les pouvoirs publics doivent garantir des mécanismes d'incitation et d'accompagnement. L'un d'eux serait d'étendre et de systématiser l'évaluation de la clause RSE dans les critères d'attribution de la commande publique. Une autre incitation pourrait prendre la forme d'une fiscalité différenciée tenant compte de la contribution sociale et environnementale des entreprises dans le calcul de leur imposition directe. Pourquoi pas, enfin, réfléchir à la création d'une agence RSE rattachée à une banque publique et dont l'office serait d'accompagner TPE et PME dans la mise en place de leur politique sociale et environnementale ? L'Assemblée nationale rétablira sans doute cette disposition qui promeut implicitement la RSE. C'est un premier jalon vers une réforme de longue haleine – affaire de décennies – dont les effets, en matière de responsabilité délictuelle des entreprises, se préciseront avec le temps. Dans ces conditions, et à l'instar des programmes de conformité anticorruption, les futurs programmes RSE devront probablement s'inscrire au cœur de la stratégie juridique, voire contentieuse, des entreprises. L'entreprise audité ou poursuivie devra pouvoir démontrer l'efficacité de son programme RSE, une implication forte de la direction et une intégration réfléchie de sa fonction RSE au sein de sa gouvernance pour justifier de sa bonne conduite ou espérer un allègement d'éventuelles sanctions. Cela n'est qu'une hypothèse. Mais dans le scénario d'une conformité RSE discrètement préfigurée par la loi Pacte, les entreprises ont intérêt, dès aujourd'hui, à façonner leur stratégie dans la perspective du risque juridique et de l'opportunité majeure qu'une telle conformité recouvrera en Europe et ailleurs. Les pionniers prendront alors toute la mesure de leur investissement. ♦

Par  
**BENOÎT DOUBLET**  
Consultant au département  
Integrity de la Banque mondiale



et **JEAN-FRANÇOIS ROSEAU** Conseiller  
indépendant en relations  
publiques et internationales

## L'ŒIL DE WILLEM







## ÉCONOMIQUES

Par  
**PIERRE-YVES GEOFFARD**  
Professeur à l'Ecole d'économie de Paris,  
directeur d'études à l'EHESS

# Facebook, coûts et dépendances

**Plusieurs expériences scientifiques ont été menées pour tenter d'évaluer le rôle et la valeur des réseaux sociaux. Le «sevrage» semble être le meilleur moyen d'en mesurer les effets, et la dépendance diminue avec la durée de déconnexion.**

Quelle est la valeur sociale des réseaux sociaux, et en particulier du plus répandu d'entre eux, Facebook? La question est légitime, tant le réseau tentaculaire est devenu dominant: à travers le monde, 2,3 milliards de comptes sont actifs, 1,5 milliard

d'usagers se connectent quotidiennement et y passent environ cinquante minutes. Ce n'est pas rien. A première vue, si ce service connaît un tel succès, c'est qu'il a une valeur, au moins pour ceux qui l'utilisent. Quant à la valeur sociale, c'est une autre affaire: les

réseaux sociaux sont une source importante d'information, mais elle est filtrée selon les affinités de chacun; rien n'étant plus désagréable que d'être confronté à une information solide mais contraire à sa propre opinion, les réseaux sociaux favorisent la diffusion de *fake news* tant qu'elles renforcent les croyances, et peuvent conduire à une polarisation politique socialement délétère. Par ailleurs, même au niveau individuel, si certains usagers connaissent mal l'utilité réelle et les effets de l'utilisation du service, les comportements informent imparfaitement sur les vrais bénéfices.

Plusieurs articles récents (1) explorent ces questions à partir de méthodes similaires. Un premier enjeu est de mesurer la disposition à payer pour le service; mais comme tout le monde a un compte Facebook ou peut en avoir un gratuitement, ce qu'il faut mesurer c'est non pas le prix que des utilisateurs potentiels seraient prêts à payer pour avoir accès au service, mais le montant que les utilisateurs seraient prêts à accepter en échange d'un arrêt du service pendant une certaine durée. Ainsi, les chercheurs recrutent des volontaires, et estiment à travers des enquêtes cette compensation monétaire. Dans un deuxième temps, parmi les volontaires disposés à faire une telle pause, la moitié sont effectivement conduits à le faire, l'autre moitié servant de groupe de contrôle. La comparaison des situations au

## De très nombreux usagers passent plus de temps sur les réseaux que ce qu'ils aimeraient.

sein de chaque groupe après la période d'observation permet d'identifier l'impact du service. Enfin, la disposition à payer peut être à nouveau mesurée dans chacun des groupes. Si celle-ci est revue à la baisse pour ceux qui ont fait une pause, on en déduit que l'expérience a modifié l'information sur l'utilité que chacun en retire, ce qui peut révéler une forme de dépendance au réseau social. Les résultats, d'une étude à l'autre, sont qualitativement semblables. La valeur individuelle du service proposé par Facebook est élevée, de l'ordre de 25 dollars par semaine (22 euros) en moyenne.

La désactivation du service réduit l'activité en ligne, y compris celle passée sur d'autres médias ou réseaux sociaux, et augmente le temps passé devant la télévision et avec sa famille ou ses amis. Elle réduit la connaissance de l'actualité comme la polarisation politique; mais le sevrage forcé augmente aussi le niveau exprimé de satisfaction générale, indiquant une première irrationalité. Enfin, lorsque la période de déconnexion est d'un mois, celle-ci conduit à une baisse durable d'usage après l'expérience.

Ces résultats montrent qu'il n'y a aucun doute sur l'utilité réelle de ce réseau social pour la plupart de ses usagers, qu'il s'agisse d'une source de distraction, d'un outil permettant l'organisation d'activités collectives, ou d'une forme de vie sociale pour certains individus isolés. Mais ces bénéfices sont à pondérer par des effets négatifs: l'expérience montre également clairement que de très nombreux usagers passent davantage de temps sur les réseaux sociaux que ce qu'ils aimeraient réellement, victimes d'une forme de dépendance mal maîtrisée. D'autre part, la polarisation des opinions, constatée par ailleurs, peut être en partie imputée à l'effet de «chambre d'amplification» des réseaux sociaux, avec finalement une information qualitativement plus pauvre et plus biaisée. Ces désavantages ne remettent pas en cause la très grande valeur sociale des réseaux sociaux, mais ils tempèrent malgré tout l'optimisme excessif de leurs prophètes, et ils invitent à s'interroger sur les manières de réduire leurs effets négatifs, pour les individus comme pour la société. Ils peuvent aussi inviter chacun, hors de tout cadre expérimental, à faire cette expérience de sevrage, ce qui peut permettre d'apprendre à les utiliser en meilleure connaissance de cause. ♦

(1) Roberto Mosquera et al., «The Economic Effects of Facebook», University of Texas, octobre 2018.

Cette chronique est assurée en alternance par Pierre-Yves Geoffard, Anne-Laure Delatte, Bruno Amable et Ioana Marinescu.



## RÉJOISSANCES

Par  
**LUC LE VAILLANT**

# La société sans contact

**Réflexions sur la vogue du «paiement sans contact», accélérateur d'échanges irréels. Dont on espère qu'il ne préfigure pas la fin des rapprochements humains.**

U l'effervescence ambiante autour de la «Ligue du LOL», j'ai pensé une seconde me plaindre moi aussi, d'avoir été «harcelé» par une identitaire féministe qui a fait campagne numérique pour qu'enfin on mette à la retraite anticipée le mauvais sujet que je me flatte de demeurer. Etant toujours bel et bien là et ne me souvenant plus des détails de cette historiette sans importance, je vais m'éviter le ridicule de me comparer à celles et ceux qui ont souffert de ce genre de vanes dégradantes. Et je vais vous parler de quelque chose qui n'a rien à voir, encore que: le paiement sans contact, et la société du même nom qui pourrait en découler.

Cela devient une facilité à laquelle je me laisse aller sans y songer. Ici ou là, dans les boulangeries, les bistrotts ou chez les der-

niers marchands de journaux, je finis par abattre ma carte de crédit ornée du petit sigle en trompette requis. Volant comme un papillon vers le terminal commerçant, elle pique comme l'abeille ma dîme consummatrice. Tel un Mohamed Ali miniature et rectangulaire, elle boxe ma réticence à dilapider ma paie dans des achats de dernière nécessité. Plus besoin d'avoir, en poche revolver, pièces jaunes et autres picaillons. Inutile d'aller chercher profond dans la partie archaïque du portefeuille fermé éclair. Fini, les clients soupirant à l'unisson de la queue leu leu devant cette volonté de faire l'appoint et de se débarrasser de sa bigaille qui vous saisit parfois, comme un éternel désir de nettoyage de printemps.

Le paiement sans contact prospère. Père et pervers à la fois, il bannit introduction

physique et pénétration codée. Il laisse croire que la gratuité s'est imposée, et que la vitesse de la lumière abolit la dette décennale. Il entretient l'illusion que l'argent a disparu quand jamais il ne vous sera rendu. La dématérialisation fantasme un Eden d'échanges angéliques où le travail ne coûterait plus rien à personne, où les marchandises circuleraient franco de port et où l'instan-tanéité rendrait soluble les fins de mois. Grâce à ce dispositif passe-partout, on gazerait tous sur la même longueur d'ondes, faisant chanter en chœur le duo vendeur-acheteur pour le plus grand bonheur bancaire.

Par temps de grippe, le sans-contact se pare également de vertus prophylactiques, même si la prestesse des serveurs à vous arracher la CB afin de mieux faire fumer le lecteur de carte peut laisser circonspect. Avant, les billets fripés étaient suspects de colporter les microbes des usagers précédents. Et les pièces remontaient, en une généalogie fiévreuse, le long fleuve de toute une lignée d'inconnus, tripoteurs de métal et caresseuses de cuivre. Malgré tout, ces transmissions de la main à la main étaient une manière de faire société, au risque de l'épidémie. Et on pouvait encore donner la pièce aux SDF dont on ne comprend pas bien pourquoi ces retardataires tardent tant à se doter de la technologie appropriée qui verrait la charité devenir un vrai business.

Le terme «sans contact» excède sa fonction marchande. Il caractérise à merveille l'état des lieux d'une société qui met l'individualité sanctifiée et apeurée sous cellophane, pendant que les relations s'avèrent toujours plus intenses, plus violentes et plus problé-

matiques dans un *cyberspace* où le virtuel est devenu le nouvel IRL.

Je suis certain que vous voyez venir gros comme une maison le libertaire libertin que j'aimerais continuer à être malgré la montée des ressentiments, des craintes et des interdits. Et c'est vrai que je ne saute pas au cou d'une époque où nous sommes en train de régresser en bébés bulles dépourvus de défenses immunitaires alors que la connaissance de soi et la juste évaluation de l'environnement humain n'ont jamais été aussi développées. On en sera bientôt réduit à vivre sous armure de latex et à se barder de réticences juridiques avant d'oser approcher le corps de l'autre. Et je vois monter la tentation d'un éloignement des sexes qui sent mauvais son développement séparé, sinon son apartheid entre intouchables.

Mais, en même temps, ma curiosité d'amatour des évolutions sociétales regarde avec intérêt s'inventer le *modus vivendi* d'un XXI<sup>e</sup> siècle augmenté. La question est de savoir si les compères et les commères du village global veilleront derrière leurs rideaux numériques à faire triompher la norme, à moraliser les comportements expressifs et à sanctionner les déviants du full-contact. Ou bien si la démultiplication des possibles permettra de garantir une liberté d'expression consentie et de maintenir un droit à la satire et à la provocation.

Car l'Académie française a raison de noter que le «paiement sans contact» est mal nommé. Qu'on ferait mieux de dire paiement par «simple» contact. Preuve que la technologie permet aussi des rapprochements accélérés et amplifiés, à célébrer et à chérir. ♦





# Centre Pompidou

## Problèmes d'emblème

Afin d'améliorer son image auprès du public, et notamment les touristes étrangers, le centre d'art parisien a entamé une réflexion pour choisir quelles œuvres de sa collection le représenteraient au mieux. Une «iconisation» qui a causé quelques crispations en interne.

Par  
**ÉLISABETH FRANCK-DUMAS**

**V**ite, citez une œuvre des collections du Louvre ! Fastoche, *la Joconde*. Maintenant, vite, une œuvre du musée d'Orsay ! Quelques secondes de réflexion... et peut-être direz-vous *l'Origine du monde*, ou *Olympia* ? Allez maintenant, hop, une œuvre du centre Pompidou ! On a dit hop ! Non ? Vous tâtonnez ? Vous n'êtes pas seuls. Une étude réalisée il y a quelques années par l'institut Harris et *Beaux Arts magazine* le dévoilait : sur 1000 personnes interrogées (visiteurs du Centre ou non, Parisiens ou non), quatre seulement avaient été capables de citer, sinon une œuvre, du moins un artiste de la collection.

Et alors ? C'est grave ? Pas nécessairement : tout dépend de ce qu'on envisage être la mission d'un lieu comme le centre Pompidou. Il y a fort à parier que si la question était : «Avez-vous déjà appris quelque chose au centre Pompidou ?» ou «Avez-vous découvert au Centre un courant, des artistes que vous ne connaissiez pas ?» les réponses seraient autrement plus fournies. La méconnaissance de la collection permanente, la plus grande d'art moderne en Europe, n'a pas empê-



L'entrée du musée national d'art moderne (Mnam), au centre Pompidou.  
PHOTO G. LEIMDORFER. REA

# CULTURE/

connaître une année record en termes de fréquentation touristique, c'est d'autant plus ballot. Car les touristes, contrairement aux adhérents, paient plein pot leur visite, et sont ravis de découvrir une collection permanente dont l'accrochage coûte moins cher que la fabrication d'une expo blockbuster. D'où l'amorce d'une réflexion stratégique initiée par le Centre, il y a deux ans, autour de la notion d'icône, qui soulève nombre de questions passionnantes – autour du rôle des musées aujourd'hui, de l'idée qu'on se fait de l'histoire de l'art et de l'idéologie charriée par la modernité. Questions qui, faut-il le préciser, ont fait grincer des dents en interne.

## BAISSE DES SUBVENTIONS

«On a deux problèmes, résume Serge Lasvignes, le président du centre Pompidou, lorsqu'on le rencontre pour en discuter. Le premier, c'est qu'on n'est pas simplement un musée, et qu'il y a des gens très attachés au fait qu'on ne soit pas un simple musée. Et puis, on est un bâtiment, et il y a beaucoup de gens qui viennent nous voir simplement pour notre bâtiment, sans entrer.» Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir les touristes s'arrêtant à l'extérieur pour faire un selfie sur fond de tuyaux de couleurs ou de chenille d'escalators, et repartir aussi sec. «Le second problème, reprend-il, et qui est pour moi essentiel, est qu'on a deux publics : l'un que je dirais public de centre d'art, qui vient et revient voir nos expositions temporaires – une bonne partie vient plus de sept fois par an, au Louvre ça n'existe pas – et un deuxième public de touristes, qui vient voir le musée. La question, c'est de savoir comment on peut faire grossir ce deuxième public sans porter préjudice au premier.»

Pour bien comprendre l'enjeu, il faut ajouter un paramètre crucial, la baisse des subventions publiques. Elle fait désormais de la billetterie un des nerfs de la guerre, au même titre que le mécénat ou les partenariats, eux-mêmes souvent indexés aux chiffres de fréquentation. «L'idéal, conclut Serge Lasvignes, serait qu'on ait au Centre au moins une "icône", pour faire marcher économiquement tout le reste de notre système. C'est le cas du musée Reina Sofia à Madrid qui, grâce à Guernica, a les moyens de faire par ailleurs des expos intéressantes où il n'y a pas forcément un public gigantesque.»

Le musée en était à peu près là dans ses réflexions lorsqu'il y a deux ans environ, il a été approché par un

duo de chercheurs, Gwenaëlle de Kerret, qui venait de finir à Paris-VIII une thèse sur l'identité visuelle des musées, et Jean-Michel Tobelem, professeur associé à Paris-I. Les deux s'intéressaient précisément à l'absence «d'icônes» identifiables dans les collections du Centre, et se demandaient s'il serait possible d'en «fabriquer». Affaire fut conclue entre les deux parties pour tenter d'identifier ces «icônes» potentielles, sous la houlette du service des publics (1).

Mais qu'est-ce qu'une icône, dans le contexte d'un musée ? Ce n'est pas un chef-d'œuvre, en tout cas pas seulement, car la notion de chef-d'œuvre participe d'un jugement disons scientifique, en tout cas d'histoire de l'art. Or l'icône – du grec *eiko*, «ressembler à» – est à l'origine la représentation d'un saint chrétien, objet de vénération ; le mot charrie donc d'abord de l'irrationnel. Pour le champ de la sémiologie, qui s'est emparé du terme, l'icône est simplement la représentation d'une entité, son signe, mais désormais, l'icône est aussi un terme brandi à tort et à travers par la publicité et le marketing. Si l'on parle d'icône pour qualifier le statut de la Joconde, l'on ne dit donc pas que c'est le plus important chef-d'œuvre du Louvre, mais que ses contemplateurs ont avec elle une relation particulière. «L'icône est le résultat d'une histoire et de circonstances», juge Jean-Michel Tobelem, qui rappelle que le vol de la Joconde, en 1911, a cimenté son statut d'œuvre star. «Même si la valeur intrinsèque d'une œuvre existe, sa réussite sociale est liée au fait de ren-

«Ce qui est intéressant, c'est que les icônes étaient en quelque sorte déjà là, ne serait-ce que du côté des cartes postales, en termes de parts de vente.»

**Gwenaëlle de Kerret**  
chercheuse et auteure  
d'une thèse sur l'identité  
visuelle des musées

voyer le public à une expérience partagée», estime encore Caroline Marti, professeure en sciences de l'information et communication au Celsa Sorbonne Université.

## PRINCIPE D'INTRICATION

Pourquoi n'y en a-t-il pas, d'icône, au centre Pompidou ? «Les dites "icônes" sont liées à des lieux, juge d'abord Christian Briend, conservateur en chef du Centre (service des collections modernes), qui a participé activement à ce travail de réflexion. La Joconde est dans sa salle, la Vénus de Milo est en haut de l'escalier, alors que nos collections bougent beaucoup, sont prêtées, réinstallées.» «Le statut d'icône se fait avec le temps, qui manque à l'art moderne et contemporain», ajoute François Mairesse, professeur de muséologie à l'université de Paris-III. Et puis peut-être la collection du Centre, riche de 100 000 œuvres, la

deuxième au monde après le MoMA, souffre-t-elle d'un trop-plein ? «Il y a beaucoup, beaucoup d'œuvres de grande qualité, estime encore François Mairesse. Aux musées des Beaux-Arts de Belgique, l'Empire des lumières de Magritte a acquis un statut extrêmement important, précisément parce que la collection est moins riche.»

Mais l'absence d'icône dit aussi quelque chose de la politique d'acquisition du musée. Contrairement à un MoMA, à New York, qui s'est toujours employé à collectionner les chefs-d'œuvre pour affirmer sa puissance, le musée national d'Art moderne – désormais réuni avec le Centre de création industrielle en un seul et même département au Centre (le Mnam-CCI) – a plutôt eu à cœur, et cela l'honore, de développer sa collection en profondeur, et de réunir des ensembles à même de documenter le processus artistique, voire de réévaluer des figures oubliées.

Ce principe d'intrication rend difficile d'en extraire une œuvre emblématique. La philosophie du musée embrasse celle de la modernité, qui s'est précisément construite contre l'idée même d'œuvre d'art comme objet de culte. De là sont naturellement nées les premières crispations, parmi la population des conservateurs du Centre, vis-à-vis d'une démarche de fabrication d'icône. Ceux-là étaient farouchement opposés à l'idée de transformer la relation à l'œuvre en un culte béat, qui aurait pour effet de renvoyer le bon peuple à son ignorance, et d'écraser le reste de la collection. Et tous

Suite page 26

ché le Centre d'acquérir une place singulière dans l'esprit de ceux qui y ont un jour mis les pieds. Et Beaubourg n'a pas non plus à rougir de ses chiffres de fréquentation – plus de 3,5 millions de visiteurs s'y sont pressés en 2018, soit 5 % de plus qu'en 2017, dont une hausse notable de visites (+18 %) de la collection. Mais si l'on considère que les grandes institutions culturelles sont entrées dans des logiques industrielles de masse, et que, face à une offre abondante, elles doivent tenter de se distinguer, alors ça se complique. Car la connaissance préalable d'œuvres phares d'une collection constitue, c'est un peu paradoxal, une forte motivation de visite. En donnant une singularité a priori au musée, elles orientent le choix vers tel ou tel. A Beaubourg, on estime que cela explique la faible proportion de publics étrangers au Centre : seulement 40 % de touristes, alors qu'il y en a par exemple 75 % au Louvre. «Il y a quelque chose de décevant à ne pas être capable d'attirer de touristes autour de ce trésor», se désole Catherine Guillou, directrice du service des publics du Centre. Quand on sait que Paris vient de

## ENQUÊTE



Pour les touristes étrangers, le Centre, c'est d'abord des tuyaux et des escalators. N. TAVERNIER. REA



**Bleu II, de Joan Miró.**

PHOTO CENTRE  
POMPIDOU, MNAM-CCI.  
PHILIPPE MIGEAT, ADAGP.  
DIST. RMN.  
GRAND PALAIS

**Suite de la page 25** les conservateurs du Louvre, rappelons-le, ne se réjouissent pas non plus forcément du statut particulier de *la Joconde*.

### MESSAGE AUX NON-INITIÉS

Selon Didier Ottinger, directeur adjoint du musée, favorable à l'initiative, le problème vient du fait que pour un marxisme latent qui hante parfois encore l'historiographie moderniste, la notion de chef-d'œuvre renvoie à celle de créateur d'exception, de génie «*usurpant*» une créativité rêvée comme universelle. Pire encore, elle induit une «*fétichisation*» symbolique de tous les excès spéculatifs dont fait l'objet l'œuvre d'art. Et puis, pour être crédible, le chef-d'œuvre suppose une forme de consensus, de goût partagé, donc moyen, et par là dévoyé. Le conservateur évoque des échanges de mails «*byzantins*» et «*tout à fait savoureux*» parmi l'équipe scientifique du musée, signe de tensions dont la direction ne fait pas mystère. «*Le côté sacré dévolu à la notion d'icône n'est pas passé*», admet Catherine Guillou. «*Il reste au centre Pompidou une culture, peut-être pas élitiste, mais de musée intelligent qui ne fonctionne pas comme un supermarché*», ajoute Serge Lasvignes. Avec diplomatie, Christian Briend juge que pour des conservateurs, qui ont «*une vision globale de la période*», il est difficile d'extraire une œuvre d'une série pour l'utiliser dans un autre contexte, celui-là lié à la communication.

Une bonne partie de l'équipe scientifique a fini par se prêter au jeu, une fois le terme fâcheux d'icône écarté (même s'il revient encore dans la bouche de tout le monde...). A leurs côtés, des personnels en contact plus étroit avec les publics, issus de la médiation, ou agents du Centre, rassemblés pour tenter d'élaborer une liste d'œuvres (plutôt qu'un seul emblème, donc) dont la tâche serait d'envoyer un message aux non-initiés, de dire quelque chose des collections du Centre. Sur quels critères? L'importance de l'œuvre dans l'histoire de l'art, et son caractère unique dans le corpus de l'artiste. A quoi s'ajoutait sa disponibilité: *la Tristesse du roi*, magnifique collage de Matisse, a été écarté en raison de sa fragilité – impossible de le laisser en permanence dans les salles. Et, bien sûr, sa facilité d'appréhension, sa force visuelle. «*On est conscients de ce qu'on nous demande*, explique Christian Briend. *C'est-à-dire une œuvre qui marche en termes d'impact visuel. Les bleus de Klein sont essentiels, mais en affiche ou en porte-clés, ça ne parle pas tant que ça.*» Des questions éthiques, type genre de l'ar-

tiste, ont été évoquées (mais bien malin celui ou celle qui le devinera à voir la liste finale...) ainsi que les problèmes que cela soulevait vis-à-vis des artistes vivants – leur cote est sûre de monter une fois posé leur statut emblématique.

### OUTIL DE COMMUNICATION

Et puis se posait la question de la proximité disons affective à l'œuvre, sa capacité à susciter des émotions. Critère plus difficile à cerner, ce pourquoi les publics ont aussi été mis à contribution directement. Autre sujet de crispation, car cet intérêt pour l'avis du public dépossédait un peu plus ceux dont le métier est de reconnaître un chef-d'œuvre. Gwenaëlle de Kerret explique s'être livrée, avec Jean-Mi-

chel Tobelem, à toutes sortes d'observations: visite dans les galeries (devant quelles œuvres s'arrêtaient plus longuement les visiteurs?), interrogations dans des «*focus groups*», lecture de guides et revues qui font mention du centre Pompidou afin d'identifier si des œuvres étaient utilisées en illustration, et si oui, lesquelles. Autre visite enfin, dans un lieu stratégique, la boutique du musée. «*Ce qui est intéressant, c'est que les icônes étaient en quelque sorte déjà là, ne serait-ce que du côté des cartes postales, en termes de parts de vente*, juge Gwenaëlle de Kerret. *On a noté que les publics semblaient aller spontanément vers des œuvres qui réactivaient l'imaginaire de l'institution – les tuyaux, les couleurs primaires. Ils choisissaient des œuvres avec un*

*principe linéal, certaines couleurs.*»

Au bout de deux ans, le processus a atteint un premier terme. Une campagne de publicité virale associant le seul véritable emblème du Centre, son bâtiment, à des œuvres de la collection à été lancée sur Internet. Et une liste de dix-sept noms est douloureusement sortie du chapeau, réunissant trois ensembles d'œuvres à même d'être associées pour établir, à destination des visiteurs étrangers, une «*narration*» autour des collections du Centre (*voir ci-contre*). Saluons le Centre de l'avoir partagée avec nous, car sa nature même en fait le genre d'objet qu'on envisage toujours en voulant faire une contre-proposition. Elle fera sûrement autant d'intrigués que d'étonnés et de mécontents: rappelons que ce n'est pas un manifeste, seulement un outil de communication.

A la parcourir, on note la proportion écrasante d'hommes (seize sur dix-sept) et de Français, et une nette volonté de séquençage chronologique. Des noms d'absents viennent à l'esprit – pas de Francis Bacon, ni de Louise Bourgeois, ni de Picasso – mais pour ce dernier, c'est fait exprès, en raison de la proximité géographique avec l'hôtel Salé (Paris III<sup>e</sup>), qui abrite le musée Picasso. Un triptyque mettra peut-être tout le monde d'accord: les trois *Bleus* de Miró, récemment admirés dans la rétrospective du Grand Palais, dont le statut de chef-d'œuvre est incontestable, et qui présente, sans que l'on sache trop dire pour quoi, cette immédiateté affective recherchée. Une autre œuvre risque de

**«Il reste au centre Pompidou une culture, peut-être pas élitiste, mais de musée intelligent qui ne fonctionne pas comme un supermarché.»**

**Serge Lasvignes**  
président du Centre

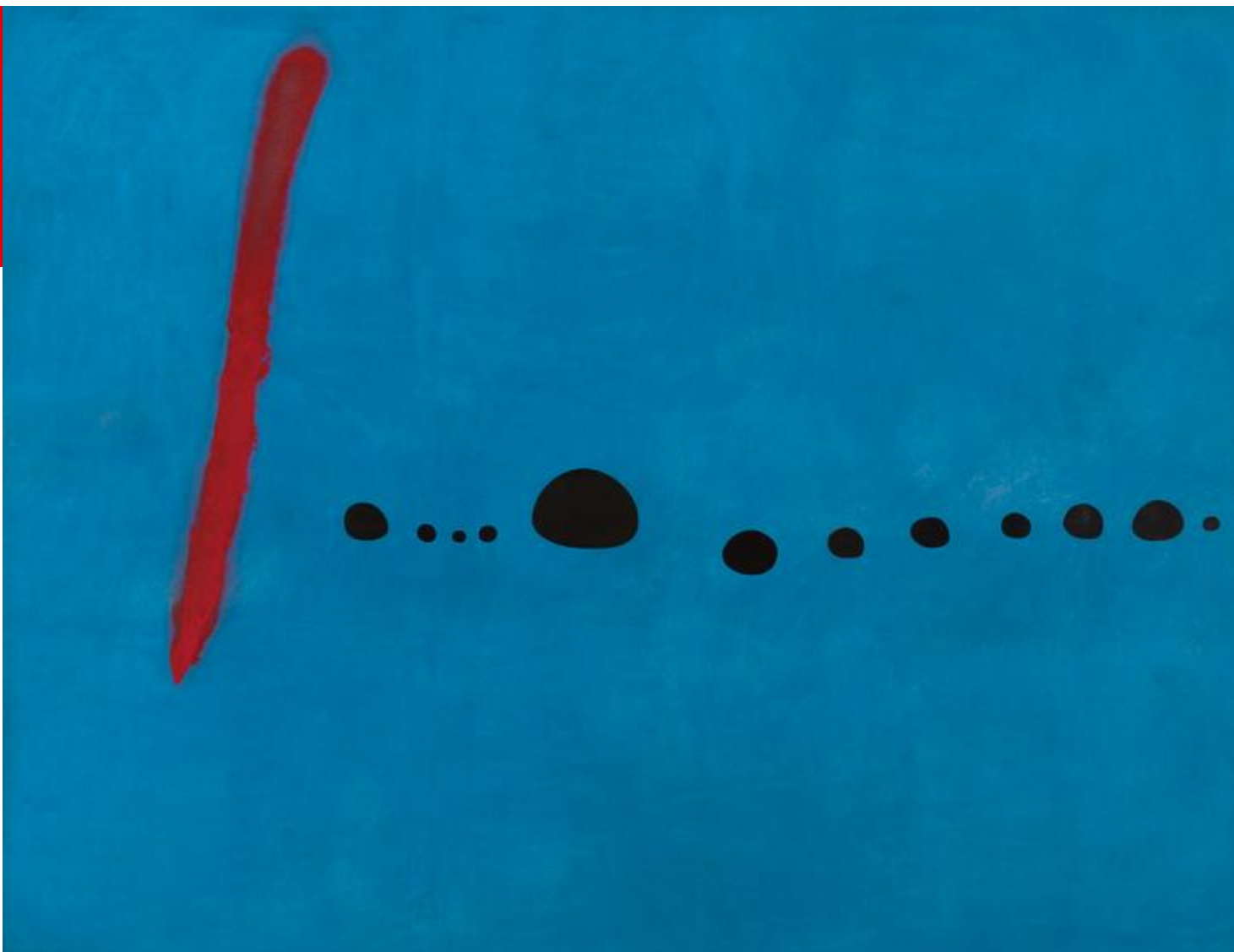
créer un consensus, mais en sens inverse: le *Rhinocéros* de Xavier Veilhan, dont on se demande un peu ce qu'il fout là.

Un constat, quand même: de la grande diversité d'un centre pluridisciplinaire, rassemblant des départements d'architecture et de design, de photographie et de cinéma, sans parler de la programmation de spectacles vivants, rien ne transparaît. «*Notre présomption, c'était qu'une partie des gens qui ne viennent pas au Centre viendrait un peu plus facilement s'ils savaient qu'ils y trouveront des choses à même de les toucher*, estime Jean-Michel Tobelem. *Une fois qu'ils sont là, c'est au Centre de les convaincre qu'il y a beaucoup d'autres choses intéressantes à leur disposition.*»

(1) Cette démarche a fait l'objet d'une conférence au Sitem, salon international des musées, des lieux de culture et de tourisme, qui s'est tenue en janvier.

## DIX-SEPT ŒUVRES À FORT POUVOIR ICONIQUE

- *La Muse endormie* de Constantin Brancusi.
- *L'Arc noir* de Vassily Kandinsky.
- *Bleu de ciel* de Vassily Kandinsky.
- *Roue de bicyclette* de Marcel Duchamp.
- *Fontaine* de Marcel Duchamp.
- *Prismes électriques* de Sonia Delaunay.
- *Le Manège des cochons* de Robert Delaunay.
- *La Grande Odalisque* de Martial Raysse.
- *Les Loisirs-Hommage à Louis David* de Fernand Léger.
- *Les Mariés de la tour Eiffel* de Marc Chagall.
- *La Blouse roumaine* d'Henri Matisse.
- *New York City* de Pietr Mondrian.
- *Bleu I, Bleu II, Bleu III* de Joan Miró.
- *Rhinocéros* de Xavier Veilhan.
- *Ant 76 Grande anthropophagie* d'Yves Klein.
- *SE 71 l'Arbre, grande éponge bleue* d'Yves Klein.
- *Portrait de la journaliste Sylvia von Harden* d'Otto Dix.





# CULTURE/

## ARTS

## Laura Lamiel, papiers au plancher

**La plasticienne investit le Crac de Sète avec ses installations minimales qui convoquent les fantômes et jouent sur la notion du double.**

Les installations de Laura Lamiel cochent toutes les cases pour rentrer dans la catégorie immersive et cool. Au Centre régional d'art contemporain (Crac) de Sète (Hérault), elles se déploient dans l'espace en se glissant sous vos pieds dans les profondeurs d'un faux plancher, en démultipliant leur propre limite par des effets de miroirs et d'éclairages aux néons, jaunes ou blafards, en prenant la forme et les contours d'habitacles qu'on peut pénétrer ou traverser. Pourtant, chez cette artiste née en 1948, l'immersion reste délibérément superficielle. Les œuvres travaillent à la fois à débiller leurs éléments et à les remballer, laissant

le spectateur sur leur seuil, un pied dedans, un pied dehors, à deux doigts de tout voir et tout aussi près de rater un truc.

**Prison.** Ainsi, dans la première salle, il faut baisser les yeux, voire s'accroupir pour découvrir, niché au creux du plancher, un assemblage d'objets (des livres, des tubes de cuivre, des rouleaux de papier, des coupures de presse, des chaussures, des gants) composant une espèce de nature morte à la palette orangée. À côté, autre trou, autre teinte (noire), mais même soin dans la disposition de ces choses, enfouies et exposées, planquées et exhumées, simples et mystérieuses. Ce matériel hétéroclite convoque, en creux, une présence humaine. On se dit que tout ça appartient à quelqu'un. On pense à l'artiste ou à ce W, nommé dans le titre («Les Yeux de W») et dont l'initiale est, depuis Poe au moins et sa nouvelle *William Wilson*, celle du double. Mais peu

**Popote, 1997-2019, de Laura Lamiel.** PHOTO AURÉLIEN MOLE. COURTESY MARCELLE ALIX, PARIS

importe à qui on a affaire exactement, de qui sont ces affaires, on saisit qu'il y a du corps et du souffle dans les installations au dépouillement et aux matériaux proches du minimalisme.

Dans la salle suivante, une double cellule conçue comme un parloir de prison brise la glace : la vitre (sans tain) qui sépare les deux petits espaces est percée d'une espèce de paille en papier, comme celle par laquelle les deux prisonniers du film de Jean Genet *Un chant d'amour* partageaient la fumée d'une cigarette d'une même respiration. Sous les formes géométriques, l'ordonnement assez carré de ses dispositifs, Lamiel fait place ailleurs à des odeurs (d'encens), à des sur-

faces grumeleuses, à des pans de vêtements, des cols, des manches, pliés mais effilochés, à des tas de fils décousus de reliures ou de tricots qui se faufilent, comme des vers, vers le plancher.

**Passerelle.** À l'étage du centre d'art, les travaux les plus récents, des dessins, appuient fort sur la touche longtemps aveugle du corps et de la chair. C'est une nuée de points, réalisés à l'encre carmin, les yeux fermés, du bout des doigts et des ongles. Pas la partie de l'expo qu'on préfère, peut-être parce qu'il y est moins question de négocier l'espace avec le spectateur. On redescend. Entre deux salles, l'artiste a disposé une espèce de sas ou de passerelle à

la charpente métallique garnie de pile de livres (emballés), de dessins ou de photos (encadrés), de miroirs brisés qu'on traverse en y regardant à deux fois, craignant on ne sait quoi – que le plancher soit creux ? qu'il y ait une chausse-trape ? Non, Laura Lamiel nous l'a déjà fait. C'est encore autre chose... Mais la même manière de peupler l'œuvre de fantômes, de fantasmies et d'électricité.

**JUDICAËL LAVRADOR**  
Envoyé spécial à Sète

**LAURA LAMIEL**  
**LES YEUX DE W**  
Centre régional d'art contemporain, de Sète (34).  
Jusqu'au 19 mai.  
Rens. : [crac.laregion.fr](http://crac.laregion.fr)

## Jonathan Binet, plaidoyer pour la retraite des cadres

Présentée en galerie parisienne, l'exposition «Diptych» de l'artiste français réunit une série de toiles dont les châssis tiennent le rôle principal.

Pas de couleurs ou si peu – une fragile traînée de poudre rose vaporisée au spray, sinon c'est blanc –, pas de touche, pas de matière... À ce stade, à la galerie Balice Hertling, la peinture de Jonathan Binet n'en est plus vraiment une. Ses toiles sont pour la plupart

laissées vierges, à moins qu'elles ne se soient tout bonnement fait la malle, ne laissant derrière qu'un lourd châssis de métal. Vissé au mur, ce cadre qui ne met plus rien en valeur sinon lui-même (et les murs blancs de la galerie) est aussi massif que bancal parce qu'un autre vient se

greffer à lui. Deux cadres pour rien, deux cadres, l'un sur l'autre, un peu de guingois, qui chacun cherche sa toile... On a tous les ingrédients d'une peinture désossée, un programme à la Support/Surface, le groupe qui dans les années 70 a entrepris une révision complète de la mécanique picturale en déboulonnant au passage ce que la pratique a de grandiloquent au profit de matériaux et de techniques artisanales et vernaculaires. Mais cet aspect-là de ses aînés,

Binet ne le retient pas. Les châssis métalliques sont lourds, bien usinés et solides, tout comme les joints, les attaches, les vitres et les fonds en bois qui équipent parfois les tableaux. Donc il n'y a toujours pas de toile en vue mais tout le reste, tout ce qui la couve et l'accueille d'ordinaire (y compris la galerie), tout l'environnement technique, spatial et symbolique se tient bien au garde-à-vous, viril, sévère. Trop sans doute : on comprend (peut-être à tort) que

si les toiles et les peintures ont filé, c'est que leurs conditions d'apparition (de conservation) ne vont pas ou plus à cet environnement. Qu'elles s'y sentaient écrasées, dominées, flouées. La preuve, certaines sont revenues – il faut voir dans quel état : l'artiste les a manifestement fait rentrer sans ménagement dans le cadre. Par endroits en effet elles font des bourrelets, des plis et des replis. Elles sont mal bordées, et parfois mal emboîtées. Tous ces petits accroc ne

sautent pas aux yeux, pas plus que les agrafes qui traînent à la surface ou quelques légères traces. Tout cela arrive sur les côtés, plus au centre. Si la peinture a lieu chez Jonathan Binet, c'est donc clandestinement ou par effraction. C'est une peinture excentrée.

**J.La.**

**JONATHAN BINET**  
**DIPTYCH** Galerie  
Balice Hertling, 75 003.  
Jusqu'au 17 mars. Rens. :  
[www.balicehertling.com](http://www.balicehertling.com)

► **MUSIQUE MATIN DE SASKIA DE VILLE**

**LE 7/9 DE FRANCE MUSIQUE, DU LUNDI AU VENDREDI**

Retrouvez chaque mercredi à 8h50 la chronique *C'est mioche* de Guillaume Tion de



[francemusique.fr](http://francemusique.fr)



# Jeunesse se place

**François Civil** A l'approche de la trentaine, cet angoissé du temps qui passe accélère et croque dans l'année 2019, qui l'affiche dans quatre films.



Sur la foi de ses notices Wikipédia et Allociné, on s'en allait rencontrer un acteur de tout juste 30 ans, à qui la nouvelle décennie semblait sourire, avec quatre films à l'affiche en 2019. Mais il n'aura pas fallu cinq minutes de conversation avec François Civil, dans les salons feutrés d'un hôtel parisien, pour que le malentendu se dissipe : il n'a pas 30 mais 29 ans, corrige-t-il. Même s'il s'amusera à tromper notre vigilance au fil de l'entretien, qui bascule vite dans le tutoiement. Soit. L'acteur montant du cinéma français vient donc de rajeunir d'un an en quelques secondes. Ce qui ne l'empêche pas de se dire «angoissé» par le temps qui passe. Du temps, il en manque un peu en cette dense période de promotion qui le voit défendre *le Chant du loup* d'Antonin Baudry, dans lequel il tient le rôle principal aux côtés d'Omar Sy, Reda Kateb et Mathieu Kassovitz, et *Celle que vous croyez*, de Safy Nebbou, où il donne la réplique à Juliette Binoche.

La veille de notre rencontre, pour son «baptême» du 20 heures de TF1, il arborait un pull à motifs ton sur ton qui lui a valu quelques tacles sur Twitter. Pour la presse, il a misé sur le basique : jean stone et tee-shirt gris. Celui qui se dit encore peu familier avec le «bouillon de la promo» a pourtant passé plus

de la moitié de sa vie à tourner, des films, des téléfilms, des séries, et même «un Disney Channel». Repéré par hasard lors d'un spectacle de collège par une parente d'élève qui était aussi directrice de casting, l'ado fait précocement ses premiers pas sur les plateaux. Cette «récréation» le séduit, et il remettra ça au cours de sa scolarité «compliquée». «*Turbulent*», l'élève, qui peine à se concentrer, triplera sa seconde avant d'empocher, sur «un coup de poker», son bac L option cinéma. Inscrit en arts plastiques à Paris-I, il ne tiendra pas plus de vingt-cinq minutes

sur les bancs d'un amphi. C'est l'époque où ce fils d'universitaires profs d'espagnol préfère jouer de la musique, s'adonner à sa passion de la photo et graffer les murs du triangle parisien de son enfance, «*Bastille-Ledru-Rollin-gare de Lyon*». «*Des années de désert, de vaches maigres, où la chambre est pas rangée, où ça sent un peu le pétard parfois...*» Longtemps casté pour des rôles de «gars très jeune» («*jusqu'à 19 ans, je faisais 1,60 m...*»), l'acteur, qui a fini par atteindre un raisonnable mètre 80, reconnaît avoir «eu besoin de temps pour mûrir». S'il envisage par moments de prendre un job, livreur ou serveur, le «dilettante» vitote grâce à ses premiers cachets et l'argent de poche parental. Surtout, tel Hippolyte, le comé-

dien débutant qu'il interprète dans la série *Dix pour cent*, le jeune homme, qui a pris un agent dès son premier rôle, court les castings. A l'époque, avant chaque essai, il vomit. Sa rencontre, au début des années 2010, avec Igor Gotesman, puis Pierre Niney, Jonathan Cohen ou Benjamin Lavernhe, toute une bande d'acteurs dont il est resté très proche, marque un tournant. Celui qui n'a fait ni le Conservatoire ni la prestigieuse classe libre des Cours Florent remise alors ses problématiques de légitimité et découvre le plaisir de travailler en «troupe», dans la mini-série *Casting(s)* ou avec la comédie *Five*. L'autre rencontre cruciale est sans doute celle qui a peiné à se concrétiser avec Cédric Klapisch. L'acteur l'approche d'abord en 2009, quand il est pré-nommé pour le César du meilleur espoir. «*Premier acte manqué*.» Il croit le retrouver sur *Dix pour cent*, mais son personnage ne figure pas dans les épisodes réalisés par le cinéaste. «*Deuxième acte manqué*.» «*A mon grand bonheur, il m'a parlé de Ce qui nous lie un an plus tard*.» Une seconde collaboration, *Deux Moi*, doit sortir en septembre. Si François Civil reconnaît «un facteur chance indéniable» dans sa carrière, il dit aussi «travailler beaucoup». Pour jouer l'«oreille d'or», ce métier d'analyste acoustique que *le Chant du loup* met à l'honneur, l'acteur s'est immergé trente-six heures dans un sous-marin. Un challenge pour celui qui supporte déjà mal les voyages en avion : «*J'ai cru mourir!*» Igor Gotesman le décrit comme «un acteur très technique, hyperinstinctif, qui peut tout faire». Dans la bouche de Fanny Herrero, la créatrice de *Dix pour cent*, ça donne : «*J'ai adoré chez lui ce naturel incroyable. François est dans la famille d'une Camille Cottin : des acteurs qui prennent le texte, et on a l'impression que c'est en train de se passer sous nos yeux*.» S'il touche à tout, la musique et la photo d'abord, mais aussi le dessin, l'escalade, et même récemment «la gravure sur cuir», nous apprend Igor Gotesman, la lecture n'a pas trop les faveurs de cet hyperactif, qui revendique davantage un «besoin de faire». «*J'ai eu un rejet plus jeune. Y avait déjà mes parents, ma sœur qui lisaient beaucoup, donc moi, je suis parti dans autre chose*.» Il avoue d'ailleurs n'avoir lu ni la BD *Quai d'Orsay* de Baudry ni le roman de Camille Laurens adapté au cinéma par Nebbou. Ce pur produit de «la génération internet», que ses amis décrivent comme «plus intelligent que la moyenne», voire «surdoué, c'en est presque énervant», préfère aux livres et aux canards qui tapissaient l'appartement familial les chaînes YouTube, où il dévore les conférences des astrophysiciens Aurélien Barrau et Etienne Klein : «*Vulgarisation scientifique à fond!*»

S'il a glissé ses bulletins dans l'urne en 2017, l'acteur reconnaît faire partie d'une bande dépolitisée car trop déçue par «la langue de bois» : «*On a voté pour les beaux discours. "Make the planet great again"... Ben yallah, quoi! Allons-y, gars!*» L'accélération du réchauffement et les perspectives d'une «guerre climatique» le font «flipper». Alors il a arrêté la viande, même s'il concède quelques rechutes, et signé en septembre l'appel d'Aurélien Barrau et Juliette Binoche dans *le Monde* réclamant une action politique «ferme et immédiate» pour la planète. Aujourd'hui, à 29 ans, donc, l'«enfant acteur» a gagné en centimètres et en expérience, quitté le XII<sup>e</sup> parental pour le X<sup>e</sup> et les quais du canal Saint-Martin, où il vit seul, sans être célibataire. Après trois années bien remplies, il n'a pas encore de tournage en vue («*je lis des choses*»). De quoi lui laisser un peu de champ pour travailler sur ses portraits photo, un projet de diptyques voué à s'étaler sur «vingt ou trente ans», afin de figer ce temps qui passe et l'obsède.

Juste avant de le quitter, alors qu'il se plie très volontiers aux exigences du photographe qui lui fait tordre et déformer son maillot en tous sens («*il est foutu, le tee-shirt*», se marre-t-il), on aperçoit un épi blanc dans ses cheveux soigneusement coupés. On croit tenir enfin un signe de l'âge dans cette allure de jeune premier. Perdu : c'est l'effet d'une dépigmentation, que l'acteur camoufle le plus souvent avec du mascara à cheveux. ♦

Par **BÉNÉDICTE MAUDUECH**  
Photo **ROBERTO FRANKENBERG**

## LE PORTRAIT



# The New York Times

## INTERNATIONAL WEEKLY

In collaboration with



TUESDAY, FEBRUARY 19, 2019

Copyright © 2019 The New York Times



SAMYUKTA LAKSHMI FOR THE NEW YORK TIMES

Pope Francis has acknowledged nuns are being abused. In India, nuns held a protest for a nun seeking justice.

## Bishop Is Accused of Rape

A mutiny by nuns in India forces the church to investigate claims.

By MARIA ABI-HABIB  
and SUHASINI RAJ

KOCHI, India — When Bishop Franco Mulakkal agreed to celebrate the First Communion for Darly's son, an honor in the Catholic Church, the family felt pride.

During the ceremony, Darly looked over at her sister, a nun, to see her eyes spilling over with tears — tears of joy, she figured. Only later would she learn of her sister's allegation that the night before, the bishop had summoned the nun and raped her. The family says that was the first assault in a two-year ordeal in which he raped her 13 times.

The bishop, who has maintained his innocence, will be charged and face trial on accusations of rape and intimidation, the police investigating the case said. But the church acknowledged the nun's accusations only after fellow nuns mutinied and publicly rallied to draw attention to her yearlong quest for justice.

"We used to see the fathers of the church as equivalent to God, but not anymore," Darly said. "How can I tell my son about this, that the person teaching us the difference between right and wrong gave him his First Communion after committing such a terrible sin?"

The case in the southern state



PRAKASH ELAMAKKARA/ASSOCIATED PRESS

Bishop Franco Mulakkal, center, was questioned by the police in Kochi last year after being accused of rape by a nun.

of Kerala is part of a larger problem that Pope Francis addressed on February 5, after decades of silence from the Vatican. He acknowledged that sexual abuse of nuns by clerics is a continuing problem.

At a time when church attendance is low in the West, and empty parishes and monasteries are being shuttered across Europe and America, the Vatican relies on places like India to keep the faith growing.

But the scandal in Kerala is dividing India's Catholics, who number about 20 million. And more nuns have stepped forward to report sexual abuse at the hands of priests, the police in Kerala State say. Four priests also have been accused of blackmailing women during confession, coercing them into sex.

"If this case goes ahead, it will be a new beginning and priests and

*Continued on Page II*

## Ideology's Grip Loosens On Iranians

In February of 1979, Tehran was in chaos. A cancer-stricken Mohammed Reza Pahlavi, the Western-backed autocrat, had gone into exile in mid-January, leaving behind a rickety regency council. On February 1, Grand Ayatollah Ruhollah Khomeini, the godfather of the revolution, returned from exile in Paris. Street demonstrations raged until the government collapsed on February 11.

THOMAS  
ERDBRINK

ESSAY

Ecstatic Iranians danced in the streets, evading soldiers as lingering pro-government sharpshooters fired at them. Families joined in mass protests as vigilantes ransacked liquor stores and people kissed the foreheads of turbaned clerics leading the revolution.

Forty years ago, Iranians swelled with pride and hope of a better future. Dreams of freedom and independence from the United States fired up the revolutionaries. But great, rapid change can leave deep and lasting wounds. There were lashings, hangings, amputations and mass imprisonment. Thousands of people died and hundreds of thousands fled the country, never to return.

What materialized was truly revolutionary: an Islamic republic, a theocracy built on ideological choices inspired to a great extent by Ayatollah Khomeini.

New rules were put in effect to forbid anything that might lead people astray and prevent them from ascending to a heavenly afterlife: strict controls on the media to isolate Iranians from Western influences; an absolute segregation of the sexes in public places; compulsory head scarves for women; bans on alcohol and musical instruments on television; rules forbidding women to ride bicycles. It went on and on, zealously and sometimes brutally enforced by the morality police and the paramilitary Basij forces.

But over the years, as the early revolutionary fervor gave way to a yearning for a more normal existence, the rules became negotiable. While the political system is basically the same as in those early years, the society changed slowly, at times almost imperceptibly. Those changes have been enormous, and the Iran celebrating the 40th anniversary of the revolution is closer than most outsiders generally appreciate to being that "normal" country Iranians want.

It took time for the cumulative changes to reach a critical mass. When I first visited Iran as a young

*Continued on Page II*



AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Protests in Tehran in January 1979 supporting Grand Ayatollah Ruhollah Khomeini.



## WORLD TRENDS

# After 40 Years, Ideology's Grip Loosens on Iranians

Continued from Page 1

reporter, the 20th anniversary of the revolution had just passed and the country was still living up to its revolutionary image. High rises were decorated with anti-American murals or portraits of the martyrs of the 1980-88 war with Iraq.

The notoriously snarled street traffic was a sea of white, of locally made cars called Paykans. In a park, close to where I would settle down, boys and girls would meet secretly, away from the prying eyes of relatives, but also from the morality police.

In those days, it was inside people's houses that I saw a different Iran. Passing through a front door often meant stepping into a reality where all the rules that applied on the streets disappeared.

There would be stories — Iran has a deep culture of storytelling — and bursts of laughter would be followed by dancing to Persian pop songs smuggled in from Los Angeles. Often, the music would be accompanied by someone playing a drum, or a rice pan grabbed off a kitchen shelf. Everyone — accountants, journalists, doctors, nurses — would enjoy weekend parties that were technically illegal.

Abbas Kiarostami, the



ARASH KHAMOOSHI FOR THE NEW YORK TIMES

Iran's morality police have eased their control over people's lives, including women's.

award-winning director who died in 2016, used everyday people rather than actors in his movies, because Iranians were so accustomed to switching between two worlds.

But as the years progressed, the changes began to creep out doors.

Now, the changes are all around. One can spot a woman with pink hair flowing under her head scarf. Women race through traffic on bicycles, even motorcycles.

While state television still refuses to show musical instruments, there are buskers on the streets.

Connections to the outside world — the internet, of course, but particularly satellite TV broadcasts — were critical drivers of change.

One day the police raided our apartment building and destroyed the satellite dishes on the roof. The only one left was mine

— as a journalist, I had special permission to have one. But by the next day, my neighbors all had new dishes.

The police have given up that fight, too. There are just too many dishes around. Iranians can now watch over 200 Persian-language channels operating from abroad.

There were days when people would stare at the sight of a boy and girl walking hand in hand. Public displays of affection were not appreciated, especially between unmarried couples.

Today they hang out in parks together, kissing in the shadows, and hug each other during rock concerts.

Instagram, which is not blocked in Iran, has revolutionized the way Iranians view themselves. The app has been a major driver of change.

Politics are a different story. There was the Green Revolution of 2009, when people protested what many saw as a fraudulent election. But that was violently suppressed.

Yet after allowing so many social taboos to slip, Iran's leaders face a dilemma of whether to start translating the social changes into new laws and customs or try to hang on to the 40-year-old ideals of the revolution.

## Nun Accuses a Bishop of Rape in India

Continued from Page 1

bishops will be forced to be held accountable," said the Reverend Augustine Vattoly, a priest who was an early supporter of the nun and said he was ordered by his superiors to back away. He said: "The church is losing its moral authority. We are losing the faith of the people. The church will become a place without people if this continues. Just like in Europe, the young will no longer come here."

Details of the nun's accusations came from law enforcement officials, her family and the five other nuns who saw the saga unfold inside the Syro-Malabar Catholic Church.

The nun's family accuses Bishop Mulakkal, 54, of raping her over a two-year period, dating from May

5, 2014. The bishop could not be reached, but church officials say that he maintains he is innocent.

The nun, who belongs to the Missionaries of Jesus religious order, first informed church authorities of the assaults in January 2017, approaching bishops, a cardinal and representatives of the Vatican. Some cautioned her to wait, assuring her that the church would take action. Others forbade her from going to the police, her family said.

But the only action came last September, after the church's silence led five other nuns to mutiny and come to Kerala's High Court to stage a days-long protest. They sat in front of a large poster featuring the Pietà statue, the famous sculpture depicting Mary holding the limp body of Jesus in her lap after his crucifixion. Instead of

Jesus, the poster featured a nun's lifeless body. A placard read "Justice for nuns."

About two weeks after the protests started, the Vatican stripped Bishop Mulakkal of his administrative duties. The next day, on September 21, Kerala's police arrested him.

In Kerala, it is not uncommon for Christian families to have one or two daughters take vows as nuns. Statues of Mary and Jesus line streets here and even Mass on a weekday is well attended. India's Christians, only about 2 percent of the population, tend to stand together. India's governing bloc, the Bharatiya Janata Party led by Prime Minister Narendra Modi, is rooted in Hindu nationalism. The scandal in Kerala has pitted Christians who believe it is a call for reform against those who want to maintain unity.

A senior officer investigating the case said he believed that authorities had sufficient evidence to prove that Bishop Mulakkal raped the nun and then intimidated her family and the families of the nuns who began the protest. He spoke anonymously, as the final report will be filed later this month.

"We are broken; the church we have given our lives to won't even



AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Catholic nuns and Muslim supporters demanding the arrest of Bishop Franco Mulakkal outside the Kerala High Court in Kochi last year.

give an ear to us," said Anupama Kelamangalathuvelli, a nun who served with the accuser. "This fight isn't just for us," she added. "The church needs to listen to women and not just the priests and bishops."

The nun decided to take her case directly to the Vatican by writing the pope's representative in India, Archbishop Giambattista Diquattro. "No sooner I reached the room than he pulled me toward him," reads a letter she wrote to him on January 28, 2018. "I was numbed and terrified by his act. I took all efforts to get out, but in vain. He raped me brutally."

Through more than a year of efforts to receive help, she confided in five other nuns who had at one point lived with her at her convent, the St. Francis Mission Home, in rural Kerala. In April, the five,

some who had been moved to other convents, defied church rules to slip away from their residences across India, taking buses and trains to travel hundreds of kilometers to join their sister and support her.

The nuns said they decided to go public after Bishop Mulakkal accused them of plotting his murder. The police said his accusations had been dismissed. The nuns protested at the Kerala High Court. When they came a second day, they were met with dozens of churchgoers, activists and even priests with signs demanding Bishop Mulakkal be held accountable.

"We took a vow to be in a congregation — to make the congregation our family," said Sister Josephine Villoonickal, one of the nuns. "They are now trying to destroy this family."

### The New York Times INTERNATIONAL WEEKLY

NANCY LEE Executive editor  
TOM BRADY Editor  
ALAN MATTINGLY Managing editor

The New York Times International Weekly  
620 Eighth Avenue, New York, NY 10018



EDITORIAL INQUIRIES:  
nytweekly@nytimes.com  
SALES AND ADVERTISING INQUIRIES:  
nytsyn-sales@nytimes.com



## WORLD TRENDS

# Cold War Landmark Is Squeezed in Berlin

By MELISSA EDDY

BERLIN — For all Berlin's attractions, it is a small, wooden shack that tops the must-see lists of many tourists here.

The former guard house stands behind a row of sandbags at a busy intersection in the heart of the city's downtown, beneath a sign announcing "U.S. Army Checkpoint." The world knows the spot better as Checkpoint Charlie.

It was at this crossing, during the Berlin Crisis of 1961, that Soviet and American tanks stood muzzle to muzzle in a standoff that threatened to plunge humanity into yet another war. After six tense days, the two sides backed off without firing a shot. But the site remained ground zero of the Cold War division that split the world into opposing blocs.

"There is no equivalent anywhere, where tanks stood off

letter written by Thomas Flierl, a former culture minister for the city, with five other city planners, architects and historians.

The outcry grew so charged that in December the authorities in Berlin suddenly abandoned the project. The city's development office now says it is working on a new plan, which it hopes will be ready in a year.

In the three decades since the Wall fell, the former crossing point's history has always taken a back seat to commerce and crass tourism.

Above the sign in English, Russian, French and German informing visitors "You Are Leaving the American Sector," another sign shows them the way to KFC. Two doors down, McDonald's offers yet another taste of the United States.

On the eastern side of the guard house — a replica of the original, which is in a museum — young men in aviator glasses and 1960s-era military uniforms stand side by side. In one hand, they clutch the American flag. The other they use to give a thumbs up, or throw an arm around tourists willing to pay a few euros for pictures.

To date, only temporary installations exist to inform those who are more interested in the history of the place than in selfies.

Those drawn to Checkpoint Charlie on a recent day said the site was too important to lose.

Dominick Devismes studied an outdoor exhibition showing images from the Cold War that revived memories from his childhood in France.

"They must keep it, otherwise the young people will forget," Mr. Devismes said. "Like Berlin, it remains symbolic."

Del Kittendorf of Marietta, Georgia, experienced Checkpoint Charlie in 1983. He had been at a Lutheran Church gathering in what was then East Germany, and he crossed into the West.

"They checked under the bus with mirrors and in all of the luggage racks — it was crazy," he said. "This place deserves to be preserved. We must keep the memory and honor the history."

## Where tanks faced off, developers hit a roadblock.

and the world worried we were on the brink of World War III," said Hope M. Harrison, a professor of history at George Washington University in Washington. "That is what is so unique about Checkpoint Charlie."

Now, Checkpoint Charlie is the site of another confrontation, this one pitting developers against historians.

The city of Berlin approved plans in 2017 to put up commercial and residential buildings, including a Hard Rock Hotel, on the last two undeveloped plots on the site. Space for a museum was included, but it was to be integrated into the commercial buildings with exhibition space largely underground.

The plans set off an intense backlash. The developer, Trockland, was accused of "proposing to transform Checkpoint Charlie into a theme park" in an open



GORDON WELTERS FOR THE NEW YORK TIMES

A plan to further develop around Checkpoint Charlie has been met with scorn by those who want to honor its history.



PHOTOGRAPHS BY KSENIA IVANOVA FOR THE NEW YORK TIMES

## RUSSIA DISPATCH

# Sparkling Shrine to Vilified Leader

By ANDREW HIGGINS

YEKATERINBURG, Russia — President Vladimir V. Putin of Russia has reviled those years as a period of chaos, crime and "total poverty." Kremlin-controlled news outlets lambast "the wild '90s" as a time of personal humiliation and shameful national weakness. All the abuse, however, has been an unexpected boon to the Boris Yeltsin Presidential Center, a shimmering shrine on the edge of Siberia to Mr. Putin's reviled predecessor and his turbulent years in power, from the 1991 collapse of the Soviet Union to the end of 1999.

"I am glad they are constantly criticizing the '90s," said Alexander Drozdov, the head of a private foundation that oversees the Yeltsin center, a museum and archive complex dedicated to Russia's first elected and, according to opinion polls, widely loathed late president. "I tell them, 'Keep criticizing, please don't stop.'"

The scorn poured on Yeltsin and his era have given the complex an edgy appeal, helping it attract more than 700,000 visitors since it opened three winters ago. It has become perhaps Russia's most popular and certainly its most lavishly equipped outpost of alternative history.

The complex — set next to a lake in Yekaterinburg, the industrial city where Yeltsin lived for much of his life and where Czar Nicholas II and his family were murdered by the Bolsheviks — is a showcase for how Russia has changed for the better under Mr. Putin. It is shiny and modern, with high-tech flourishes.

But at its core, the complex is a mournful requiem for the many things lost since Yeltsin stepped down on December 31, 1999, and handed power to his chosen successor, Mr. Putin, with the words: "Take care of Russia." Yeltsin, Mr. Drozdov said, "would be very



disappointed" had he lived to see where Mr. Putin has taken the country. "He would cry."

One exhibit features puppets from a satirical television show that, in the 1990s, skewered Yeltsin and his officials. The show was canceled by Mr. Putin, who was offended by an ugly, dwarfish puppet that portrayed him. The once private television station that broadcast the show, NTV, is now controlled by the state.

Western-oriented liberals mostly view Yeltsin as a brave, if deeply flawed, hero who rallied resistance to an August 1991 putsch by Communist Party hard-liners, broke the back of the Soviet Union, introduced capitalism and gave birth to Russia as a free and democratic nation.

But nationalists and leftists remember him as at best a vodka-soaked buffoon and at worst a traitor working for the West. They want the complex shut down, or at least altered to create what Ilya Belous, a critic, thinks should be "a museum of Yeltsin's crimes."

"Putin's P.R. team has reduced everything to the contrast between images of a young, dynamic Putin and an old, alcoholic Yeltsin," said Yevgeny V. Roizman, a critic who resigned last summer as the mayor of Yekaterinburg in protest at the abolition of mayoral elections. "Many people don't really know

The Boris Yeltsin Presidential Center highlights what has been lost since Yeltsin resigned in 1999.

what happened in the 1990s."

Mr. Roizman added: "They blame Yeltsin for destroying the Soviet Union, but nobody

destroyed it. The Soviet Union fell apart of its own accord because it could not support itself ideologically or economically."

The center's goal, said Dina Sorokina, the museum director, is not to whitewash Yeltsin, though it does largely ignore some of the more odious features of his rule, notably the emergence of so-called oligarchs through corrupt privatization deals.

The silence about Russia's oligarchs is perhaps explained by a list of donors at the entrance. It includes billionaire tycoons like Oleg Deripaska and Roman Abramovich, both of whom made their fortunes in the 1990s.

In a stiff speech at the opening of the museum, Mr. Putin said the museum told "the honest story of what was done in a difficult time."

Yeltsin, who governed Yekaterinburg as Communist Party boss in the 1970s, died in 2007 at age 76. But he still looms large in Russia, and many blame him for the demise of the Soviet empire and for plunging the country into poverty and disorder.

Andrei Pirashkov, a 23-year-old communist who was elected last year to the City Council in Yekaterinburg, said he was no fan of Yeltsin but often visited the center for its seminars. "I am against making a personality cult around Yeltsin," Mr. Pirashkov said, "But the real issue now is Putin."



## EDITORIALS OF THE TIMES

# A New Arms Race With No Winner

Before the fear of being blown up on a plane, or a train, or a sidewalk gave millions of people sleepless nights, before the threat of global climate disaster stirred dread, nuclear annihilation was the stuff of nightmares.

By the mid-1980s, the United States and the Soviet Union had amassed 63,000 nuclear weapons, with the promise of mutually assured destruction if even one were ever used, even accidentally.

Then, after years of global protests and soaring budgets, American and Soviet leaders stepped back from the brink and began a process of arms control diplomacy, accelerated by the fall of the Soviet Union, that shrank those arsenals by nearly 90 percent. For decades, that process and that diplomacy continued... until now.

President Donald J. Trump and his Russian counterpart, Vladimir Putin, who control 90 percent of the world's nuclear weapons, are preparing to abandon the 1987 treaty that eliminated ground-launched ballistic and cruise missiles with ranges of 500 kilometers

sile banned by the treaty. But he was wrong to assert that he had "no choice" other than to withdraw from the treaty, a move that takes effect in August.

His threat to "outspend and out-innovate all others by far" in the production of weapons of mass destruction was chilling, particularly given Mr. Putin's vow of a "symmetrical" response. "If our American partners suspend their participation in the I.N.F. treaty, so will we," he said on February 2. "And if they start working on new weapons, so will we."

The pact's imminent collapse has intensified concerns that the United States and Russia will let the 2010 New Start agreement, with its caps on deployed nuclear warheads, intercontinental ballistic missiles and heavy bombers, expire in 2021. (Start stands for Strategic Arms Reduction Treaty.) Absent an extension or a new treaty, the nuclear arsenals will become unregulated — meaning there will be no legally binding, verifiable limits on the American or Russian nuclear arsenals.

Adding to the uncertainty, Mr. Putin has warned that Russia is developing new "invincible" hypersonic missiles that will travel at more than five times the speed of sound.

The United States is developing a conventionally armed intermediate-range

missile that could one day be deployed in Europe. By the end of the year, Washington may be ready to field a low-yield nuclear weapon that could make it easier to use nuclear weapons without courting Armageddon.

And last month, the president promised to reinvent American missile defenses, a quixotic vision reminiscent of President Ronald Reagan's unfulfilled "Star Wars" program.

If Mr. Trump continues to push for an expanded nuclear arsenal and abandons the strategic arms accord, Congress should freeze the nuclear modernization budget and block funding for new weapons. The commitment to spend billions of dollars to upgrade the aging nuclear arsenal was part of the Faustian bargain that President Barack Obama made with Senate Republicans to win support for the New Start pact. He did so with the hope that it would help lead to a world with no nuclear weapons.

Outspending Russia on a nuclear arms race, as Mr. Trump has bragged he would do, or abandoning an arms control regime that has helped forestall nuclear war for decades, is a foolish game of chicken, with no possible winners.



KELSEY WROTE

to 5,000 kilometers. They have yet to begin serious talks on extending a 2010 treaty that reduced the nuclear warheads deployed on intercontinental ballistic missiles and other strategic systems, and the Americans, in particular, do not appear to have any interest in doing so. Washington and Moscow are also modernizing old weapons systems and building new ones, at a cost of \$494 billion over the next decade in the United States alone.

At the same time, Pakistan, India and North Korea are expanding their arsenals as the international consensus for nonproliferation erodes.

Experts with The Bulletin of Atomic Scientists, who evaluate the nuclear threat, recently judged the current state of affairs to be "as worrisome as the most dangerous times of the Cold War."

The Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty of 1987, which eliminated 2,692 ground-based missiles, is part of a web of arms-control agreements that have managed the threat.

Mr. Trump is right to blame the Russians for beginning to unravel the I.N.F. treaty during the Obama administration by testing and then deploying a cruise mis-

INTELLIGENCE/TIM WU

# China's Censorship Stifles Trade, Too

As China and the United States engage in high-level negotiations over a possible trade deal, it is puzzling to see what has been left off the table: the Chinese internet market. China blocks or hinders nearly every important foreign competitor online, including Google, Facebook, Wikipedia in Chinese, Pinterest, Line (the major Japanese messaging company), Reddit and The New York Times. Even Peppa Pig, a British cartoon character and internet video sensation, has been censored; an editorial in the Communist Party's official People's Daily newspaper once warned that Peppa Pig could "destroy children's youth."

China has long defended its censorship as a political matter, a legitimate attempt to protect citizens from what the government regards as "harmful information," including material that "spreads unhealthy lifestyles." But you do not need to be a trade theorist to realize that the censorship is also an extremely effective barrier to international trade. The global internet economy is worth at least \$8 trillion and growing, yet the Trump administration has focused chiefly on manufacturing, technology transfers and agriculture, and does not seem to have pressed for concessions on this issue.

Sheltered from American, Japanese and European competition, Chinese internet businesses have grown enormously over the past decade. Nine of the world's 20 largest internet firms by market value are now Chinese. Some of this growth reflects the skill and innovation of Chinese engineers, a vibrant start-up culture and the success of Chinese business in catering to local tastes. But it is hard to believe that this has been unaided by censorship.

And the barriers to foreign competition have more than just economic effects. Without any better options, Chinese users are forced to put up with companies like Tencent, which owns the private messaging app WeChat, and the online payment company Ant Financial, whose privacy violations are, amazingly, even more troubling than those of Facebook and Cambridge Analytica. By tolerating Chinese censorship, the United States encourages other countries to do the same.

When it joined the World Trade Organization in 2001, China agreed to a broad liberalization of trade in services, including data processing and telecommunications. China's internet policies must be understood as a violation of these commitments. China will presumably counter that its in-

Tim Wu is a law professor at Columbia University in New York and the author of "The Curse of Bigness: Antitrust in the New Gilded Age." Send comments to [intelligence@nytimes.com](mailto:intelligence@nytimes.com).



ILLUSTRATION BY DEREK BRAHNEY/NEW STUDIO; PHOTOGRAPH BY PETE SALOUTOS/GETTY IMAGES

ternet policies are "necessary to protect public morals or to maintain public order," invoking the relevant exception to the World Trade Organization's rules. But while that exception might justify bans on gambling sites or even Peppa Pig, in the case of most of China's internet barriers the real purpose seems to be the protection of homegrown business interests.

Why is the United States not demanding change? It is not as if we lack leverage. Chinese firms like Tencent and the online retailer JD.com have aggressively

## Beijing's policing of the internet keeps out competition.

pursued operations in the United States, seeking to take advantage of our open internet and open market. The Office of the United States Trade Representative even cited Chinese internet blocking as a trade barrier in 2016. Why allow a country to do business here if it will not let us do business there? The basic principle of trade policy is reciprocity: Lower your barriers and we will lower ours. When it comes to the internet economy, the United States has unilaterally disarmed and is being played for a fool.

Particularly baffling is the attitude of the major American internet firms, the victims of China's internet trade policy, whose strategy has largely been one of appeasement. Google did retreat from the Chinese market in 2010 because of concerns about censorship and industrial espionage, and it did complain for a while about Chinese obstructions. Yet last year we learned that Google was effectively giving up the fight, building a censored search engine for the Chinese market and begging for access.

Also disappointing has been Facebook's approach. Even though Facebook has been banned in China for years, Mark Zuckerberg, its chief executive, has made embarrassing efforts to ingratiate himself with China's president, Xi Jinping.

Appeasement does not make effective foreign policy or trade policy. The United States, with the world's largest economy and its most important internet sector, should be negotiating from a position of strength. If the Trump administration wants to be tough with China on trade, it should demand meaningful access to the Chinese internet market, on pain of denial of access to American markets for Chinese firms.

That is how trade negotiation has always proceeded, and the internet ought to be no exception. We otherwise run the risk of winning the battle for the past while surrendering the battle for the future.